

Le Monde

TÉLÉVISION-RADIO
MULTIMÉDIA

- Les enfants à la conquête des médias
- Création de Myst



CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE - N° 16252 - 7 F

DIMANCHE 27 - LUNDI 28 AVRIL 1997

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Bill Clinton cherche à peser sur la crise du Zaïre

DEVANT l'ampleur du drame des réfugiés, les États-Unis paraissent vouloir, vendredi 25 avril, s'impliquer davantage dans les tentatives de règlement de la crise du Zaïre. L'administration Clinton a décidé d'envoyer à Kinshasa un représentant à l'ONU, William Richardson, afin de favoriser une rencontre entre le président zaïrois et le chef de la rébellion, Laurent-Désiré Kabila. La démarche de Washington intervient alors que les forces de M. Kabila sont accusées par l'ONU et les organisations humanitaires d'avoir empêché toute assistance à 85 000 réfugiés hutus installés dans deux camps de la région de Kinsangani et qui, depuis quelques jours, sont portés « disparus ».

Lire page 2 et notre éditorial page 14

M. Pasqua juge que la campagne de M. Juppé n'est pas « à la hauteur de l'enjeu »

L'ancien ministre réclame une « nouvelle politique » économique et sociale

CHARLES PASQUA est entré en campagne, samedi 26 avril, en proposant à la majorité de mettre en œuvre une politique économique et sociale volontariste en faveur de la croissance. « Il n'y aura pas de "nouvel élan", a-t-il affirmé. L'ancien ministre de l'Intérieur juge que la campagne menée par Alain Juppé — où le débat sur la fiscalité tient jusqu'à présent un rôle central — n'est pas « à la hauteur de l'enjeu ». « La vraie modernité, dit-il, c'est de comprendre que c'est la force de l'économie qui fait la force de la monnaie et non l'inverse, (...) la récession et le chômage qui creusent les déficits et non l'inverse. » Il demande au président de la République de « poser les conditions qui rendront l'Europe de demain acceptable pour les Français » et lui suggère « le moment venu de consulter le peuple » sur ce sujet. Se posant ainsi implicitement en rival d'Alain Juppé, M. Pasqua



tente d'imprimer à la campagne de la majorité une tonalité plus sociale et plus vigilante sur la construction européenne. Lionel Jospin a refusé, vendredi 25 avril, le débat télévisé à quatre (avec

MM. Juppé, Léotard et Hue) qui lui était proposé, et renouvelé l'invitation lancée au premier ministre d'organiser un face-à-face. Robert Hue a réaffirmé, jeudi, devant le conseil national du PCF, qu'il « ne

peut pas y avoir de vrai changement sans ministres communistes ».

Lire les propos de M. Pasqua page 28 et nos autres informations pages 5 à 7

Ecoutez de l'Elysée : Gilles Ménage désigne François Mitterrand

INTERROGÉ, vendredi 25 avril, par le juge d'instruction Jean-Paul Valat, Gilles Ménage, ex-directeur du cabinet de François Mitterrand, a expliqué que l'ancien président de la République avait lui-même ordonné le placement sur écoute, d'avril 1985 à mars 1986, de notre collaborateur Edwy Plenel. Les raisons avancées par M. Ménage — la publication dans *Le Monde* d'une enquête sur l'espionnage soviétique en France — sont démenties par plusieurs éléments du dossier d'instruction. Yves Bonnet, directeur de la DST de 1982 à juillet 1985, réfute ces explications. « Ce que dit Gilles Ménage n'est pas vrai, nous a-t-il déclaré. Edwy Plenel a été écouté, mais certainement pas pour cette raison. »

Lire page 8 et l'éditorial de Jean-Marie Colombani page 9

■ Lima : le récit des ex-otages

Plusieurs otages regrettent la mort des membres du commando. Le président péruvien dément que certains preneurs d'otages aient été froidement exécutés. p. 3

■ La Turquie au bord de la crise

Les responsables militaires et politiques devaient se réunir, samedi 26 avril, alors que la polémique à propos des entorses à la laïcité menace le premier ministre et son gouvernement. p. 4

■ A Solex en Patagias

Quatre entreprises mythiques des années 60 essaient de se relancer : Manufrance, Solex, Lip, Patagias. p. 15

■ La patience du dalaï-lama

Trente-huit ans après la révolte de l'assas, une partie des Tibétains doutent du principe de non-violence prôné par le dalaï-lama. p. 11

■ Peinture flamande

Quarante-deux tableaux d'Anton Van Dyck sont réunis à Gènes, tandis que Venise accueille « la peinture flamande et hollandaise, de Van Gogh aux contemporains ». p. 25

■ La mode Asie

Depuis le film *Indochine*, la vogue asiatique ne cesse d'inspirer les créateurs. p. 23

■ « Grand Jury »

Charles Millon est l'invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », dimanche 27 avril à 18 h 30.

Abonnement, 3 DM; Annonces-Guyane, 8 F; Australie, 25 A\$; Belgique, 40 F; Canada, 2,25 \$ CAN; États-Unis, 200 F CFA; Danemark, 14 D; Espagne, 220 Ptas; Grande-Bretagne, 1,2 £; Grèce, 420 Dr; Hongrie, 1,40 \$; Italie, 2000 L; Luxembourg, 40 F; Maroc, 20 DH; Mexique, 14 Mex; Pays-Bas, 3 F; Portugal, 200 Esc; République tchèque, 80 F; Suède, 200 F CFA; Suisse, 2,20 CHF; Thaïlande, 120 Baht; USA (NY), 2,5 \$; USA (autres), 2,00 \$.

N 0146-427-7.00 F



Guernica ou les trous de la mémoire allemande

BONN

Aucun pays n'a réalisé un plus grand effort de réflexion sur son passé que l'Allemagne depuis 1945. La construction prochaine d'un monument à la mémoire de l'Holocauste à Berlin prouve, s'il en était besoin, que le pays réunifié n'a décidé ni de tourner la page ni de gommer les zones d'ombre de son histoire. Quelques faits, pourtant, invitent régulièrement à s'interroger sur les aléas, voire sur les trous de la mémoire allemande. Guernica est de ceux-là. Alors qu'on commémorait, samedi 26 avril, le soixantième anniversaire du bombardement meurtrier de ce village espagnol par les avions de la légion Condor, l'Allemagne n'avait toujours pas trouvé les mots justes pour condamner ce sinistre épisode précurseur de la seconde guerre mondiale et de ses pires barbaries.

26 avril 1937 : Guernica, petit bourg du Pays basque espagnol, est transformé en champ de ruines par les bombes incendiaires lâchées depuis les avions de la légion Condor, composée de volontaires allemands mis au service de Franco par Hitler. Sur les 5 000 habitants du village, 1 600 furent tués et 900 blessés dans

cette attaque surprise. Guernica servit aux dirigeants du Reich de test visant à observer les effets d'une tactique qui allait se généraliser deux ans plus tard : terroriser les populations civiles. Soixante ans plus tard, jeudi 24 avril 1997 à Bonn, la majorité conservatrice-libérale des députés du Bundestag a refusé d'évoquer Guernica. Un débat était demandé par les Verts et les sociaux-démocrates qui souhaitaient obtenir, après des années de vains efforts, que l'Allemagne s'« excuse officiellement pour ce crime », ou à tout le moins « regrette » ce qu'il s'était passé.

Quiconque souhaite se rappeler les crimes des nazis n'a qu'à « se concentrer » sur le 27 janvier, date anniversaire de la libération d'Auschwitz et qui, depuis cette année, a le statut de « Journée de la mémoire » en Allemagne : tel est l'avis donné par un dirigeant du groupe parlementaire chrétien-démocrate (CDU) à tous ceux qui souhaitent parler de Guernica. « Ce qui compte n'est pas la quantité, mais la qualité du souvenir », selon un autre élu de la coalition, libéral cette fois (FDP).

En 1987, à l'occasion du cinquantième anniversaire du bombardement, la députée Verte Petra Kelly — aujourd'hui décédée — avait été la

première à défendre la mémoire de Guernica. Dix ans après, une caserne allemande et une escadre d'avions de chasse portent toujours le nom de Werner Mölders, un des principaux pilotes de la légion Condor. Les Verts et le SPD se sont battus en vain pour obtenir que Bonn fasse un geste fort, un geste allant au-delà des 3 millions de deutschmarks (environ 10 millions de francs) finalement décaissés, après de longs efforts, pour la construction d'une salle de sports à Guernica.

Le président de la République, Roman Herzog, a choisi de briser seul le silence et d'exprimer publiquement, au nom de ses compatriotes, « un message de deuil et de souvenir ». Dans un texte qui devait être adressé aux survivants de la légion Condor, le chef de l'Etat fédéral regrette l'intervention des avions de la légion Condor et rend un hommage plein de dignité aux victimes. Un texte court mais très important, dans la mesure où beaucoup de gens semblent encore penser, outre-Rhin, que Guernica est un symbole anti-allemand, alors qu'il s'agit bien d'un des plus forts symboles anti-nazis.

Lucas Delattre

Après l'éclipse, le nouveau réveil du Japon

FINI, le Japon ? Après les engorgements sur la gestion à la japonaise, puis les vociférations alarmistes contre la « menace » d'un pays « ne jouant pas le jeu », annexant « nos » marchés et « achetant le monde », des studios d'Hollywood aux tableaux de maîtres, l'archipel était tombé en disgrâce. Entré en réces-

son, il semblait comme rayé de la carte des intérêts pendulaires de l'Occident qui, après l'avoir surestimé, se laissait aller à le sous-estimer. Les consultants et spécialistes de la gestion qui, pendant des années, s'étaient faits les exégètes des supposés mystères, voire des énigmes du Japon ne faisaient plus recette et

devaient se reconverter sur les économies émergentes, à commencer par la Chine, nouvelle chimère occupant tout l'horizon.

Le réveil n'en est que plus abrupt. La reprise de l'investissement commercial nippon sur les partenaires de l'archipel de leur qualité. On croyait les Japonais abasourdis par la flam-

bée du yen, enlisés dans la récession, et voilà qu'ils « se réveillent » à Washington, le ton monte. Le gouvernement japonais est mis en demeure d'agir, d'ouvrir une dépréciation du yen, qui risque de donner un coup de fouet supplémentaire aux exportations. Vieilles rengaines et remèdes éculés, qui voient une réalité par trop déglissée, tant le reste du monde industrialisé tenait pour « acquis » le déclin du Japon. Or, cette « certitude » pourrait se révéler aussi erronée que l'alarmisme d'il y a quelques années.

Les critiques d'hier s'alimentaient de la récession où s'est enlisé le Japon au cours de la première moitié des années 90 et de la déliquescence des « réformistes » qui prétendaient, en 1993, refaçonner la vie politique nipponne. S'y ajoutait l'« autoflagellation » des médias et des économistes nippons à la suite de l'éclatement de la « bulle financière » qui s'est traduite par un surendettement des banques et qui témoigne encore aujourd'hui, au fil de scandales à répétition, d'un laxisme coupable et de pratiques pour le moins contestables. A rebours, le regain de confiance dans l'économie américaine, dont les recettes « démonstratives » finalement leur supériorité, confirmait l'éclipse du Japon.

Philippe Pons

Lire la suite page 14

L'« espresso » américain



HOWARD SCHULTZ

QUI A DIT que l'on buvait du mauvais café aux États-Unis ? Même si les Américains restent majoritairement attachés à leur *regular coffee*, ils ont aujourd'hui accès à toutes les variantes de l'*espresso* italien, simple, double, *macchiato* ou *capuccino*. Et s'ils peuvent aller le déguster dans les *espresso bars*, qui ont essaimé de Seattle à Houston, c'est grâce à un homme d'affaires de Brooklyn, Howard Schultz.

Lire page 16

Lire page 16	
International	2
France	5
Société	8
Culture	10
Actualités	11
Horaires	11
Éditoriaux	15
Finances	17
Aujourd'hui	20
Jeux	24
Météorologie	24
Culture	25
Guide culturel	25
Radio-Télévision	27

AFRIQUE Devant le drame des réfugiés de la région de Kisangani, les États-Unis paraissent décidés à s'impliquer davantage dans la recherche d'un règlement au Zaïre, notamment, en imposant une ren-

contre entre le président Mobutu et le chef rebelle, Laurent-Désiré Kabila. ● WASHINGTON serait décidé à envoyer un émissaire à Kinshasa, en

la personne de William Richardson, ambassadeur américain à l'ONU. ● A l'ONU, comme au siège de toutes les organisations humanitaires travaillant au Zaïre, l'inquiétude ne cesse

de monter quant au sort de quelque 85 000 réfugiés hutus rwandais « disparus » en moins de dix jours de deux camps de l'est du pays. ● LA RÉBELLION empêche quiconque de

s'approcher des deux camps et d'y délivrer la moindre assistance. Ceux-ci paraissent d'ailleurs avoir été pillés par les hommes de M. Kabila (lire aussi notre éditorial p. 14).

Le drame des réfugiés du Zaïre ébranle la passivité de Washington

Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, accuse la rébellion de mener une politique « d'extermination lente » à l'encontre des réfugiés rwandais de l'est du pays, notamment en bloquant l'accès à deux camps d'où ont disparu quelque 85 000 personnes

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Sous la pression internationale, les États-Unis auraient décidé de s'engager « résolument » dans la crise zaïroise. Connu pour ses talents de médiateur, l'ambassadeur américain à l'ONU, William Richardson, se rendra « très prochainement » dans la région pour « faciliter », voire précipiter, une rencontre entre le président Mobutu et le chef de la rébellion, Laurent-Désiré Kabila, indigne de bonne source vendredi soir 25 avril à New York et à Washington.

Selon des sources américaines, la situation dans ce pays devient « intolérable » et Washington entend faire tout ce qu'il faut pour que les négociations directes entre les principaux protagonistes commencent sans délai : « La température monte et, malgré nous, nous sommes désormais obligés d'intervenir », admettait un diplomate américain à New York.

Les raisons qui peuvent pousser l'administration Clinton à aller dans ce sens sont nombreuses. Il y a d'abord les accusations répétées d'atrocités que les forces rebelles auraient perpétrées contre les réfugiés rwandais perdus dans la nature au Zaïre. Ces accusations — qui tournent aujourd'hui autour du sort de quelque 85 000 réfugiés hutus portés « disparus » dans la région de Kisangani (lire ci-dessous) — sont désormais incontournables, disent les Américains. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR)



Zone tenue par les rebelles
Mouvements rebelles
Camps des réfugiés disparus

devait informer le Conseil de sécurité et demander aux gouvernements de faire pression sur les forces rebelles afin qu'elles lèvent la série d'obstacles qu'elles ne cessent d'opposer à l'acheminement de l'aide internationale aux réfugiés.

Le porte-parole du Programme alimentaire mondial (le PAM, une agence de l'ONU) a dénoncé la « cruauté » des rebelles : « C'est donc à une mort lente et cruelle qu'on assiste », a dit Christiane Berthiaume, Kofi Annan, secré-

taire général de l'ONU, a, de son côté, encore haussé le ton, accusant vendredi les forces de Laurent-Désiré Kabila de pratiquer une politique d'« extermination lente » des réfugiés. Kofi Annan, dont l'approche « ferme et morale » sur le dossier zaïrois a suscité beaucoup de respect de la part des organisations non gouvernementales, estime que les responsables d'atrocités devraient être poursuivis selon les conventions internationales.

Il existe un autre facteur impor-

tant dans la démarche américaine : la peur de révélations futures sur le sort des réfugiés dans les régions conquises par les rebelles depuis l'automne dernier. « Les enquêtes sur ces massacres sont une bombe à retardement, indique un diplomate américain interrogé par téléphone à Washington. Cette bombe, nous pourrions peut-être l'utiliser pour faire pression sur Kabila. »

COMMISSION D'ENQUÊTE

Ce diplomate explique que si les États-Unis ni d'ailleurs Paris « n'ont eu une conversation franche avec Laurent-Désiré Kabila et Mobutu Sese Seko. Une conversation où on leur explique leurs choix. Cela n'a jamais été fait parce que, franchement, personne ne voulait s'engager à ce point. Mais il me semble que le moment est venu ». Hormis la décision d'envoyer M. Richardson dans la région, il a été annoncé qu'une commission d'enquête sur les allégations de massacres par les rebelles devait se rendre la semaine prochaine sur le terrain.

Washington serait également préoccupé par des rapports insistants selon lesquels certains représentants américains dans la région des Grands Lacs encouragent le chef des rebelles à avancer militairement jusqu'à Kinshasa, arguant que cela est « la seule manière » d'obliger le président zaïrois à quitter le pouvoir. Sur ce point, l'un de nos interlocuteurs américains déclare : « Ce message est extrêmement dangereux ; nous ne pouvons pas prendre le risque d'un

bain de sang à Kinshasa. »

Mais de multiples conversations avec les diplomates montrent que ce qui inquiète le plus, à long terme, l'administration américaine est le rôle croissant joué par l'Angola dans la crise zaïroise : « La guerre civile de l'Angola, que l'on espère sur sa fin, peut très bien re-

ils veulent, ils savent très bien où se trouve le talon d'Achille de Kabila. (...) Que l'on ne nous dise pas que les Américains n'ont pas de moyens de pression sur les rebelles ! »

Le grand souci des diplomates onusiens est de gérer la transition du pouvoir « en douceur » au Zaïre. « Kabila ne représente pas

Le Gabon annonce une rencontre entre M. Mobutu et M. Kabila à Libreville

La présidence gabonaise a annoncé, vendredi 24 avril, qu'un sommet réunira à Libreville, à une date non précisée, le président zaïrois Mobutu Sese Seko, le chef de la rébellion Laurent-Désiré Kabila et plusieurs autres chefs d'État africains. Le Gabon, qui avait annoncé dans la journée que M. Mobutu était « d'accord » pour rencontrer M. Kabila à Libreville, a affirmé dans un communiqué « complémentaire », dans la soirée, la tenue d'une « rencontre sur la crise au Zaïre ». Cette rencontre serait organisée sous les auspices de l'ONU et de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et placée « sous le patronage effectif » du président sud-africain Nelson Mandela. Les présidents Jose Eduardo Dos Santos (Angola), Pascal Lissouba (Congo) et Paul Biya (Cameroun) participeraient également à ce sommet. A Pretoria, les médiateurs sud-africains n'étaient pas en mesure, vendredi, de confirmer que la rencontre de Libreville aurait bien lieu. — (AFP.)

prendre sur le sol du Zaïre », ex-

plique un diplomate occidental. A l'ONU, les diplomates proches du secrétaire général se félicitent de ce que les États-Unis auraient « enfin » décidé de participer activement aux tentatives de règlement de la crise zaïroise. Selon un diplomate du secrétariat, l'argument de leur propre « impuissance » à l'égard de Laurent-Désiré Kabila ne serait avancé par les États-Unis que « lorsqu'ils ne veulent pas s'engager. Or, « quand

l'opposition dans ce pays », du moins toute l'opposition, assure un diplomate onusien. « Il faut trouver des parties politiques sérieuses à Kinshasa et les mettre autour d'une table. » Selon lui, Kabila « a servi l'intérêt de tout le monde jusqu'à maintenant » mais se trouvera face à l'opposition après le départ de M. Mobutu : « Une fois l'ennemi commun parti, la guerre civile n'est pas du tout exclue. »

Afssané Bassir Pour

Les organisations humanitaires accusent la rébellion d'être responsable de milliers de morts

GENÈVE (Nations unies)

de notre correspondant

La plus vive indignation régnait au Palais des Nations, à Genève, à l'annonce, vendredi 25 avril, de la disparition des 30 000 réfugiés rwandais du camp de Biaro, survient après celle des 50 000 personnes du camp de Kasese. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), il ne fait pas l'ombre d'un doute que les rebelles sont responsables de milliers de morts.

Le haut-commissaire, Sadako Ogata, nous a déclaré : « Je suis furieuse et réellement sous le choc que l'on ait réussi à localiser des dizaines et des dizaines de milliers de vies humaines et qu'on les ait perdues. Et cela est d'autant plus regrettable qu'un pont aérien était prévu pour ramener ces réfugiés au Rwanda. » La rébellion s'était opposée à la mise en œuvre de ce pont aérien. M^{me} Ogata nous a révélé avoir écrit personnellement à Laurent-Désiré Kabila : « Je lui ai demandé, en sa qualité de chef de

l'Alliance, d'établir la vérité, toute la vérité, au sujet des disparitions. Je lui ai signifié qu'il lui incombait de nous aider à accéder aux réfugiés recherchés (...) et que chaque jour de retard signifiait des pertes énormes en vies humaines. »

LE CAMP DE BIARO PILLÉ

Francis Knapendé, un des porte-parole du HCR, a souligné que la plupart de ces réfugiés étaient déjà épuisés par des centaines de kilomètres de marche durant des mois d'errance. En fin de semaine, il n'y avait plus d'autre trace de leur passage au dispensaire de Biaro que des seringues ayant sans doute servi à ceux qui avaient été placés sous perfusion. Le reste du camp, comme le dispensaire, a été pillé. Des réservoirs d'eau pesant des tonnes ont disparu et ce ne sont pas les réfugiés, squelettiques, qui ont pu les emporter dans leur fuite.

Un avion de reconnaissance avec, à son bord, du personnel du HCR, des représentants des re-

belles ainsi que des officiers du Rwanda, a survolé, vendredi après-midi, la région où le nombre de réfugiés avait été estimé à 100 000 ; seuls quelques rares groupes d'une dizaine de personnes ont été repérés.

Marie Heuzé, porte-parole de l'Unicef, a dit au Monde sa « consternation devant le refus continu opposé aux humanitaires par les autorités de l'Alliance [Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo-Zaïre (AFDL) de Laurent-Désiré Kabila] à porter secours aux réfugiés pris au piège à Kisangani et Ubundu et condamne cette violation des droits humanitaires fondamentaux ». L'Unicef fait encore part de sa

consternation « devant l'impuissance de la communauté internationale à faire pression sur les autorités locales pour permettre un accès aux réfugiés ». « Ceux-ci n'ont maintenant d'autre choix que celui d'une mort certaine à cause de leur immense état de faiblesse, la maladie et les intempéries sur la route qui les conduit vers le sud ou celui d'une mort incertaine s'ils se dispersent une nouvelle fois dans la forêt », observe M^{me} Heuzé.

ACCÈS INTERDIT

Elle relève que nombre d'enfants « non accompagnés » (orphelins ou perdus), encore vus par ses collègues dimanche 20 avril, étaient alors affaiblis au point de

ne pas pouvoir se lever, encore moins de marcher. Cependant, ils ont tous disparu sans laisser de trace.

Elle est particulièrement préoccupée du fait que les travailleurs humanitaires, comme tous les autres témoins, se sont vu interdire par les rebelles l'accès au camp depuis le lundi 21 jusqu'au jeudi 24. « Les pires hypothèses sont à redouter, a-t-elle affirmé. Que s'est-il passé durant le jour écoulé jusqu'à la découverte du camp de Biaro vidé de toute vie ? Si un metteur en scène montrait un fleuve impossible à traverser, les pluies tropicales, des forêts infestées de serpents et d'insectes, une population affamée, malade, sans

forces, ravagée par le choléra, des enfants mourants qui se traînent et des morts gisant, le public crierait à l'exagération, poursuit M^{me} Heuzé. « Mais la réalité est pire », assure-t-elle.

Pour l'Unicef comme pour toutes les autres organisations humanitaires de Genève, tout le mal incombe aux rebelles. Elle cite un exemple : afin de préserver les enfants les plus vulnérables de l'épidémie de choléra, l'Unicef avait prévu d'affréter le 18 avril un avion qui évacuerait 70 d'entre eux sur Goma. L'Alliance de Laurent-Désiré Kabila a interdit ce vol.

Isabelle Vichniac

L'odyssée des déplacés zaïrois du Kivu

KINSHASA

de notre envoyé spécial

Parallèlement aux réfugiés hutus rwandais, des dizaines de milliers de Zaïrois, pris dans la guerre, sont venus former une nouvelle population de déplacés. Ils ont fui l'invivabilité des conditions de vie dans les camps de réfugiés et l'insécurité d'une école désaffectée du quartier de Bandalungwa. Nourris par quelques églises, entassés dans de misérables salles de classe transformées en dortoirs, ils racontent avec puer leur odyssée tragique d'un bout à l'autre du Zaïre.

Il y a celle de Muswamba, couturière à Bukavu, et de ses quatre filles. Mise à part Deborah (un an) qu'elle a portée avec le baluchon de la petite troupe, ses trois autres filles — Sarah, trois ans, Gloire, cinq ans et Natacha, huit ans — ont parcouru à pied en deux mois les 720 kilomètres qui séparent Bukavu de Kisangani. « La barque a ensuite mis un mois pour faire les 1 600 kilomètres jusqu'à Kisangani », poursuit Muswamba. On ne naviguait pas de nuit car le fleuve était très bas et il fallait faire attention aux bancs de sable. Elle n'a plus aucune nouvelle de son mari, les communications avec Bukavu étant « impossibles ». Assises sous un tableau

noir peint à même le mur, les petites mangent silencieusement leur assiette de riz. « Grâce à Dieu, elles n'ont pas été malades et je n'ai pas été dévalisée », ajoute Muswamba. « Au cours de notre exode, nous étions pris entre deux feux, raconte un autre, père d'une petite Chance née en cours de route, les rebelles sur nos talons et les soldats zaïrois en débandade qui nous harcelaient constamment. Ils nous volaient, nous obligeaient à porter leur butin quand leurs véhicules, volés également, étaient en panne. Ils tuaient ceux qui résistaient, violaient les femmes et flagellaient les chefs couturiers. »

« Nous étions pris entre deux feux, entre les rebelles sur nos talons et les soldats zaïrois en débandade qui nous harcelaient constamment »

Il y a ceux qui ont fui le bruit des combats, qui ont vu des gens tués devant leurs yeux par des éclats de mortier, et ceux qui ont eu « peur des envahisseurs tutsis ». « Ce n'est qu'une fois arrivés à Walikale, un mois après le début de la guerre, explique l'un d'eux, qu'on a entendu parler de Kabila [le chef rebelle]. Et

si on avait su avant que, parmi les maquisards, il y avait aussi des Zaïrois, on serait peut-être restés ».

Mais il subsiste chez ces déplacés la crainte de représailles, non seulement parmi les bords fonctionnaires du régime mais aussi parmi les chefs de communautés locales ou encore les journalistes, crainte souvent liée à la « question Banyamulenge » [ceux qui ont commencé la rébellion contre le régime du président Mobutu].

Certains se sont opposés à ces tutsis du Sud-Kivu dans une décision de justice, d'autres ont écrit ou affirmé publiquement que les Ba-

nyamulenge « n'étaient pas des Zaïrois à part entière ». Il y a eu aussi les innombrables litiges fonciers entre pasteurs tutsis et agriculteurs. D'autres reprochent à ceux qu'ils considèrent comme des étrangers ou encore des « réfugiés de 1959 » (qui ont fui les massacres ethniques au Rwanda) de vouloir s'imposer

comme une tribu indigène en évincant ici ou là les chefs traditionnels. « L'origine de notre conflit avec eux [les Banyamulenge], c'est leur refus de s'intégrer », insiste encore ce responsable de collectivité du Sud-Kivu. Il rejette la version historique donnée par les Banyamulenge, selon laquelle ils seraient établis depuis plusieurs siècles dans la région.

Et ce rappel des désaccords passés avec les nouveaux maîtres du Kivu inquiète certains déplacés à Kisangani qui craignent d'éventuelles vengeances. Ceux qui ont les moyens de prendre l'avion (à condition qu'ils n'aient pas été des suppôts du régime mobutiste) rentrent aujourd'hui les uns après les autres en faisant escale à Nairobi, puis à Kigali, « convaincus, après enquête, qu'il n'y a pas trop de risques ».

Les autres, bloqués dans la capitale, s'attendent à ce que les rebelles — dont ils n'ont plus aussi peur — s'emparent bientôt de Kisangani avec l'espoir que le nouveau gouvernement organisera alors leur rapatriement. « Je veux rentrer, affirme un journaliste de Goma, parce qu'un de mes amis a reçu l'autorisation de rouvrir son journal alors que lui non plus n'avait pas été tendre à l'époque avec les Banyamulenge ».

Jean Héline

CALVITIE



Des cheveux naturels et définitifs grâce aux techniques médicales les plus modernes.

RENSEIGNEMENTS ET DOCUMENTATION SUR SIMPLE DEMANDE

Tél. : 01 53 83 79 79 - Fax : 01 53 83 79 70 - 3617 INFO CHAUVÉ

Centre Médico-Chirurgical Franklin Roosevelt

49, avenue Franklin Roosevelt - 75008 Paris

صوتنا من الداخل

Les ex-otages du MRTA racontent leur séquestration de quatre mois à Lima

Le président péruvien dément que les rebelles aient été exécutés

Le président péruvien Alberto Fujimori a démenti, vendredi 25 avril, les affirmations de certains otages selon lesquelles des rebelles auraient été

faits prisonniers puis exécutés par les forces de l'ordre qui ont donné l'assaut mardi à la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima. « Il

n'est pas vrai [...] qu'il y ait eu de telles violations des droits de l'homme ou des exécutions », a affirmé M. Fujimori.

LIMA

de notre correspondante
« Lorsque l'attaque a commencé, un terroriste a ouvert la porte. Puis il a pointé le canon de son arme sur moi et j'ai pensé, à cet instant, que j'allais mourir. Heureusement, quelque chose l'a arrêté. Il a fait demi-tour et fermé la porte. Et je suis ici, à nouveau, vivant. » Dans son bureau, après avoir été, pendant 126 jours, l'un des 72 otages du Mouvement révolutionnaire Tupac Amaru (MRTA) reclus dans la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, le ministre de l'Agriculture, Rodolfo Munante, évoque, face à la presse, les premières minutes de l'opération commando du 22 avril, qui a permis sa libération. « Le jeune terroriste, ajoute-t-il, n'a pas tiré ; il n'a pas foncé ses grenades. Pourtant, il faisait des simulacres d'exécution, tous les matins. Lorsqu'il est sorti de la chambre, j'ai eu l'impression, à cet instant, que ce gamin s'était repenti. Un miracle ! »

Le ministre Munante, qui recommande de ne plus regarder en arrière, se souvient néanmoins que les « gamins » du MRTA s'approchaient d'eux lorsqu'ils jouaient de la guitare et que l'un d'eux était particulièrement doué pour le dessin. « La relation, explique-t-il, avec certains membres du MRTA était devenue presque amicale, c'est pourquoi ce terroriste a sans doute hésité à nous exécuter. »

« GAMINS DE LA FORÊT VIERGE »

C'est également l'avis du diplomate bolivien, Jorge Gumucio, qui partageait la chambre de l'ambassadeur du Japon, Morihisa Aoki, avec le ministre Munante, le ministre des affaires étrangères, Francisco Tudela, et seize autres personnalités. « C'étaient des gamins de la forêt vierge. Ils n'étaient pas habitués à être enfermés entre quatre murs ; ils ne s'habituèrent pas à la nourriture. Ils étaient inquiets aussi. Ils nous demandaient s'ils pourraient refaire leur vie à Cuba... Ils étaient des otages, comme nous », avance l'ambassadeur bolivien. « C'est pourquoi, poursuit-il, Nestor Cerpa, leur chef, a organisé les parties de futsal (mini-foot). C'était pour calmer leur anxiété. »

Le parlementaire Carlos Blanco raconte, lui, que le MRTA a invité les otages à disputer une partie de football avec eux. « Nous avons accepté une fois, raconte-t-il, mais ensuite, nous avons décidé entre nous



que ce n'était pas correct, parce que nous avions été kidnappés. Lorsqu'un membre du commando m'a demandé des explications, j'ai répondu en plaisantant : que Cerpa joue, je lui donne un coup de pied ; vous m'expulsez et je rentre chez moi. »

Eduardo Pando, un autre otage libéré, membre de la majorité au Parlement, se rappelle qu'un terroriste s'est approché de lui un jour et lui a dit : « Nous vous admirons parce que vous n'êtes pas habitués, comme nous, à vivre à la dure. Mais vous le faites bien. C'est pour ça que nous vous respectons. »

Depuis sa chambre de l'hôpital militaire, le ministre des affaires étrangères, Francisco Tudela, blessé lors de l'assaut, a confié à ses proches : « Ils m'ont traité comme

un lapin. » Chargé de sa sécurité, lors de l'opération le lieutenant-colonel Juan Valer a été criblé de balles. Le parlementaire Gilberto Sierra - auteur de la loi d'amnistie de 1995, qui a absous les membres des forces de l'ordre accusés d'avoir exécuté des massacres collectifs - a été, selon sa version, le bouc émissaire du MRTA dans la résidence japonaise. « J'ai été humilié, insulté, tourmenté et torturé, déclare-t-il. J'ai cru que je ne pourrais jamais retourner à mon foyer... Très tard dans la nuit, les terroristes nous réveillaient en rechargeant leurs armes. Ils mettaient le canon sur notre temple. Moi, ils me l'ont même mis dans la bouche. »

Selon le parlementaire, « les gamins du MRTA ne savent pas pourquoi ils sont morts. Cerpa était un fa-

M. Fujimori affirme avoir personnellement planifié l'assaut

Le président péruvien Alberto Fujimori a indiqué, vendredi 25 avril, qu'il avait préparé personnellement l'opération commando (du mardi 22) pour sauver les otages détenus à la résidence de l'ambassadeur du Japon à Lima, depuis le 17 décembre. « C'est moi qui ai eu l'idée de l'opération », a déclaré M. Fujimori, interrogé vendredi par la chaîne de télévision japonaise NHK, dans son bureau, trois jours après la libération des otages. « J'ai eu l'idée de faire creuser des tunnels en pensant aux tunnels que l'on a découverts dans les ruines incas », a-t-il expliqué. « Nous avons commencé à creuser les tunnels il y a trois mois, a-t-il précisé, et ils ont été achevés il y a un mois. » La plupart des cent quarante membres du commando qui ont donné l'assaut sont arrivés par cinq tunnels creusés sous la résidence depuis une villa voisine. Le tunnel principal, d'environ 150 m de hauteur, était équipé d'un éclairage électrique, de ventilateurs et d'un espace pour entreposer nourriture et munitions. (AFP)

La police de Buenos Aires incriminée dans le meurtre du journaliste Cabezas

Des centaines de limogeages parmi les forces de sécurité

BUENOS AIRES

de notre correspondant
Qui a donné l'ordre de tuer José Luis Cabezas et pourquoi ? Trois mois après le meurtre du reporter-photographe de la revue Noticias, qui a bouleversé l'opinion publique argentine, ces questions restent sans réponse et risquent de demeurer une énigme. Par contre, l'arrestation d'une bande composée de délinquants mais aussi de policiers, qui seraient les auteurs matériels du crime, a permis d'étaler au grand jour le degré de corruption de la police de la province de Buenos Aires.

La plus importante force de sécurité du pays (48 000 agents) est depuis longtemps sur la sellette, car régulièrement soupçonnée de tremper dans des affaires de trafic de drogue, vols, prostitution et abus d'autorité. Dans le cadre de l'enquête sur l'attentat meurtrier contre le siège de l'Association mutuelle israélite argentine (AMIA), en juillet 1994, qui n'a toujours pas été élucidé, quatre policiers ont été arrêtés et sont accusés de complicité.

Fausse piste, disparition d'indices, expertises controversées : la justice doit contourner de nombreux obstacles pour élucider l'assassinat de Cabezas, commis le 25 janvier à Pinamar, sur la côte atlantique. D'après les confessions de deux hommes qui reconnaissent avoir assisté à l'homicide, le journaliste aurait été tué d'une balle dans la tête par un officier de police. Le cadavre calciné de Cabezas, avec des menottes aux poings, avait été retrouvé sur un terrain vague près de la station balnéaire ; où le reporter-photographe était venu couvrir les vacances de nombreux policiers et hommes d'affaires pendant l'été austral. Les irrégularités commises au commissariat de Pinamar, la nuit du meurtre et les jours suivants, pourraient aussi mettre en cause le commissaire principal de la ville et une douzaine de subalternes qui ont été écartés de leurs postes.

A la suite de cette affaire, le gouverneur de la province de Buenos Aires, Eduardo Duhalde, a entrepris une purge au sein des forces de sécurité avec des centaines de limogeages. Pour M. Duhalde, qui il y a un an à peine, affirmait disposer de « la meilleure

police du monde », il s'agit de redorer l'image de sa gestion fortement ternie par l'assassinat du journaliste.

L'enjeu est de taille puisque le gouverneur aspire à succéder au président Carlos Menem. Même si les présidentielles se sont prévues pour 1999, de lourdes luttes politiques ont déjà commencé en vue des élections législatives d'octobre. M. Duhalde appartient au Parti justicialiste (péroniste) comme le président Menem et apparaît comme le candidat le mieux placé pour lui succéder. Depuis plusieurs mois, M. Duhalde cherche pourtant à prendre ses distances du gouvernement Menem qui est confronté à un taux de chômage record et à un mécontentement social croissant.

Le cadavre calciné du reporter-photographe avait été retrouvé, menottes aux poings, sur un terrain vague, à Pinamar, sur la côte atlantique

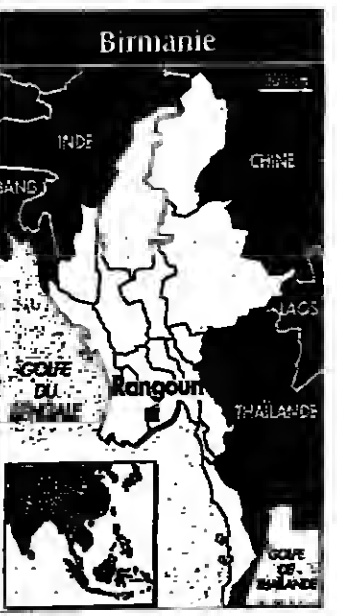
Cabezas a-t-il été tué parce qu'il en savait trop sur les mafias policières ? A-t-il été victime d'un règlement de compte ? Avait-il pris des photos compromettantes pour certains ? « Nous n'écarterons aucune hypothèse. Le commanditaire du meurtre peut être un policier, un politicien, un civil, un homme d'affaires », a déclaré le commissaire chargé de l'enquête dans un entretien publié le 23 avril par le quotidien Pagina 12. Dans les milieux judiciaires à Buenos Aires, on estime que si Cabezas a été tué par contrat, il n'est pas sûr que les membres de la bande qui l'a assassiné aient su de qui émanait l'ordre d'éliminer le reporter-photographe. Pour réclamer justice, l'Union des travailleurs de la presse de Buenos Aires (UTPA) organise une « caravane contre l'impunité », qui le 25 avril parcourra les 300 kilomètres qui séparent Buenos Aires de Pinamar.

Christine Legrand

« Les investissements étrangers aident la junte », selon le premier ministre birman en exil

« LE RÉGIME birman a peur d'un nouveau soulèvement. La junte continue de refuser le dialogue et la situation est très tendue. » Le premier ministre birman du « gouvernement national de coalition » en exil, le Dr Sein Win, estime que les conditions qui prévalaient en 1988, avant que l'armée ne note dans le sang le soulèvement de Rangoun, sont les mêmes aujourd'hui : « La situation économique ne cesse de se dégrader (...) c'est encore pire qu'en 1988. L'ouverture économique voulue par la junte ne profite qu'à une poignée de gens ». Le dernier rapport d'Amnesty international estime d'ailleurs que 1996 fut une année particulièrement noire pour les droits de l'homme en Birmanie : arrestation de milliers de militants du mouvement pro-démocratique, harcèlement des opposants, pressions constantes sur le chef de l'opposition et prix Nobel de la paix M^{re} Aung San Suu Kyi.

Le Dr Sein Win est le cousin de M^{re} Suu Kyi. Son père, U Ba Win était le frère d'Aung San, héros de l'indépendance. Tous deux furent assassinés par des militaires en 1947. Elu aux élections de 1990, remportées haut la main par la Ligue nationale pour la démocratie (NLD), M. Win avait fini par se réfugier dans la jungle avec une dizaine d'autres députés, le régime s'obstinant à refuser d'entériner le résultat du scrutin. Depuis 1992, il habite aux Etats-Unis et, entre temps, le quartier général de son gouverne-



ment en exil a dû être démantelé à la suite de la chute, en 1995, de Manerplaw qui fut la base des rebelles Karens, avec laquelle le gouvernement du Dr Sein Win était associé.

Ce mathématicien de cinquante-trois ans, qui était cette semaine de passage en France, réfute en bloc toutes les théories de l'« engagement constructif ». A savoir que l'investissement économique étranger en Birmanie prépare le terrain à un renouveau de la démocratie : « si l'on regarde ce qui s'est passé depuis 1988, on s'aperçoit que cette théorie

ne tient pas. En neuf ans, les effectifs de l'armée sont passés de 185 000 hommes à 350 000. Le régime a acheté pour 1,4 milliard de dollars en armement, soit l'équivalent annuel de la moitié du budget de l'Etat. La production d'héroïne est passée de 800 tonnes en 1988 à 2560 tonnes en 1996. Et les militaires sont directement impliqués dans le trafic. Quant aux dépenses dans le secteur social, elles représentent moins de 10 % du budget. Et d'ajouter : « Les investissements étrangers aident le régime à s'enrichir, à moderniser son armée et à assurer sa propre survie ».

L'attitude du gouvernement français, qui, peu ou prou, partage les vues des pays de l'Association des pays de l'Asie du sud-est (Asean) - organisation qui va prochainement intégrer la Birmanie - sur la théorie de l'« engagement constructif », est critiquée par le Dr Sein Win : « en dépit des prises de position de l'Union européenne sur les droits de l'homme, la politique de la France est celle d'un engagement croissant en Birmanie ». Et il est vrai que la construction d'un gazoduc par Total, accusée par les organisations des droits de l'homme de cautionner un régime ayant recours au travail forcé, ne laisse d'autre choix aux Français que de justifier une telle politique. En opposition avec le choix des Etats-Unis qui viennent d'interdire aux compagnies américaines d'investir en Birmanie.

Bruno Philp

Les pays membres du G 7 s'inquiètent de la faiblesse du yen face au dollar

EN DEUX MOIS, les priorités du G 7 en matière de taux de change ont changé. Le 8 février, à Berlin, les ministres des finances des sept principaux pays industrialisés avaient tenu à afficher leur satisfaction devant la hausse du dollar face aux monnaies européennes, qui s'était accélérée en quelques semaines à peine.

En se retrouvant le 27 avril à Washington, les grands argentiers s'éloignent du continent européen et c'est le yen qui domine leurs réflexions. Car son affaiblissement face au dollar, qui a atteint 50 % en deux ans, les inquiète tous. Alertés par une brusque augmentation, en février, de l'excédent bilatéral nippon, les Américains redoutent une poussée durable des excédents commerciaux de l'archipel ; les constructeurs automobiles de Detroit continuent à tirer la sonnette d'alarme et le déséquilibre des échanges commerciaux figurait en bonne place sur l'agenda de Bill Clinton, qui recevait, vendredi 25 avril à Washington, le premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto.

« Les Japonais ont exprimé leurs préoccupations devant la faiblesse du yen, et ces préoccupations, nous les partageons », déclarait vendredi le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin. Une remontée du yen va-t-elle donc être encouragée ? Si tel est le cas, les monnaies européennes en subissent certainement les conséquences, à

un moment où des pays comme la France attendent déjà de la remontée du dollar un regain de croissance, grâce à des exportations devenues plus compétitives. Les grands argentiers répètent

la faible demande intérieure, elle-même freinée par les difficultés du secteur financier et la trop forte régulation d'une partie de l'économie. En dépit de taux d'intérêt presque nuls (le taux d'es-

L'exubérance rationnelle de l'économie mondiale

En pleine « exubérance rationnelle », selon le mot du directeur général du FMI, Michel Camdessus, la croissance mondiale doit s'accroître cette année, loin du Japon et de l'Europe continentale. Le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin, insiste sur les effets bénéfiques, pour son pays, de la vitalité des économies émergentes. Le monde en développement absorbe 42 % des exportations américaines, qui augmentent deux fois plus vite que les ventes vers les pays développés, a-t-il rappelé vendredi. D'où la nécessité, pour le G 7, de travailler à la prévention des risques financiers dans le monde en développement et à la limitation de la corruption. D'où l'importance de la réduction de la dette des pays pauvres très endettés, dont l'Ouganda vient d'être le premier bénéficiaire, suivi prochainement par la Bolivie, le Burkina Faso et vraisemblablement la Côte d'Ivoire. D'où, enfin, l'initiative lancée par l'administration américaine pour stimuler la croissance en Afrique, et pour laquelle M. Rubin sollicite l'aide du G 7.

inlassablement que le Japon doit trouver les moyens de stimuler sa demande intérieure plutôt que pousser sa croissance grâce à ses ventes à l'étranger. Dans ses récentes Perspectives de l'économie mondiale, le Fonds monétaire international (FMI) a revu à la baisse sa prévision de croissance de l'économie japonaise pour 1997, à 2,2 %, contre 2,7 % anticipés il y a six mois. Pour les experts du FMI, l'incapacité japonaise à relancer sa croissance reflète bien

compte se situe à 0,5 % depuis 1995), des secteurs entiers s'abritent derrière des coûts de production et des prix élevés, une concurrence réduite. Les autorités sont trop soucieuses de réduire le déficit budgétaire (qui doit être ramené, hors sécurité sociale, de 7,5 % du PIB de 1996 à 4,5 % cette année), pour lancer d'ambitieuses mesures de relance de la demande.

Françoise Lazzare

La coalition au pouvoir en Turquie semble proche de l'éclatement

Le Conseil national de sécurité se réunit de nouveau

Dans un climat d'incertitude politique et de tension croissante, les dirigeants civils et militaires de Turquie devaient se retrouver, samedi

26 avril, pour la réunion du Conseil national de sécurité (MGK). Ce rendez-vous mensuel a été précédé, comme à l'accoutumée, d'intenses spé-

culations de la presse laïque, qui attend avec impatience la chute du gouvernement du premier ministre Necmettin Erbakan.

ISTANBUL

de notre correspondant

Amplifiés par les médias, les signes de discorde entre l'armée et le gouvernement sont réels, et il est clair que la coalition gouvernementale se trouve en difficulté. Tout récemment, la dispute a été relancée par les déclarations polémiques d'un général de la gendarmerie, Osman Ozbek, qui, outre par la présence d'une large délégation de politiciens turcs à La Mecque, dont le premier ministre, qui effectuait le pèlerinage pour la 25^e fois, s'est lancé dans une tirade enflammée contre les Arabes et contre les islamistes, utilisant des termes grossiers pour décrire M. Erbakan. Le premier ministre a riposté en demandant que le général soit sanctionné pour ses remarques insultantes.

Ces échanges acrimonieux créent une atmosphère d'intolérance qui risque de causer des tensions sérieuses au sein de la société. Les islamistes n'hésitent pas à qualifier les laïcs de « fascistes » ; de son côté, Bülent Ecevit, le dirigeant du Parti démocratique de gauche, attaquant le Parti de la prospérité (RP) dans un discours

passionné à l'Assemblée nationale, a perdu lui aussi toute mesure en estimant que l'armée ne peut pas rester impassible face à « l'inclination à prendre les armes contre l'Etat ». Le Parti de la prospérité n'a cependant pas choisi la voie des armes pour arriver au pouvoir, et son gouvernement est le résultat de sa victoire électorale en décembre 1995.

GOVERNEMENT PARALYSÉ

« Il y a des développements dans notre pays qui vont à l'encontre des principes constitutionnels de notre République. Personne ne peut rester insensible et impartial face à cela », a déclaré vendredi le chef de l'Etat-major, le général Ismail Hakkı Karadayı. Dans l'espoir de mettre fin aux rumeurs constantes de coup d'Etat, le général a également affirmé que « les forces armées turques sont complètement en-dehors de la politique et qu'elles resteront à l'écart », ajoutant qu'il incombe au Parlement de résoudre ces problèmes.

En fait, l'influence de l'armée sur la politique intérieure et extérieure du pays est telle qu'elle n'a guère besoin de prendre le pouvoir pour

s'imposer. Les décisions prises en février par le Conseil de sécurité sous la pression des généraux, pour contrer l'islamisme politique, n'ont pas encore été mises en application, mais déjà elles ont ébranlé la coalition et mèneront vraisemblablement à la plupart des commentateurs politiques le prédisent – à sa chute dans les jours ou les semaines à venir. En forçant l'adoption de mesures clairement inacceptables aux yeux du Parti de la prospérité, qui ne peut pas s'attaquer à son propre électorat, les militaires sont parvenus à acculer M. Erbakan, à paralyser son gouvernement et à diviser la coalition.

Vendredi, Tansu Ciller a démenti les rumeurs selon lesquelles son Parti de la juste voie (DYP) s'apprêtait à quitter le gouvernement. « Ne croyez pas ce qu'on dit, ce que vous n'avez pas entendu de ma propre bouche », a-t-elle déclaré. La dirigeante du DYP sera cependant bientôt forcée de prendre une décision pour asseoir son autorité dans son propre parti, où l'opposition à la coalition s'accroît de jour en jour. M^{me} Ciller se prendra probablement par sa décision avant d'avoir préparé le terrain et assuré

son avenir politique. Déjà, les habituels va-et-vient dans les couloirs du Parlement ont repris et les premières tentatives timides sont en cours pour renouer des contacts entre les deux partis conservateurs, le DYP et le Parti de la mère patrie (ANAP) de Mesut Yılmaz, après l'échec cuisant de leur bref gouvernement commun au printemps 1996. De leur côté, les partis d'opposition espèrent prendre part à une éventuelle coalition d'unité nationale composée de plusieurs partis, qui serait formée dans l'attente de nouvelles élections générales.

Le Parti de la prospérité n'a cependant pas encore abandonné la partie. « Je pense que le gouvernement a encore du travail à faire. Il va continuer », a affirmé jeudi Ahmet Tekdal, un des dirigeants du RP. Les expériences du passé récent l'ont démontré : au pouvoir ou dans l'opposition, le Parti de la prospérité – même affaibli par le manque de succès de son gouvernement – représente une force politique qui ne peut pas être ignorée.

Nicole Pope

Les Quinze vont infléchir leur « dialogue critique » avec l'Iran

L'HARMONIE entre les quinze pays membres de l'Union européenne à l'égard de l'Iran a été mise à mal par le verdict du procès de Berlin, qui, le 10 avril, a désigné « le plus haut sommet de l'Etat » iranien comme le commanditaire du meurtre, en septembre 1992, de quatre opposants kurdes iraniens dans la même ville (Le Monde du 12 avril). A quelques jours de la réunion, mardi 29 avril à Luxembourg, des ministres des affaires étrangères des Quinze, le « dialogue critique », que l'UE a instauré avec l'Iran depuis 1992, risque d'être modifié, tant sur le fond que dans l'appellation.

Les Etats nordiques, les Pays-Bas et la Grande-Bretagne sont presque sur la même longueur d'onde que les Etats-Unis, lesquels, à en juger d'après la tournure que Peter Tarnoff vient de faire dans certaines capitales européennes, ont mis de l'eau dans leur vin. Alors que Washington plaide depuis quelques années pour un double endiguement (*duo containment*) de l'Irak et de l'Iran, et a tenté à plusieurs reprises d'amener ses alliés européens sur la même ligne, le conseiller spécial de Madeleine Albright, le secrétaire d'Etat américain, est venu en Europe en ayant quelque peu abaissé la barre.

Entre la politique des sanctions suivie par les Etats-Unis – et qui de l'avis même de M^{me} Albright n'a pas donné les résultats escomptés – et le « dialogue critique », le maintien des ponts étant le seul moyen d'amener l'Iran à la raison, selon le chef de la diplomatie française, Hervé de Charette, M. Tarnoff a proposé un catalogue de mesures qui conduiraient l'UE à

avoir une attitude plus réservée envers l'Iran. Cela va de l'adoption d'une politique plus restrictive des visas, à une réduction des contacts bilatéraux et de la participation à des foires et expositions à une expulsion de tous les agents de renseignement iraniens encore présents dans les Etats de l'UE. L'Allemagne souhaiterait que ne soient expulsés que les agents clairement identifiés, alors que les Pays-Bas demandent que tout Iranien suspecté de l'être soit renvoyé.

MAINTENIR LES PONTS

M. Tarnoff n'a pas suggéré l'adoption de sanctions économiques, alors même qu'en vertu de la loi dite D'Amato, adoptée en 1996, les Etats-Unis continuent de menacer de sanctions toutes les sociétés étrangères qui feraient des investissements dans le domaine pétrolier en Iran, supérieurs à 40 millions de dollars.

Les Quinze semblent néanmoins d'accord pour renvoyer à Téhéran, dès la fin du mois et de manière coordonnée, leurs ambassades rappelés pour consultations après le verdict de Berlin. Les Pays-Bas, le Danemark, la Grande-Bretagne, voudraient toutefois que la reprise du « dialogue critique » soit tributaire d'éventuels progrès que ferait l'Iran dans l'un ou l'autre domaine de ce « dialogue » et dont les diplomates seraient chargés de faire l'inventaire.

Ledit dialogue porte sur le respect des droits de l'homme, une attitude plus positive de l'Iran vis-à-vis du processus de paix israélo-arabe, la fatwa de l'imam Khomeiny condamnant à mort l'écrivain britannique Salman Rushdie, auteur

des *Versets sataniques*, et la renonciation de Téhéran à tout appui ou implication dans des actes terroristes.

A la réunion de Luxembourg, la France sera représentée par le ministre délégué aux affaires européennes, Michel Barnier, les élections législatives anticipées ayant bouleversé le calendrier de M. de Charette. Paris estime que le dialogue devrait continuer, sous une autre appellation – l'actuelle est « *déclaratoire* », commente un diplomate – et à condition que le langage avec Téhéran soit clair : les autorités iraniennes doivent comprendre que l'UE veut maintenir les ponts, mais n'est guère disposée à accepter que Téhéran régle ses comptes dans l'un ou l'autre des pays membres.

Il est « très compliqué de trouver une juste balance entre la *Realpolitik* et les grands principes », souligne un diplomate français. M. de Charette avait prévu d'en parler, entre autres sujets avec son homologue allemand, Klaus Kinkel, le 28 avril à Hambourg, avant de partir pour Washington, où il en aurait aussi discuté avec M^{me} Albright. Législatives anticipées obligent : ces deux rencontres ont été reportées.

En attendant, le Parlement iranien, renonçant à la surenchère extrémiste, a adopté, mercredi, une position modérée face à l'Allemagne, demandant seulement au gouvernement d'être prêt à répliquer à toute mesure que prendrait Bonn. L'UE juge que la réaction de Téhéran, à ce stade, est demeurée dans des limites acceptables.

Mouna Naïm

En Belgique, le procureur du roi accepte de quitter son poste

BRUXELLES

de notre correspondant

Ce n'est pas une démission et encore moins une reconnaissance de culpabilité : en se déclarant, vendredi 25 avril, « *disposé à accepter dans l'honneur une autre mission en rapport avec [ses] compétences* », le procureur du roi, Benoît Dejeumpe, met cependant fin au blocage et à l'affrontement entre les magistrats et le ministère de la Justice belges provoqué par la publication du rapport de la commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Dutroux, le 15 avril. « *La chasse est ouverte, c'est vous ou moi !* » a déclaré, selon *Le Libre Belgique*, le ministre de la Justice, Stefaan De Clerck, en recevant le procureur au début de cette semaine.

Benoît Dejeumpe était le plus haut magistrat directement et personnellement mis en cause dans le rapport. Celui-ci lui impute une part de responsabilité dans l'échec de l'enquête sur l'enlèvement, en 1992, de la petite Loubna Benaïssa et porte un jugement très sévère sur ses qualités professionnelles, affirmant que M. Dejeumpe « *ne satisfait pas aux conditions requises pour conduire son corps* ».

Dans une lettre adressée, vendredi 25 avril, au ministre de la

Justice, le procureur conteste vivement les termes du rapport : « *Ce jugement de valeur, dont la nature juridique est pour le moins singulière, n'est fondé sur aucune motivation. Il a été prononcé alors que je n'ai été appelé qu'en qualité de témoin et sans qu'on ait révélé l'intention de porter contre moi une accusation* », écrit-il.

Cette mise en cause et la perspective d'une sanction pour M. Dejeumpe avaient suscité un émoi considérable dans les milieux judiciaires bruxellois, où la quasi-totalité des juges s'est solidarisée avec le chef du parquet de la capitale. Benoît Dejeumpe, à peine âgé de quarante ans, jouit d'une réputation de juriste hors pair qui a dépassé les frontières

du royaume : il est l'un des sept signataires de l'appel de Genève, dans lequel, en compagnie de six collègues européens dont le juge français Renaud Van Ruymbeke, il se prononce pour que la liberté de travail des juges luttant contre la corruption soit garantie à l'échelle du continent.

« SORTIE DANS L'HONNEUR »

La « *mise à mort professionnelle* » de ce magistrat, dénoncée par Christine Matray, la présidente de l'Association syndicale des magistrats, est ressentie comme d'autant plus injuste que M. Dejeumpe n'avait cessé, depuis sa prise de fonctions, d'alerter les pouvoirs publics sur les conditions de travail lamentables

au Palais de Justice de Bruxelles. Outre le sous-équipement matériel qui conduisait, selon son expression « à lutter avec des *5 CV contre des délinquants possesseurs de F1* », il notait l'absurdité des lois linguistiques exigeant la présence de deux tiers de magistrats bilingues français-néerlandais dans une juridiction traitant à 95 % de dossiers francophones. Cette exigence avait conduit à ne pas pourvoir des postes, faute de candidats aptes à passer un difficile examen de néerlandais.

Cette « *sortie dans l'honneur* » de Benoît Dejeumpe devrait le conduire au parquet général, d'où il pourrait être détaché pour intégrer l'organisme de l'Union européenne de lutte contre la criminalité financière en cours de constitution.

Le problème de sa succession sera délicat à régler. Comme tous ses collègues des postes à responsabilité de la magistrature belge, il est « étiqueté » francophone, et proche du Parti social-chrétien (PSC). Il faudra trouver dans les magistrats aptes à diriger le premier parquet du pays un candidat répondant à ces deux critères, à moins qu'une compensation ne soit offerte au PSC dans un autre secteur.

Luc Rosenzweig

L'explosion d'une bombe fait

21 morts dans un train près d'Alger

ALGER. Vingt et une personnes sont mortes et une vingtaine ont été blessées dans l'explosion d'une bombe artisanale qui a déshabillé le wagon d'un train de province entrant dans la banlieue d'Alger, vendredi 25 avril, moins de six semaines avant la tenue des législatives. Cet attentat, le plus meurtrier commis contre un train en cinq ans de violence, a été attribué aux Groupes armés, selon les services de sécurité. Depuis lundi, cent soixante-deux civils ont été tués et quarante-huit blessés dans la seule région de l'Algérois. – (AFP)

L'OTAN se préoccupe

de l'instabilité au Maghreb

MADRID. Selon l'amiral américain Joseph Lopez, qui commande les forces alliées du sud-Europe, à Naples, et qui s'est entretenu avec un correspondant à Madrid de la lettre stratégique française *TTU mande arabe*, « *il faut tirer les leçons de l'expérience de la Bosnie pour que, dans le futur, nous puissions appliquer cet apprentissage à l'Afrique du Nord ou à d'autres zones d'instabilité* ». Soulignant l'intérêt que suscite la pleine intégration de la France, de l'Espagne, voire du Portugal dans les commandements du flanc sud de l'OTAN, l'amiral Lopez considère en particulier que « *l'intérêt de l'Espagne pour l'Afrique du Nord et son expérience pour toute la région nous apporteraient un avantage supplémentaire, car l'OTAN regarde vers le Sud* » et tient à approfondir son dialogue avec le Maghreb.

Un amiral pakistanais a été limogé

après l'achat de sous-marins français

ISLAMABAD. Le chef d'état-major de la marine pakistanaise, l'amiral Mansour ul Haq, a été limogé, vendredi 25 avril, par le premier ministre, après des accusations de corruption qui seraient liées à la vente en 1994 de trois sous-marins français, du type Agosta, pour un montant de 900 millions de dollars. L'amiral Mansour, qui n'était pas en fonctions au moment de la signature du contrat, est soupçonné de complicités dans des malversations dont est accusé le maréchal Benazir Bhutto, alors premier ministre et destituée en novembre 1996. Avant son limogeage, l'amiral Mansour avait expliqué qu'il était « *propre* » et prêt à être convoqué devant une cour martiale. De source diplomatique française à Islamabad, on affirme que les accusations de commissions, lors du contrat Agosta, sont sans fondement. – (AFP)

Un appel en faveur d'« une vie

démocratique » en Tunisie

TUNIS. A l'initiative de personnalités tunisiennes d'opinions politiques diverses, un appel – « *l'appel des 202* » – circule actuellement en Tunisie. Pronant « *l'instauration d'un Etat de droit* », le texte réclame « *la garantie de l'indépendance de la justice* », la « *protection des libertés individuelles* » ainsi que la « *révision des lois organisant la vie publique* ». Parmi les premiers signataires dont l'identité a été rendue publique en fin de semaine à Tunis, figurent Hechmi Ayari, président du conseil de l'ordre des médecins, le député Ahmed Khaskhousi, ainsi que plusieurs responsables de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH).

Bruxelles taxe les exportations

de blé et de farine

BRUXELLES. La Commission européenne vient de décider de taxer les exportations de blé et de farine. Il s'agit d'éviter de trop fortes hausses des prix au sein de l'Union, lesquelles pénaliseraient les éleveurs, alors que, sur le marché mondial, les cours « *flambent* » à nouveau. La demande internationale est vive, par crainte que le gel en Amérique, la sécheresse en Europe, ne compromettent les moissons à venir. Selon Franz Fischler, le Commissaire chargé des affaires agricoles, l'Union a largement atteint ses objectifs à l'exportation : depuis juillet, elle a vendu 26 millions de tonnes aux pays tiers contre 15 millions de tonnes au cours de la campagne précédente. – (Corresp.)

DÉPÊCHES

■ RUSSIE : la Douma (Chambre basse du Parlement russe) a voté, vendredi 25 avril, une résolution affirmant qu'elle retarderait la ratification de la convention sur les armes chimiques (CWC) jusqu'à l'automne, pour des raisons financières. Les députés demandent l'augmentation de « *l'aide financière à la Russie* ». – (AFP)

■ POLOGNE : un député du Parti paysan polonais (PSL), M. Jarosław Kalinowski, trente-cinq ans, a été nommé, vendredi 25 avril, ministre de l'Agriculture et vice-premier ministre. – (AFP)

■ CISJORDANIE : la police israélienne a découvert, vendredi 25 avril, les corps de deux jeunes israéliennes tuées à coups de couteau à une quinzaine de kilomètres de la ville de Jéricho. La police n'écarte pas la possibilité d'un crime de droit commun, les victimes ayant été violées avant d'être tuées. – (AFP)

■ NATIONS UNIES : l'Assemblée générale des Nations unies a adopté en session extraordinaire, vendredi 25 avril, une résolution réclamant l'arrêt immédiat des travaux de construction du lotissement de la colline Abou Ghneim (Har Homa en hébreu). Le texte a obtenu cent trente-quatre voix. Les Etats-Unis, le Japon et la Microésie ont voté contre, onze Etats, dont l'Allemagne, se sont abstenus. – (Reuters)

Le protectionnisme du Brésil

provoque une crise au sein du Mercosur

ASUNCION. Deux ans et demi après sa création, le Marché commun du sud de l'Amérique latine (Mercosur) connaît sa première crise, en raison des restrictions aux importations imposées par le Brésil. « *Nous connaissons la situation la plus difficile depuis l'intégration* » des quatre pays (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay), a reconnu, jeudi 24 avril, le ministre brésilien, Pedro Malan, au terme de la réunion des ministres de l'économie et des présidents des banques centrales du Mercosur, qui vient de se tenir à Asuncion. Cette crise s'est ouverte à la suite de la décision de la banque centrale du Brésil d'imposer le paiement au comptant de toutes les importations du 1^{er} avril au 31 juillet. Les milieux économiques brésiliens soulignent que « *c'était cela ou la dévaluation* » et expliquent que cette décision a été prise en raison du déficit de la balance commerciale brésilienne, qui affichait un solde négatif de 6 milliards de francs en mars. – (AFP)

سكرا من المرحل

FRANCE

LE MONDE / DIMANCHE 27 - LUNDI 28 AVRIL 1997

CAMPAGNE La fiscalité a été au centre de la première polémique économique. Alain Juppé a accusé les socialistes de vouloir accroître les dépenses publiques. François Hol-

lande, porte-parole du PS, pensa que le gouvernement prépare « un nouveau plan de rigueur ». ● LES PRÉLEVEMENTS OBLIGATOIRES ont atteint, de l'avis des deux camps, un

niveau impossible à dépasser. La droite préfère une baisse de l'impôt sur le revenu, ou une diminution des charges sociales pesant sur les bas salaires. Les socialistes promettent

une forte baisse de la TVA sur certains produits, financée par un accroissement de la fiscalité sur certains placements financiers. ● SELON UN SONDAGE CSA, deux

Français sur trois estiment qu'un président de la République « doit tenir les promesses faites pendant la campagne électorale » et que cela n'a pas été le cas de Jacques Chirac.

Les promesses de baisses d'impôt se heurteront aux contraintes budgétaires

Gauche et droite s'accusent de vouloir accroître les prélèvements obligatoires. La majorité annonce qu'elle espère pouvoir accélérer la baisse de l'impôt sur le revenu ; les socialistes préfèrent une diminution de la TVA financée par un relèvement de la fiscalité de l'épargne

C'EST LA LOI du genre : sujet politiquement sensible, la fiscalité est l'objet des premières grandes controverses de la campagne électorale. Alors que tous les partis n'ont pas encore fait connaître le détail de leurs propositions ou ne l'ont fait qu'en laissant subsister de nombreuses zones d'ombre sur les dispositions qu'ils mettraient en œuvre, en cas de victoire, la gauche et la droite se sont mutuellement accusés de vouloir relever les prélèvements obligatoires.

Le premier à sonner la charge a été Alain Juppé. Dès son premier discours de campagne, mardi 22 avril, il a reproché aux socialistes de préconiser une politique trop dépensière. « Nous devons expliquer avec force à nos concitoyens, a-t-il lancé, qu'augmenter les dépenses publiques, c'est

condamner l'économie française à l'impasse, et donc au chômage. » Revenant coup pour coup, le porte-parole du Parti socialiste, François Hollande, a rétorqué, dans *Les Echos* du jeudi 24, que la gauche se fixait pour objectif d'« arrêter la progression des prélèvements obligatoires » et a suggéré que le gouvernement préparait en catimini « un nouveau plan de rigueur ».

VOLONTAIREMENT ÉVASIF

Cette première controverse intervient alors que, de fait, le détail des propositions fiscales des différents partis est encore assez mal connu. C'est le cas pour la majorité. Dans ces différentes allocutions prononcées au cours des derniers jours, M. Juppé a ainsi fait miroiter des baisses d'impôt. « Le programme de baisse [des im-

pôts] sera poursuivi. Il devra être accentué », a-t-il ainsi proclamé, mardi 22. A Marseille, jeudi soir, il a réitéré cette promesse, annonçant qu'en cas de victoire, la majorité sortante présenterait « un plan à cinq ans pour poursuivre la baisse des impôts ».

Mais que recouvre cet engagement ? Le gouvernement a fait voter par le Parlement, en même temps que la loi de finances pour 1997, un programme de baisse de l'impôt sur le revenu sur les cinq prochaines années, pour un total de 75 milliards de francs, soit 25 milliards en 1997 et 12,5 milliards de francs les quatre années suivantes. Volontairement évasif, le propos du premier ministre peut donc suggérer deux interprétations : soit la majorité respectera ce calendrier, soit, si les marges de manœuvre sont suffisantes,

elle cherchera à muscler son plan d'allègement d'impôts.

La formule elliptique du chef du gouvernement n'est toutefois pas pour surprendre. Le projet de loi de finances pour 1998 s'annonce très délicat à dessiner, puisqu'il devra comprendre un volet important d'économies budgétaires, pour contrebalancer la baisse promise de 12,5 milliards de francs de l'impôt sur le revenu, la diminution annoncée de près de 20 milliards de francs du déficit budgétaire, sans parler de la « soule » de 37,5 milliards de francs de France Télécom pour laquelle il faudra trouver une compensation.

Le gouvernement peut-il, dans ces conditions, envisager d'accélérer la baisse de la pression fiscale ? C'est électoralement tentant de l'annoncer, mais ce serait budgétairement périlleux de le faire.

L'hésitation de M. Juppé est d'autant plus compréhensible que le débat s'est pas clos au sein de la majorité pour savoir s'il faudrait affecter d'éventuelles marges de manœuvres - encore incertaines, pour l'heure - soit à de nouvelles baisses d'impôt, soit à la poursuite des allègements de charges sociales pour le travail non qualifié. Dans son discours de mardi, le premier ministre a laissé les deux portes ouvertes, évoquant « un nouveau programme de baisse des impôts et des charges ».

Dans *Le Parisien* du vendredi 25, le ministre délégué au budget, Alain Lamassourie (UDF-PR), indique, lui, clairement sa préférence : « L'augmentation plus forte que prévu de la croissance économique va nous donner des marges de manœuvre. Nous pourrions alors engager une baisse supplémentaire

des prélèvements obligatoires. Impôts ou cotisations sociales, le débat s'ouvrira après les élections. L'UDF, à laquelle j'appartiens, propose pour sa part une nouvelle réduction des charges. »

La plate-forme commune, que le RPR et l'UDF dévoileront en début de semaine prochaine, devrait, elle-même, exclure aucune des solutions. Fixant des grands objectifs de réduction de la dépense publique, elle devrait suggérer des clés de répartition, de sorte que les recettes supplémentaires générées par la croissance soient affectées pour une première part à la baisse du déficit budgétaire, et pour une seconde part à la baisse des impôts et des charges.

« ACTIVER LA CROISSANCE »

Les propositions fiscales du Parti socialiste souffrent, elles aussi, de quelques imprécisions, mais on les connaît néanmoins dans leurs grandes lignes. Dans *Les Echos*, M. Hollande précise ainsi que, pour « activer la croissance », la priorité de son parti est la baisse des impôts qui pèsent sur la consommation. Une baisse « d'un point ou d'un demi-point du taux normal de TVA coûte cher et a peu d'effets pour les ménages puisque la baisse ne se traduit pas nécessairement dans les prix », explique-t-il. Notre idée est donc que certains produits, taxés aujourd'hui à 20,6 %, le soient à 5,5 %. Et cela, le plus rapidement possible. » Cette proposition figure explicitement dans la plate-forme adoptée par les socialistes, lors de leur convention, des 14 et 15 décembre 1996. En contrepartie, et dans un souci de redistribution, le PS suggère de relever la fiscalité sur l'épargne.

Malgré la controverse qui a pris forme, la fiscalité fait donc l'objet au moins d'un consensus. Si la droite se distingue de la gauche en préconisant des baisses d'impôt plus rapides - mais avec pour contrepartie des économies budgétaires plus drastiques -, tout le monde s'accorde au moins à penser que les prélèvements obligatoires ont atteint un plafond qu'il est hors de question de dépasser.

L. M.

Limitation des exonérations contre baisse de l'impôt

VOICI quelques-unes des propositions déjà connues en matière de fiscalité ou les principales pistes de réflexions engagées.

● Le Parti socialiste a adopté en décembre 1996 une plate-forme qui prévoit les mesures suivantes : « Les revenus de placements financiers (hors épargne populaire) et les plus-values qui bénéficient de détaxation, et d'abattements, seront soumis au prélèvement libératoire et les stocks-options réintégrés dans l'assiette de l'impôt sur le revenu ; limitation globale des réductions et exonérations fiscales

spécialisées [lot Pons en faveur des DOM-TOM, cinéma, etc.] ayant un effet contraire à la progressivité de l'impôt ; limitation des avantages dont bénéficient les patrimoines cédés par anticipation et les contrats d'assurance-vie, olourdissent de l'impôt sur la fortune ; relèvement de l'impôt sur les sociétés (...) et olignement de la fiscalité des plus-values financières des entreprises sur le taux de l'IS. »

● Le RPR et l'UDF. Les deux formations de la majorité ont fréquemment répété qu'elles respecteraient le plan quinquennal de baisse de l'impôt sur le revenu, voté à l'automne 1996 par le Parlement. Ce plan prévoit une baisse de tous les taux d'imposition, échelonnée sur cinq ans. En particulier, le taux supérieur doit

être progressivement ramené de 56,8 % en 1996 à 47 % en 2001. En cas de marge de manœuvre supplémentaire, l'UDF a inscrit dans sa plate-forme non pas une accélération de cette baisse de l'impôt sur le revenu mais une proposition alternative : « L'instauration d'une franchise générale de cotisations [sociales] sur les premiers 1 500 francs qui olégèro considérablement le coût du travail, notamment pour les bas salaires. »

Alors que le RPR et l'UDF s'apprêtent à rendre publiques leurs propositions communes, il faut rappeler que l'opportunité de revenir à un système de plafond, limitant l'impôt sur la fortune, a été discutée depuis plusieurs mois la majorité.

La chronique des hausses et des baisses

Les impôts ont connu des mouvements de fluctuation importants au cours de ces dernières années. Voici les dates principales de la chronique fiscale récente.

● 1984. Les socialistes entament une politique de baisse des impôts que la droite poursuit en 1986-1988 et qui, eo dix ans, contribuera à baisser considérablement la fiscalité d'Etat. Le taux de l'impôt sur les sociétés est ainsi progressivement abaissé de 50 % à 33 %, le taux majoré de TVA (38 %) est supprimé, la fiscalité de l'épargne est très fortement allégée. Seul un prélèvement échappé à ce consensus : supprimé par la droite en 1986, l'impôt sur la fortune est restauré par la gauche en 1988.

● 1995. Jacques Chirac, alors qu'il est candidat, promet de fortes baisses d'impôt, mais Alain Juppé ne peut tenir l'engagement. L'année suivante, les prélèvements sont majorés de près de 120 milliards de francs (80 milliards selon le gouvernement), sous la forme de majoration de TVA, de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur la fortune, etc.

● 1996. Les prélèvements obligatoires atteignent un niveau historique : 45,6 % de la richesse nationale. Le gouvernement décide alors d'entamer une nouvelle dégrèue, en adoptant un plan quinquennal de baisse de l'impôt sur le revenu. Ce plan, qui doit entrer en vigueur en 1997, prévoit la suppression des abattements professionnels.

« Les prétentions injustifiées » des économistes

C'EST le propos modeste d'un grand savant. Professeur au Collège de France, ancien directeur général de l'Insee (1974-1987), Edmond Malinvaud explique dans un article publié par la *Revue d'économie politique* (n° 6, novembre-décembre 1996) « pourquoi les économistes ne font pas de découvertes ».

La raison, dit-il, c'est que « dans la plupart des sciences naturelles, la majeure partie des observations est obtenue par des expériences », et cela peut faire apparaître une loi simple. Or, en économie, « la plupart des observations ne sont pas obtenues par expérience », et le chercheur bute sur une « difficulté majeure », celle de « déceler ce qui régit une multiplicité d'effets ». M. Malinvaud invite donc ses collègues à moins de prétention et à reconnaître de nouveau la valeur de ce qu'il appelle « les inférences interprétatives », c'est-à-dire une méthode de pensée déductive qui n'est pas dénuée de « subjectivité », mais qui a l'honnêteté de se présenter comme telle.

Les économistes sont-ils seuls visés par cette critique ? Implicitement, certains politiques le sont aussi. M. Malinvaud observe que « des prétentions injustifiées de découvertes sont périodiquement faites en économie, que les habitudes de [la profession] favorisent indolument l'existence de telles prétentions et que la répercussion dans les médias contribue à duper le profane ». Parmi ces pseudo-découvertes, M. Malinvaud cite « des cas extrêmes, tels que "la courbe de Laffer" qui « n'ont guère reçu l'opini de la communauté académique des économistes ». Allusion à l'économiste américain Arthur Laffer auquel Jacques Chirac a souvent fait ré-

férence pour démontrer que « trop d'impôt tue l'impôt ».

L'économiste s'indigne aussi que l'on puisse construire des modèles macroéconomiques « très simples d'esprit », dans lesquels « la politique monétaire, telle qu'elle est formellement représentée, est impuissante à changer l'emploi ». « Les modèles sont-ils testés face aux faits ? demande-t-il. Non. Néanmoins, ils sont rapidement présentés comme démontrant que la politique monétaire ne peut pas contribuer à guérir du chômage. »

M. Malinvaud ironise également sur la « soi-disant » théorie de la « croissance endogène », dont les socialistes font grand cas pour réhabiliter la dépense publique, alors que son succès ne repose que sur « quelques preuves lâches ».

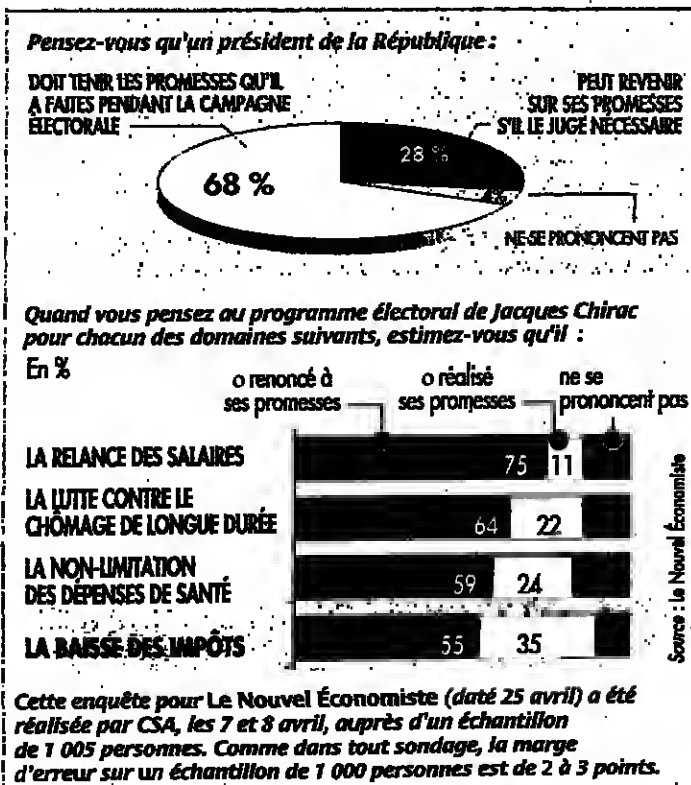
La revue *Economie et Statistique* de l'Insee (n° 301-302) apporte de l'eau au moulin de la thèse de son ancien directeur : alors que l'Etat consacre 50 milliards de francs par an à sa politique d'allègement de charges au profit de l'emploi non qualifié, l'Institut, qui publie des études contradictoires sur le sujet, suggère qu'on est incapable d'en mesurer les résultats réels.

Mais les politiques peuvent-ils s'accommoder du doute ? Après avoir fait référence à M. Malinvaud, l'Insee cite aussi le propos de ce président américain qui regrette de ne pas disposer d'un économiste manchot, afin de ne plus entendre ce conseil insupportable : « On the one hand [main]... But on the other... » (d'une part, il y a tel argument... mais d'autre part...).

L. M.

LE SONDAGE DU JOUR

Les Français regrettent que M. Chirac n'ait pas tenu ses promesses



VOTRE CAVE A VIN

SANS MOTEUR

- Conservation et vieillissement des vins.
- Température réglable.
- Humidité contrôlée.
- De 75 à 1300 bouteilles.
- Pour le particulier et le professionnel.

NORDING

DEMANDEZ LE CATALOGUE GRATUIT AU 04.68.50.04.05

COMMENTAIRE

L'AMBIGUÏTÉ DE L'ANTIFISCALISME

Il n'est jamais très bon signe que les premières controverses d'une campagne électorale se focalisent, d'entrée, sur les impôts. Comme il est évidemment plus facile d'obtenir des succès de tribune en caressant les contribuables dans le sens du portefeuille plutôt qu'en s'adressant à la raison des électeurs, le risque est grand, alors que le débat verse dans la démagogie, si non dans le populisme, que s'est toujours nourri de l'antifiscalisme.

Pour l'heure, la droite n'est pas tombée dans ce travers. On y compte même des personnalités - tel Alain Lamassourie, ministre délégué au budget, qui s'est distingué récemment en défendant la progressivité de l'impôt et en militant pour accorder la priorité à la baisse des charges sociales - pour faire refluer le chômage, plutôt que de préconiser de nouvelles baisses d'impôt.

Il reste que la surenchère autour des baisses fiscales - alors que les marges de manœuvre budgétaires actuelles ne se prêtent pas franchement à de telles promesses - n'est pas dénuée d'ambiguïté. Car, qui dit « moins d'impôt », dit aussi, nécessairement, « moins d'Etat », c'est-à-

dire moins de crédits pour l'école, la justice ou l'emploi. A moins, évidemment, que l'Etat ne se désengage de tout ou partie de ses missions traditionnelles. Or, dans ce domaine, le fait est que les projets sont encore évasifs. Comme l'a suggéré récemment l'entourage d'Alain Juppé, la majorité, en cas de victoire, aurait-elle vraiment l'intention de geler les dépenses budgétaires pour toute la durée de la législature ? Et concrètement, à quels sacrifices cela conduirait-il ? Que faut-il entendre par « révision du périmètre de l'Etat » ? Le débat fiscal apparaît moins hypocrite si toutes les cartes étaient mises sur la table.

Laurent Mauduit

En bref

Histoire de stocks à Quai des Marques

La célèbre marque de prêt-à-porter femme Ventilo, a créé pour la collection été 96 une série de tailleurs-pantalons en lin inspirée des vestes coloniales indiennes. Mais l'aspect « moiré » du tissu milite à contre les clientes habituées de la marque et ce modèle n'a pas rencontré le succès attendu en boutique. Aujourd'hui, le stock restant de tailleurs Ventilo arrive à Quai des Marques sur l'île Saint-Denis pour être écoulé au prix de 950 F la veste au lieu de 2 390 F et 450 F le pantalon (au lieu de 1 360 F) dans le magasin d'usine Ventilo Stock.

Ouvert le Jeudi 8 mai

Informations
01 48 09 04 05
<http://www.ventilom.com/quaidemarkes>

Robert Hue ne veut pas s'avancer avant début juin sur un gouvernement d'union de la gauche

Le PCF lance sa campagne sur le thème d'« une gauche bien à gauche »

Lors de la réunion de son comité national, vendredi 25 avril, élargi aux parlementaires et aux responsables de fédérations, le Parti commu-

niste a mis l'accent, pour la campagne électorale, sur le thème « inventer l'avenir à gauche ». Avant le sommet avec le Parti socialiste, le

29 avril, Robert Hue a souligné que la question d'un « gouvernement de toute la gauche » ne devrait être tranchée que début juin.

LES NOUVELLES AFFICHES sont explicites. « Enfin entendus ? », interroge l'une ; « Réussir cette fois », dit l'autre, en claire référence au programme commun et aux premières années du premier septennat de François Mitterrand, qui demeurent, pour les militants, une expérience repoussoir. Robert Hue a officiellement lancé, vendredi 25 avril, devant un comité national du PCF auquel étaient venus s'adjoindre les députés, sénateurs et responsables de fédérations, la campagne de son parti. Et plus particulièrement celle du premier tour des élections législatives.

Pour le Parti communiste, l'enjeu est en effet de limiter le 25 mai le vote utile en faveur du PS, alors que Lionel Jospin, premier entrant dans cette courte campagne, a soigneusement choisi d'occuper le plus large espace possible à gauche. Dans son rapport, M. Hue s'est donc montré offensif, exaltant une « gauche ambitieuse et bien à gauche », et complétant le slogan du PS, « Changeons d'avenir », par « Inventer l'avenir à gauche ». « Utiliser le bulletin de vote communiste, ce sera en effet choisir d'exprimer haut et fort sa colère, sa révolte », ainsi que les « exigences affirmées au cours des derniers mois dans la grève, la manifestation, la pétition », a expliqué M. Hue aux délégués. La signature des affiches de campagne – « le vote communiste », plutôt que « Parti communiste » – témoigne de ce souci d'attirer au-delà du traditionnel électoral communiste.

Pour le premier tour, le pro-

gramme du Parti communiste se décline autour de quinze mesures, législatives et gouvernementales, « applicables immédiatement » : augmentation du SMIC de 1 000 francs dès juillet, baisse des loyers, de la TVA, du crédit, abrogation du plan Juppé de réforme de la sécurité sociale, loi-cadre sur les 35 heures sans baisse de salaire, le quadruplement de l'impôt sur les grandes fortunes, le mode de

participation à un éventuel gouvernement de gauche. « Une politique de changement réel est la condition pour qu'il y ait des ministres communistes et qui ne pourra se faire, chacun le sait bien, que s'il y a des ministres communistes », a rassuré Robert Hue. Il a précisé, à nouveau, que « cette fois », « il ne s'agit évidemment pas de chercher à faire un nouveau programme commun, pas d'avantage de bricoler

Robert Hue, depuis le 29^e Congrès, en décembre 1996, a réussi à imposer des fidèles, l'idée d'une participation gouvernementale, retenue face à celle d'un soutien sans participation, n'avait pas posé de problème. Seul Maxime Gremetz avait fait part de ses réticences. Vendredi, si le comité national élargi, comme attendu, soutient M. Hue, Georges Marchais, qui avait tenu à assister à cette assemblée, a symboliquement fait entendre les réserves de militants et de cadres du parti. Il a mis en cause la réalité de « l'évolution positive » du premier secrétaire du PS, soulignée par M. Hue dès le lendemain du « 77 » de Lionel Jospin. L'ancien secrétaire général a évoqué les récentes déclarations, jugées « contradictoires », de Lionel Jospin, Jacques Delors, Elisabeth Guigou sur l'application des critères de convergence, estimant qu'« on ne peut considérer aujourd'hui sérieusement » que la politique du PS a changé. Alain Bocquet s'est inquiété d'un « danger qu'il y aurait à mener d'ici le 25 mai une campagne de second tour ».

Est-ce pour effacer devant ses interlocuteurs l'impression que l'affaire est jouée d'avance ? Vendredi, Robert Hue a choisi d'indiquer clairement que, pour le PCF, « l'objectif n'était pas de sortir » de la rencontre du 29 avril « avec une plate-forme de gouvernement impliquant la décision de participation de ministres communistes au gouvernement en cas de succès électoral ».

Ariane Chemin

Négociations avec le MDC et la Ligue communiste

Le Parti communiste, qui présentera officiellement ses candidats le 2 mai, devrait conclure son accord électoral avec le Mouvement des citoyens (MDC) le 30 avril, acceptant ainsi, pour la première fois, le principe d'une candidature unique avec un partenaire dès le premier tour. Près d'une cinquantaine de circonscriptions seront finalement concernées par cet accord bilatéral, qui prévoit soit un suppléant MDC, soit un pur et simple retrait en faveur d'un candidat de cette formation. A l'issue de leur ultime rencontre, dans un grand hôtel parisien, MM. Hue et Chevènement pourraient faire une déclaration politique commune, après celle prévue, la veille, entre le PS et le PCF. Par ailleurs, et pour la première fois également, si les difficiles discussions en cours ce week-end aboutissent, le Parti communiste pourrait ponctuellement s'entendre, comme, de son côté, le MDC, dans trois ou quatre circonscriptions, avec la Ligue communiste révolutionnaire (LCR).

scrutin proportionnel à toutes les élections... Le PCF souhaite aussi mener campagne sur le « non à Le Pen ». C'est le thème de la troisième affiche. Un objectif qui apparaît sans doute plus facile à afficher que le droit de vote des immigrés aux élections locales ou « l'abrogation des lois Pasqua et Debré », qui figure dans les mesures d'urgence.

M. Hue a évoqué la question de son accord avec le PS et de la par-

à la hâte un accord quelques jours avant les élections », mais simplement d'acter, « au-delà des divergences », « quelques points de convergence précis ». Au sortir de la rencontre prévue entre deux délégués du PS et du PCF, le 29 avril, à la Mutualité, Robert Hue et Lionel Jospin devraient faire une déclaration commune. D'ultimes réunions préparatoires devraient avoir lieu pendant le week-end.

Mardi, au bureau national, où

Lutte ouvrière devra affronter des candidats dissidents

Arlette Laguiller fustige M. Chirac et M. Jospin

LUTTE OUVRIÈRE est en campagne. Arlette Laguiller, qui vient tout juste de quitter le Crédit lyonnais, à 57 ans, dans le cadre d'une préretraite, et se présente le 25 mai dans la 6^e circonscription de Seine-Saint-Denis contre le député (PS) sortant, Claude Bartolone, tenait meeting, vendredi 25 avril au soir, à la Mutualité, pour lancer ses trois cents candidatures dans la bataille législative. Dans un discours traditionnel, M^{me} Laguiller a fustigé les patrons, mais aussi Lionel Jospin, qui, « comme Chirac, préfère parler de l'Europe », un « terrain idéal pour avoir l'air de s'opposer à la majorité actuelle, sans s'engager à rien ». Elle s'en est aussi prise au Parti communiste, qui se « garde bien de dire quelle politique devrait mener un éventuel gouvernement de gauche ».

« DÉSACCORDS DISSIMULÉS »
La salle, pleine, fidèle et vigoureuse, a entonné *L'Internationale*. Rieco ne laissait deviner qu'une crise invisible sourd à LO. Le 25 mai, à Rouen ou à Bordeaux, des électeurs vont pourtant se voir proposer des bulletins de vote au nom de « Voix des travailleurs », « tendance issue de Lutte ouvrière ». Une crise anecdotique, s'il ne s'agissait d'une organisation qui fonctionne presque comme une secte, autour d'un homme surnommé « Hardy », vrai dirigeant de ce parti. LO continue de fonctionner clandestinement. Comme dans tous les systèmes étroitement contrôlés, une simple lézarde pourrait suffire à provo-

quer l'écroulement, si M^{me} Laguiller n'avait recueilli, lors de l'élection présidentielle de 1995, 5,3 % des suffrages.

Ce lourd climat remonte à l'été 1996. LO organise alors ses traditionnelles « caravanes », où les militants vont défendre leurs idées devant les vacanciers. Par souci d'égalité, pour ne pas défavoriser les âmes solitaires, les couples ne sont pas autorisés à dormir ensemble dans les caravanes. Deux militants – un couple pourtant « officiel » – enfreignent la règle. La direction blâme la section bordelaise de LO, qui, comme celle de Rouen, s'est solidarisée avec le couple.

Les deux personnes s'appartiennent pas à la minorité qui s'est créée au sein de LO à la fin des années 80, sur une analyse divergente de la nature de l'ex-URSS. Cette « fraction » d'une trentaine de personnes, dont cinq sont des membres influents du bureau politique, a droit chaque semaine à sa tribune dans le journal *Lutte ouvrière*.

Lors de la manifestation parisienne du 22 février contre l'article premier de la loi Debré, à laquelle M^{me} Laguiller, qui y voit un défilé petit-bourgeois, refuse de s'associer, la « tendance » marche sous une banderole non signée. Les affronts s'accumulent et motivent, il y a un mois, une assemblée générale extraordinaire et clandestine. Les délégués, à dix exceptions près, votent l'exclusion des deux sections de Bordeaux et de Rouen, pour « désaccords dissimulés », ne laissant sur place que deux ou trois militants.

A l'univers des minoritaires, qui demeurent dans LO, les exclus, qui s'estiment à « 10 % » de l'organisation, ne se cachent plus. Ils tractent, « tiennent », meeting, comme le 24 avril à Rouen, et distribuent un document intitulé : « Fausse raison d'une exclusion, vraies raisons d'une rupture ». De manière allusive, ils dénoncent l'« affaire » – l'épisode des caravanes –, en rejetant « une morale de vieux garçon ». Ils pointent surtout « l'attitude sectaire de LO » à l'occasion des manifestations anti-Front national, auxquelles la section de Dijon, aujourd'hui sur la sellette, a également participé.

Mais c'est pour « avoir défendu » le grand parti ouvrier révolutionnaire invoqué par M^{me} Laguiller « au soir du premier tour des présidentielles de 1995 », et auquel, sous l'influence de « Hardy », elle a depuis renoncé, « que les militants regroupés dans Voix des travailleurs, expliquent-ils, ont été exclus par une direction qui se replie dans le sectarisme ». Pour cette organisation autoritaire et secrète, le succe de la présidentielle est bien difficile à gérer.

Alain Beauvillier
et Luc Leroux (à Marseille)

Ar. Ch.

Des grévistes d'Air Liberté et des contrôleurs de la SNCF indifférents au printemps électoral

LE SIÈGE D'AIR LIBERTÉ est un grand cube gris, sis à Rungis, non loin des pistes de l'aéroport d'Orly. En grève depuis dix-sept jours, les pilotes, stewards et hôtesses de la compagnie occupent le troisième étage. La sonnerie de la porte s'ouvre. Will Survive de Gloria Gaynor, et une dizaine de couples dansent dans la salle d'accueil, devenue local syndical depuis le début du conflit. Un buffet, avec des salades préparées par les hôtesses, attend les salariés en grève. Une AG s'est tenue, en début d'après-midi, pour rendre compte des négociations, au point mort, avec la direction. Sont présentes une soixantaine de personnes, dont la moyenne d'âge tourne autour de la trentaine. « Au fur et à mesure, on a transformé la grève en kermesse », commente Christophe, chef de cabine, âgé de trente-deux ans. Une soirée dansante est même prévue samedi.

L'ambiance est étonnamment chaleureuse, au bout de dix-sept jours de grève – ce qui constitue déjà un record –, alors que la direction n'a pour l'instant cédé sur rien. Ayant fusionné, le 1^{er} avril, les compa-

gnies TAT et Air Liberté dépendent désormais de British Airways, qui a choisi de budgeter le coût du conflit, évalué à 7 millions de francs par jour. Partis sur des revendications portant sur les conditions de travail et de sécurité, les personnels plutôt jeunes d'Air Liberté ont reçu le soutien des navigants de TAT, plus aguerris aux luttes sociales. Le dépôt de bilan d'Air Liberté, annoncé par voie de presse en septembre 1996, a aussi permis une première prise de conscience parmi les personnels, qui ont réalisé que, « malgré les efforts consentis », « la société pouvait brutalement s'arrêter ».

La prestation de Jacques Chirac, lundi 21 avril, a été suivie par une partie d'entre eux, au siège d'Air Liberté. « La dissolution de l'Assemblée nationale, bien sûr que cela nous concerne. La liberté totale accordée aux chefs d'entreprise, on voit ce que cela donne », explique Michel, un délégué des navigants, ancien de TAT, qui fait office de mentor. Dans l'ensemble, pourtant, la politique reste assez éloignée des préoccupations des salariés de la compagnie, sauf pour ce qui concerne la dégradation du ciel aérien en Europe.

Catherine, chef de cabine, trente-trois ans, et Sandrine, hôtesses de l'air, vingt-sept ans, reconnaissent qu'elles se sentent

beaucoup plus concernées par les fautes de société. Depuis le début du conflit, ce qui les frappe « c'est l'indifférence des hommes politiques ». « Pas un seul n'est venu se renseigner sur nos demandes », s'étonne Sandrine, alors qu'elles ont souvent affaire à eux, en tant que passagers. Les autres conflits en cours servent un peu de caisse de résonance. « Aujourd'hui, les contrôleurs de trains sont aussi en grève pour des questions de sécurité. Nous sommes des personnes dévouées, mais nous nous battons pour la même chose : la sécurité », observe Catherine.

« REPARTIR ENCORE PLUS FORT »
Le seul vote qui passionne les contrôleurs grévistes de Marseille, au soir de vendredi 25 avril, c'est celui qui s'est déroulé sous un platane au bout d'un quai de la gare Saint-Charles de Marseille. De l'urne, posée sur une table de cantine, est finalement sortie la décision de reprendre le travail dès le lendemain matin. Cette journée d'attente, les grévistes l'ont passée à parler de leurs conditions de travail, de leurs vœux, de leur sentiment, du sentiment d'être des « oubliés ». Mais pas un mot, ou presque, sur la campagne législative. « C'est bien simple, tranche un cheminot, à

la télévision, je zappe les élections. » Même dans un lieu que tout le monde reconnaît « rouge », les esprits sont à la grève, pas à la politique.

Non syndiqué, Marc ne croit plus au poids du bulletin de vote : « Quel que soit le bord politique, les problèmes sociaux passent après les considérations économiques. C'est la Bourse d'abord, les problèmes humains après. » Marc votera, mais « avec beaucoup de difficulté ». « Mascarade ! », renchérit Pierre, trente et un ans, qui contrôle les billets des voyageurs sur les lignes régionales. Il assure que la « grève et le vote aux législatives, tout cela, c'est bien séparé ». « On a goûté au socialisme. On goûte à la droite. La seule certitude, c'est que pour avoir une vie décente il n'y a pas le choix. Il faut faire lo grève. » Pierre dit préférer le dialogue. Apparemment indifférents à ce printemps électoral, les contrôleurs marseillais affirment tout qu'ils iront voter le 25 mai et le 1^{er} juin. Mais ils se moquent d'éventuelles interférences entre la campagne électorale et les mouvements sociaux. Ils se déclarent « prêts à repartir encore plus fort » dans la grève. « Même en plein mois de mai ».

PAS DE « PAILLETES »
Vendredi, le siège provisoire de « Vaugi », devenu QG de campagne, était encore la proie des démenageurs et des ouvriers. Cloisons abattues, meubles déplacés, lignes téléphoniques branchées. Le bureau de Lionel Jospin était agrandi, une salle de presse créée ex nihilo, de même qu'un service « SVP candidats », indispensable pour conseiller et rassurer les nouveaux candidats, particulièrement nombreux (plus de la moitié) et passablement affolés par la brièveté de la campagne.

Dans cette effervescence, pourtant, le PS n'apparaît pas vraiment dépassé. L'expérience des dissolutions de 1981 et de 1988, peut-être. La campagne présidentielle, sans doute. « Ce sont les mêmes équipes,

Dans le ventre de la « Daurade » et dans la ruche de « Vaugi »

AH, LES AFFRES des démenagements. Les cartons, le mobilier, le téléphone, l'attribution des pièces... Un vrai casse-tête. Cinq jours après l'annonce par le président de la République, le 21 avril, de son désir de rénovation de l'Assemblée nationale, les locataires du palais Bourbon s'affairaient encore à l'aménagement de leur pied-à-terre parisien. Pour le RPR et l'UDF, il fallait trouver un toit commun afin de symboliser l'union. Pour le PS, c'était plus simple. Rodés à l'organisation et fidèles à leur manière d'être, les responsables du parti néogaulliste n'ont pas laissé le soin à ceux de la confédération libérale de se faire agents immobiliers. La logistique et l'entendance, c'est eux.

Bien sûr, l'adresse les a un peu fait tiquer : 40, avenue George-V, cela ne sonne pas furieusement « fracture sociale ». Coincé entre un bottier chic qui propose ses créations à plus

de 10 000 francs la paire, et un couturier qui déploie de petites merveilles de soie rose à des prix déliants, le QG de campagne de la majorité s'est installé à deux pas des Champs-Élysées. Trois ou quatre sièges possibles visités en quarante-huit heures, et c'est l'ancienne Daurade qui a été choisie : un restaurant de poisson qui a mis la clef sous la porte. Un bon 600 mètres carrés pour un loyer de 450 000 francs, généreusement avancé par le RPR pour une durée de quarante-cinq jours.

Endroit étonnant ! On se croirait dans le ventre d'un yacht. Plafonds bas, lambris de bois roux, tubulots : le décor taquine la métaphore marine sur deux étages, sans compter les cuisines, évidemment désaffectées. C'est dans une immense salle en rotonde que se réunira, tous les mardis à 11 heures, le comité politique bicéphale de la campagne et, en parallèle, le comité d'organisation. Pour le reste, le QG disposera d'une salle de presse et de seulement six bureaux, dont ceux dévolus à Alain Juppé et à François Léotard seront en réalité occupés par

leurs directeurs de campagne ou leurs adjoints, quand les « patrons » seront retenus sur le terrain.

Tout a été aménagé en un temps record. Il fallait fax et téléphones (qui ne fonctionnaient toujours pas vendredi 25 avril en fin de journée), tables, chaises, ordinateurs, fournitures de bureau, et même un réfrigérateur. Qui croyez-vous qui s'y colla ? Le RPR. Avec l'efficacité d'une grosse machine de guerre.

PROBLÈMES DOMESTIQUES
La fête du logis, ici, s'appelle Philippe Martel. Enarque, proche d'Alain Juppé, il venait tout juste d'être nommé conseiller spécial du président du RPR quand il a reçu pour mission d'organiser le QG. « Ça fait trois nuits qu'on ne dort pas plus de quatre heures », la tâche le ravit. « C'est crevant, une campagne. Si on ne se marre pas un peu, c'est l'horreur ! »

En attendant que la maison prenne vie – lundi –, l'un des sujets d'hilarité est l'extrême discrétion des « amis » et « partenaires » de l'UDF. Les seules affiches sur les murs sont les portraits d'Alain Juppé et de Jean-François Mancel, le secrétaire général du RPR. « Nos amis de l'UDF n'arriveront que lorsque tout sera prêt, comme d'habitude ! », s'amuse un militant du parti chiraquien. « C'est normal : nous, on sait faire. Nous sommes monolithiques, ils sont une confédération. Laissons-leur le temps d'accorder leurs violons entre eux. »

Quand Claude Gosselin, adjoint au maire de Paris et secrétaire général de l'UDF, est venu faire un tour, vendredi matin – « Très joli, a-t-il dit, ça ferait un bel appartement ! », il a bien remarqué l'absence de ses troupes. Quand Bernard Lehideux, Yves Verwilt et Xavier Chénou, qui constituent l'armature technique de l'UDF pour la campagne, sont venus, eux aussi, faire une petite visite, il n'a pas pu leur échapper que le RPR occupait le terrain à lui tout seul. « Ils ont couru plus vite que nous, vous croyez ? », s'amusaient-ils avec une pointe d'ironie.

Le PS n'a pas ces problèmes domestiques. Il lui fallait seulement s'agrandir. Quand il a loué pour six mois, en décembre, quatre étages de bureaux rue de Valenciennes, en at-

tendant la fin de travaux de son siège de la rue de Solferino, il a pris la précaution de choisir un immeuble disposant d'espace vacants. Prudence salutaire. En un tournemain, il a jeté son dévolu sur deux étages (1 000 mètres carrés) supplémentaires.

Vendredi, le siège provisoire de « Vaugi », devenu QG de campagne, était encore la proie des démenageurs et des ouvriers. Cloisons abattues, meubles déplacés, lignes téléphoniques branchées. Le bureau de Lionel Jospin était agrandi, une salle de presse créée ex nihilo, de même qu'un service « SVP candidats », indispensable pour conseiller et rassurer les nouveaux candidats, particulièrement nombreux (plus de la moitié) et passablement affolés par la brièveté de la campagne.

Dans cette effervescence, pourtant, le PS n'apparaît pas vraiment dépassé. L'expérience des dissolutions de 1981 et de 1988, peut-être. La campagne présidentielle, sans doute. « Ce sont les mêmes équipes,

nous sommes rodés, explique Régis Juanico, responsable de la campagne en direction des jeunes. En une semaine, on n'a fait le travail qui nous en avait pris trois ou quatre, il y a deux ans. » L'essentiel du matériel de campagne est prêt à être expédié. Ne manquant, vendredi, qu'un tract et un tabloïd de quatre à huit pages présentant le programme, prévu pour après le 2 mai.

Dans la ruche, les experts en organisation sont au boulot. Pas question de planifier une quinzaine de grandes réunions publiques, comme à la présidentielle. « Au total, on fera deux ou trois grandes réunions publiques, on privilégiera des opérations plus modestes, comme un jour dans une région, les actions de terrain », assure Claude Estier, ancien porte-parole venu renforcer l'équipe de communication. Pas question non plus de faire dans les « paillettes », concerts rock et autres festivités. Les sondages seront eux aussi réduits. Le PS, assure le spécialiste maison, ne fera aucun sondage de circonscription.

Récit du service France

كسبوا من المال

Lutte ouvrière devra affronter des candidats dissidents

M. Jospin maintient sa demande de face-à-face télévisé avec M. Juppé

M. Hue, lui, reste favorable à un débat à quatre

LA POLEMIQUE sur l'organisation éventuelle d'un débat télévisé entre les principaux responsables de la majorité et ceux de l'opposition a été au centre de la campagne électorale, vendredi 25 avril. Le premier secrétaire du Parti socialiste, Lionel Jospin, avait pris l'initiative, dès mardi, de proposer un face-à-face télévisé au premier ministre. Alain Juppé en avait, le même jour, accepté le principe, avant que TF1 ne propose, jeudi, un débat mettant en présence Alain Juppé (RPR), François Léotard (UDF), Lionel Jospin (PS) et Robert Hue (PCF). Les deux premiers donnaient immédiatement leur accord, ainsi que le secrétaire national du Parti communiste.

En revanche, vendredi matin, depuis Toulouse où il fait campagne, Lionel Jospin a dit non au débat à quatre. « Je ne comprends pas pourquoi M. Juppé semble se précipiter sur une formule à quatre dont il ne ressortira pas grand-chose, on le sait bien. Je ne sais pas pourquoi M. Juppé ne veut pas se confronter à moi en tête-à-tête et o besoin d'un second. Si lui préfère le double, moi je joue en simple, mais, en plus, je veux des débats qui soient simples et clairs devant les Français », a-t-il déclaré.

Dans la majorité, on a immédiatement saisi la balle au bond. « M. Jospin a peur d'être confronté à Robert Hue en présence d'Alain Juppé et de François Léotard, car il se serait mis en porte à faux par rapport à son principal allié », affirmait le secrétaire général du RPR, Jean-François Mancel. M. Jospin pourrait être surnommé « Courage

fuons ! », renchérissait Jean-Louis Debré, ministre de l'Intérieur, tandis que Jean-Jacques de Peretti, ministre délégué à l'Outre-mer, l'accusait de fuir et d'« exclure » le Parti communiste et l'UDF du débat.

« RÉACTIONS ÉPIDÉMIQUES » Du côté des communistes, tout en disant ne pas vouloir alimenter la polémique, Pierre Biotin, membre du bureau national, a regretté les « réactions épidermiques » du patron du PS et lui a conseillé de « se ressaisir », avant d'ajouter, faisant allusion à une rencontre, jeudi 24 avril, entre responsables socialistes et représentants communistes destinée à préparer le sommet Hue-Jospin du mardi 29 avril : « Je n'olme pas qu'on me dise le jeudi que l'on joue en double, et le vendredi que l'on préfère le simple. » Il a ajouté que Robert Hue « maintient sa réponse » favorable à un débat à quatre le 20 mai.

Claude Estier, un des porte-parole de Lionel Jospin, n'a pas tardé à répliquer. « MM. Mancel, Debré, de Peretti sont bien mal venus de prétendre que Lionel Jospin fuit le débat, alors que c'est lui-même qui, le premier, a proposé de débattre avec Alain Juppé comme les différentes chaînes de télévision en expriment le souhait », a-t-il déclaré, ajoutant que M. Jospin « est évidemment toujours disposé à une confrontation avec Alain Juppé ». Quant au Front national, il a demandé à TF1 et au CSA que son président, Jean-Marie Le Pen, participe également au débat télévisé.

Christine Chauvet évite de faire jouer sa spécificité « madeliniste »

L'ancienne « juppette » évincée du gouvernement en novembre 1995 se présente à Villeneuve-Saint-Georges

« Permettez-moi, madame, de vous dire que c'est là que se gagne une campagne. » En supplantant courtis, le maire (UDF-PR) de Villeneuve-

Saint-Georges a désigné gravement à Christine Chauvet, candidate de la majorité dans la 3^e circonscription du Val-de-Marne, vingt mètres d'ar-

tère commerçante. L'ex-« juppette », n'a pas souri. C'était vendredi 25 avril. Elle découvrait son terrain de campagne.

PORTRAIT

Elle convoite le siège détenu depuis 1986 par M. Schwartzberg

comme il se doit, a virtuellement fait plusieurs tours de péripétrique avant d'être investie par la majorité. C'est finalement le siège détenu depuis mars 1986 par le radical de gauche, Roger-Gérard Schwartzberg, ancien maire de Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), qu'elle disputera. Mercredi, l'affaire était actée. « A 10 heures, j'étais à une réunion d'Iddes-Action [le mouvement d'Alain Madelin]. Hervé Novelli m'a tapé sur l'épaule et m'a dit : "Tu sais qu'on a bossé pour toi toute la nuit !" J'ai su que j'étais investie », raconte-t-elle. Prendre les

choses comme elles viennent... M^{me} Chauvet s'en est fait une maxime il y a un an et demi. Secrétaire d'Etat au commerce extérieur d'Alain Juppé, elle est convoquée à Matignon, où le premier ministre la félicite pour son travail. Une semaine plus tard, elle est remerciée. « Je suis victime du ballondurisme omnibot », se serait, en substance, excusé M. Juppé.

Directeur général au Centre français du commerce extérieur depuis, M^{me} Chauvet était, mardi 22, à Madrid, la veille à Tunis. Il a donc fallu s'y mettre. Vite. Depuis mercredi, c'est la bousculade. Le directeur de cabinet de Corinne Lepage, ministre de l'environnement, voulait l'investiture. « Il assiege encore Patrick Stefanini et Jean-François Mancel [les deux dirigeants du RPR]. Il se réclame du RPR, mais ne l'est pas », assure M^{me} Chauvet, tout en multipliant les coups de fil de précaution au parti néogaulliste. L'apparence reste sans chichis, mais le fen couve. « Ce monsieur devrait faire attention. Tout le monde s'en souviendra », lâche-t-elle.

Le directeur de cabinet est une contrariété. La pluie fine qui tombe sur le Val-de-Marne est une plaie, interdisant d'engranger les photos du journal de campagne. Et puis, il y a le lot de petits tracés. Le local de permanence, un magasin de chaussures dont la façade proclame la liquidation totale - « Il faudra veiller à retirer la pancarte », a précisé M^{me} Chauvet -, a été choisi par l'équipe du maire de Villeneuve-Saint-Georges. Le rideau de fer ne s'ouvre plus. Le maire donne un coup de main. Une collaboratrice s'y met. Cette fois, c'est la clé qui est coincée. « On verra cela un autre jour », décide sagement l'équipe municipale.

Le plan de bataille s'ébauche. Pas question de faire jouer la spécificité madeliniste. « Je suis candidate unique de la majorité », explique M^{me} Chauvet. « Alain » devrait quand même tenir une réunion publique, comme Charles Pasqua. Il faut tout enregistrer : la future à organiser avec les pêcheurs de la Yerres, les horticulteurs à rencontrer - « est-ce

qu'ils exportent ? », le tournoi de boxe thaïe annoncé par affiche. Le thème de la campagne sera l'emploi : « Qui, M. Schwartzberg a fait venir dans la zone industrielle ? » Le fils de Didier Barilani, installé dans une commune voisine, vient proposer ses services.

Il y a l'électorat chic des communes résidentielles autour de Villecresnes qu'il faut verrouiller, les classes moyennes de Villeneuve-Saint-Georges, l'ancienne cité cheminote, qu'il faut convaincre. « A Paris, on me dit : "Villeneuve, c'est l'horreur. Il y a Orly à côté, la gare de triage, la RN 6 qui traverse la ville..." En fait, c'est diversifié. » M^{me} Chauvet est plutôt soulagée. Cette fois, estime-t-elle, c'est « jouable ». A quarante-huit ans, si elle l'emporte, ce sera sa première expérience de député. Jadis, Michel d'Ornano lui avait dévolu Saint-Ouen (Seine-Saint-Denis). Ce ne fut rien d'autre qu'un galop d'essai.

Caroline Monnot

DÉPÊCHES

■ DROITE : Philippe de Villiers, président du Mouvement pour la France (MPF), et Olivier d'Ormesson, président du CNIP, alliés pour les élections législatives, ont annoncé, vendredi 25 avril, qu'ils « feront tout, entre les deux tours, pour faire barrage aux socialistes ». M. de Villiers avait indiqué, ces derniers jours, qu'il « ne se voyait pas appeler à voter au second tour pour ce qu'est devenue la majorité » (Le Monde du 22 avril).

■ MATIGNON : pour François Léotard, Jacques Chirac ne choisira son prochain premier ministre qu'après avoir « entendu les Français ». « Il ne faut pas laisser entendre qu'il y a une décision courageuse et difficile - la dissolution - ne correspondrait, ensuite, aucun événement », affirme le président de l'UDF dans un entretien au Figaro du samedi 26 avril. « Le président est totalement libre de son choix. Il est d'autant plus libre qu'il y a beaucoup de personnalités au sein de la majorité », ajoute-t-il.

■ DISSOLUTION : dans un entretien au Parisien du 25 avril, Denis Tillinac, proche de Jacques Chirac, applaudit à la dissolution : « La majorité de 1993 était celle du rejet des socialistes (...). En deux ans, rien ne s'est passé, Jacques Chirac et Alain Juppé n'ont rien pu faire », estime-t-il. Il recommande à la majorité de ne « pas sous-estimer » Lionel Jospin, « quelqu'un de très valable », qui a compris « le risque mortel d'un euro à tout prix ». Il « souhaite que Philippe Séguin s'implique très fortement, et très rapidement, dans la campagne ».

■ BAS-RHIN : Catherine Trautmann, maire (PS) de Strasbourg, a annoncé, vendredi 25 avril, sa candidature aux élections législatives dans la 1^{re} circonscription du Bas-Rhin, dont le député sortant est Harry Lapp (UDF-PR).

■ INDRE-ET-LOIRE : Michèle Beuzelin, conseillère générale RPR d'Indre-et-Loire, a confirmé, vendredi 25 avril, sa candidature à Tours dans la 1^{re} circonscription d'Indre-et-Loire face à Renaud Donnedieu de Vabres (UDF-PR), directeur de cabinet de François Léotard à l'UDF et officiellement investi par la majorité. Jean Royer, député sortant divers droite, ne se représente pas.

■ HAUTE-CORSE : Pierre Pasquini (RPR), ministre délégué aux anciens combattants et victimes de guerre, candidat dans la 2^e circonscription de Haute-Corse sans l'investiture officielle de la majorité en raison de son âge (soixante-quinze ans), a reçu des lettres de soutien de Jean-François Mancel, secrétaire général du RPR, et de François Léotard, président de l'UDF.

■ CORREZE : Jean Charbonnel, ancien ministre et ancien député gaulliste, a annoncé, vendredi 25 avril, sa candidature dans la 2^e circonscription de Corrèze, où la majorité a réinvesti le député RPR sortant, Bernard Murat.

■ PYRÉNÉES-ORIENTALES : Jean-Paul Alduy, maire (UDF-FD) de Perpignan, a annoncé, vendredi 25 avril, qu'il était candidat dans la 1^{re} circonscription des Pyrénées-Orientales, où la majorité a investi le député sortant RPR Claude Barate. Les deux hommes s'étaient déjà affrontés lors des législatives de 1993. M. Barate avait alors devancé au premier tour M. Alduy.

■ HAUT-RHIN : le président du Mouvement écologiste indépendant (MEI), Antoine Waechter, sera candidat dans la circonscription de Thann-Altkirch (Haut-Rhin), détenue par le RPR Jean-Luc Reitzer. Ancien responsable des Verts, Antoine Waechter a fondé en 1994 le MEI, qui revendique 1100 adhérents.

■ GARD : alors que l'UDF et le RPR avaient décidé que la 3^e circonscription du Gard serait le théâtre d'une primaire officielle, l'un des deux candidats investis, Jean-Luc Chapon, maire UDF-PR d'Uzès, a décidé, vendredi 25 avril, de se retirer au profit de Jean-Marc Roubaud, maire RPR de Villeneuve-lès-Avignon. Mais Gilbert Baumet, élu en 1993 comme divers gauche, et rallié à la majorité, a annoncé sa candidature.

■ MÉDECINS : Pierre Maître, président de la Coordination nationale des médecins, a annoncé, vendredi 25 avril, que son organisation avait « la ferme intention » de présenter une vingtaine de candidats aux élections législatives pour « protester contre la méthode Juppé ». « Nous donnerons probablement comme consigne de s'abstenir ou de s'opposer systématiquement à tous ceux qui ont soutenu la politique actuelle », a ajouté M. Maître.

Nouvelle grille
Nouvelle présentation
Nouvel esprit

Euronews, la première chaîne européenne d'information est reçue dans plus de 60 millions de foyers.

euronews

EURONEWS - BP 161 - 69131 LYON-ECULLY Cedex - FRANCE - Tel : +33 / 4 72 18 80 00 - Fax : +33 / 4 72 18 93 71

JUSTICE Gilles Ménage, ancien directeur du cabinet de François Mitterrand, a affirmé, vendredi 25 avril devant le juge d'instruction Jean-Paul Valat, que l'ancien pré-

sident de la République avait directement ordonné le placement sur écoute, d'avril 1985 à mars 1986, de notre collaborateur Edwy Plenel. ● LES EXPLICATIONS avancées par

M. Ménage - la publication par *Le Monde* d'une enquête sur les services d'espionnage soviétiques - se heurtent aux éléments contenus dans le dossier de M. Valat. Aucune

des transcriptions d'écoutes recueillies par la cellule de l'Elysée ne porte sur cette affaire d'espionnage. ● POUR YVES BONNET, directeur de la DST de 1982 à juillet 1985,

« ce que dit Gilles Ménage n'est pas vrai ». « Edwy Plenel a été écouté, mais certainement pas pour cette raison, a-t-il déclaré au Monde. Il l'était bien avant avril 1985. »

M. Ménage désigne François Mitterrand comme l'instigateur des écoutes

Interrogé vendredi 25 avril par le juge Valat, l'ex-directeur du cabinet a expliqué que l'ancien président de la République avait ordonné le placement sur écoute de notre collaborateur Edwy Plenel. Les motifs avancés sont démentis par plusieurs éléments du dossier d'instruction

L'ORDRE est bel et bien venu d'en haut. Du mois d'avril 1985 au mois de mars 1986, c'est sur l'ordre exprès de François Mitterrand que le journaliste du *Monde* Edwy Plenel a été mis sur écoutes téléphoniques par l'ancienne cellule antiterroriste de l'Elysée. Vendredi 25 avril, plus de quatre ans après la révélation de l'existence des écoutes perpétrées par les hommes du préfet Christian Prouteau, ce qui était déjà bien plus qu'un soupçon a été clairement affirmé, face au juge d'instruction Jean-Paul Valat, par celui qui fut le directeur du cabinet de l'ancien chef de l'Etat, Gilles Ménage.

« C'est le président de la République, François Mitterrand, qui a souhaité que cette écoute soit réalisée », a déclaré M. Ménage sur procès-verbal, précisant que, lorsque cette décision avait été prise, lui-même se trouvait en voyage en Jordanie. « Le président de la République ne m'a pas dit, a-t-il précisé, qu'il avait décidé de faire mettre Edwy Plenel sur écoute, mais, quelques jours après, Christian Prouteau est venu dans mon bureau me dire que le président souhaitait qu'Edwy Plenel soit écouté. »

AUCUNE AMBIGUÏTÉ

Soucieux d'obtenir la confirmation précise de cet aveu, le juge Valat a explicitement demandé à l'ancien conseiller de François Mitterrand si ce dernier lui avait bien dit avoir demandé les surveillances effectuées sur la ligne de notre collaborateur. « Il ne me l'a jamais confirmé formellement », répondit M. Ménage, mais compte tenu de la densité des notes qu'il a reçues, surtout à partir de fin août 1985, faisant état des renseignements

obtenus par l'écoute d'Edwy Plenel, il n'y a jamais eu d'ambiguïté sur le fait que l'écoute qu'il avait demandée à Christian Prouteau continuait à tourner. »

A en croire M. Ménage, qui a tardivement décidé de s'affranchir du « secret-défense », en dépit de l'avis contraire du premier ministre, Alain Juppé (*Le Monde* du 12 avril), la justification de l'espionnage dont fut victime le journaliste du *Monde*, se trouvait dans la publication, sous sa signature, de deux articles dévoilant, les 30 mars et 2 avril 1985, le fonctionnement d'un réseau d'espionnage soviétique en France et le contenu d'un document rédigé en 1980 par la commission pour l'industrie militaire soviétique. Cette affaire d'espionnage, datant de plus tard qu'elle était baptisée « Farewell » - du nom de code attribué à la « taupe » qui informait les services français - avait entraîné l'expulsion de quarante-sept diplomates soviétiques, en 1983.

« Le président a considéré que les révélations intempestives du *Monde* étaient de nature à nuire aux relations diplomatiques de la France avec l'URSS », a soutenu M. Ménage. [...] Il s'est demandé si ces révélations, via la DST [direction de la surveillance du territoire] et le *Monde*, n'étaient pas divulguées par un pays du clan occidental. »

« J'aurais donc été placé sur écoute pour avoir, par mon travail de journaliste, révélé les agissements de l'Union soviétique en France. C'est un compliment professionnel », a pour sa part déclaré Edwy Plenel, qualifiant les justifications de l'ancien directeur du cabinet présidentiel de « roman-feuilleton » et d'« écran de fumée ». Outre qu'elles suscitent

l'incrédulité du préfet Yves Bonnet, alors responsable de la DST et aujourd'hui député (UDF) de la Manche (lire page 9), les explications de M. Ménage se heurtent à l'ensemble des éléments contenus dans le dossier de M. Valat.

TRAFFIC D'ARMES

Aucune des transcriptions d'écoutes détenues par le juge et retraçant les conversations d'Edwy Plenel ne porte en effet sur l'affaire

L'enquête du « Monde » des 30 mars et 2 avril 1985

Le 30 mars et le 2 avril 1985, *Le Monde* publiait une enquête sur le fonctionnement des services d'espionnage soviétiques en France. Elle révélait le contenu d'un document confidentiel établi en 1980 par la VPK, la commission pour l'industrie militaire soviétique. Ce rapport détaillait les activités d'espionnage dans les pays occidentaux. Il dressait notamment le bilan des renseignements scientifiques et technologiques obtenus à l'étranger, en 1979, pour la modernisation de l'industrie aéronautique de l'URSS. Selon *Le Monde*, la connaissance du fonctionnement de la VPK était, pour une grande part, à l'origine du brusque rappel, en 1983, à la demande du gouvernement français, de quarante-sept diplomates soviétiques résidant à Paris. L'opération fut baptisée « Farewell » - nom de code de la « taupe » qui informait les services français de ces activités - n'était pas explicitement évoquée dans cette enquête. Aucune information concernant son déroulement et ses protagonistes n'était fournie.

« Farewell », pas plus que la demande de « branchement » adressée au GIC (groupe interministériel de contrôle) par la cellule ne visait, à l'époque, un motif faisant référence à cette affaire d'espionnage. Extraite du fichier informatisé baptisé « Hermès », - contenu dans l'une des disquettes remises anonymement au juge le 14 février 1995 -, la demande formulée à l'encontre de notre collaborateur, le 16 avril 1985, sous le nom de code « Benet », mention-

naît bien, à la rubrique « demandeur » le nom de Christian Prouteau, mais ne comportait, au titre du « motif », que l'inscription : « trafic d'armes » (*Le Monde* daté 19-20 février 1995).

Rien ne permet en outre d'expliquer, si la version de M. Ménage est exacte, pourquoi la cellule de l'Elysée fut chargée par le chef de l'Etat d'une tâche qui aurait normalement dû incomber au service de contre-espionnage, la DST, et dont

d'ailleurs déclaré de manière générale, vendredi soir 25 avril, sur la chaîne de télévision LCI.

M. Ménage a également dû reconnaître devant le juge que si le « branchement » avait visé le journaliste du *Monde* avait été renouvelé, le 9 octobre 1985 - ainsi que l'atteste le fichier Hermès -, c'était en raison de ses enquêtes sur le sabotage du *Rainbow Warrior*, le navire de Greenpeace, par les services secrets français. Faisant allusion à des « problèmes » politiques, diplomatiques et internes à la DGSE, M. Ménage a déclaré à ce propos : « Je ne sais pas si ces problèmes auraient justifié un branchement si l'écoute n'avait pas tourné avant, mais toujours est-il que, l'écoute fonctionnant, il est apparu que l'affaire Greenpeace justifiait la poursuite de l'écoute. » Il a en outre précisé avoir « rédigé des notes au président sur l'affaire Greenpeace dans lesquelles [il] faisais état des renseignements obtenus de source technique sur [Edwy] Plenel ».

Au cours du même interrogatoire, M. Ménage a enfin prétendu qu'une fois atténués les effets de l'affaire Greenpeace, les interceptions pratiquées sur la ligne téléphonique de notre collaborateur auraient fait apparaître, au début de 1986, « des contacts entourés d'un certain mystère » entre le journaliste et certains de ses interlocuteurs, relatifs à la situation en Nouvelle-Calédonie. L'ancien collaborateur de M. Mitterrand va jusqu'à invoquer, à ce sujet, la menace d'une « possible opération de déstabilisation médiatique ».

M. Ménage a par ailleurs soutenu que ces écoutes ne pouvaient avoir été effectuées à l'insu du ministre de la Défense ni surtout du respon-

sable du GIC, siège des écoutes administratives, le général Charroy. Ce dernier, assure M. Ménage, « compte tenu de la masse de production de l'écoute de Plenel [...], ne pouvait pas ignorer qu'Edwy Plenel était écouté » et aurait donc dû « alerter son autorité de tutelle, en l'occurrence le premier ministre ou son cabinet ».

Questionné au mois de juin 1995 par le juge Valat, les généraux Marc Allamand et François Fresnel, chefs successifs du bureau réservé du cabinet du ministre de la Défense, avaient relaté les circonstances dans lesquelles ils avaient été conduits à s'inquiéter des « dérives » de la cellule en matière d'écoutes téléphoniques, précisant qu'ils s'étaient alors heurtés au soutien inconditionnel apporté aux gendarmes de l'Elysée par leur ministre, Charles Hernu (*Le Monde* du 15 mars 1996). Toujours actuellement en poste à la tête du GIC, le général Charroy n'a jamais été interrogé, lui, par le juge Valat.

Dans une note adressée au chef de l'Etat le 6 novembre 1985 - et retrouvée dans ses archives, découvertes dans un box de garage à Plaisir (Yvelines), le 19 février -, le chef de la cellule, Christian Prouteau, présentait cet officier supérieur comme « acquis » au président Mitterrand. Relevant que « M. Charroy n'a jamais fait de remarque quant à un défaut de contrôle de la production », Gilles Ménage en a conclu que « cela démontre que c'est l'ensemble de l'appareil d'Etat qui était au courant et que la cellule n'a pas travaillé dans son coin en secret ».

Hervé Gattegno et Erich Inciyan

Le pamphlet de Jean-Edern Hallier et les voyages d'Antoine Comte

AUTRE CIBLE privilégiée des écoutes élyséennes, Jean-Edern Hallier, décédé le 12 janvier, aurait été, selon Gilles Ménage, « également écouté par d'autres services ». Mais, devant le juge Valat, l'ancien directeur du cabinet de François Mitterrand, a justifié les attentions de la cellule - responsable, selon lui, de « l'essentiel des écoutes » de l'Elysée - à l'égard de l'écrivain polémiste non seulement à cause de sa volonté de publier un pamphlet dévoilant l'existence de Mazarine, la fille cachée du chef de l'Etat, mais aussi parce qu'il aurait représenté « un danger réel et une source permanente de chantage », voire « un risque pour le président ».

Au détour de ses explications sur ce point, M. Ménage a glissé une critique implicite de l'attitude de Christian Prouteau, qui a toujours nié avoir demandé le « branchement » de M. Hallier. « Ce n'est pas moi qui avais en charge mais Prouteau, a-t-il déclaré. Je pense qu'il y a eu plusieurs canaux et que des gens ont dû devancer les désirs qu'ils portaient au président de la République... »

Pour expliquer la mise sur écoute de l'avocat Antoine Comte, défenseur des Irlandais de Vincennes, interpellés en 1982 au terme d'un montage organisé par

l'ex-capitaine Paul Banil, qui travaillait alors pour la cellule, M. Ménage a par ailleurs assuré que « les raisons que Christian Prouteau [lui avait] données [...] étaient ses nombreux voyages en Irlande, son voyage à Beyrouth et, plus généralement, sa proximité avec les milieux engagés dans les actions violentes ».

Sans souhaiter répondre à des « inepties », qui, selon lui, « témoignent d'une conception policière de la vie démocratique », M. Comte a simplement indiqué au *Monde* s'être effectivement rendu à Belfast, les 3 et 4 août 1981, pour s'adresser au tribunal international d'enquête sur les morts et les blessures graves provoquées par les « plastic bullets » en Irlande du Nord, et au Proche-Orient, en 1982, pour la commission internationale d'enquête sur la situation des prisonniers irlandais et palestiniens disparus, dont les travaux avaient été consignés dans un rapport officiel. M. Ménage a en tout cas assuré que les écoutes ayant visé l'avocat « avaient fait l'objet de débats entre l'Elysée et Mitterrand », ce qui laisse entendre que les plus hautes autorités gouvernementales en furent informées.

H. G. et E. In.

« C'est l'ensemble de l'appareil d'Etat qui était au courant »

VOICI les principaux extraits des déclarations faites par Gilles Ménage, directeur adjoint (1982-1985), puis directeur (1985-1992) du cabinet de François Mitterrand, devant le juge d'instruction Jean-Paul Valat, vendredi 25 avril.



« Edwy Plenel a été écouté », à la demande de la cellule (antiterroriste de l'Elysée), du 16 avril 1985 jusqu'au changement de gouvernement en mars 1986 [...]. C'est le président de la République François Mitterrand qui a souhaité que cette écoute soit réalisée, et ce à la suite de la publication d'articles dans *Le Monde* du 30 mars 1985 et du 2 avril 1985 signés Edwy Plenel et concernant l'affaire de contre-espionnage ayant abouti à l'expulsion, le 5 avril 1983, de quarante-sept diplomates soviétiques, affaire connue, par la suite, sous le nom de code « Farewell ». [...] Le président de la République a considéré que les révélations intempestives du *Monde* étaient de nature à nuire aux relations diplomatiques de la France avec l'URSS, d'autant que l'affaire était ultra-secrète à l'époque, et que le président de la République venait de rencontrer Gorbatchev, pour la première fois, une quinzaine de jours auparavant. [...]

« Au cours de l'entretien que j'ai eu avec le président de la République, il m'a signifié qu'il avait décidé de remplacer le directeur de la DST [Yves Bonnet], ce qui finalement est intervenu fin juillet. Le président de la République ne m'a pas dit, à ce moment-là, qu'il avait décidé de faire mettre Edwy Plenel sur écoutes, mais, quelques jours après, Christian Prouteau est venu dans mon bureau me dire que le président souhaitait qu'Edwy Plenel soit écouté [...]. »

C'est l'affaire Greenpeace qui a justifié la suite de l'écoute. Cette affaire posait quatre problèmes : un problème politique, un pro-

blème de relations diplomatiques, un problème de ruse en cause de l'insécurité militaire, et un problème de sécurité des agents de la DGSE. Ce dernier problème sera particulièrement fort à partir du moment où l'existence de la troisième équipe sera révélée. Je pense que ces problèmes justifiaient la poursuite de l'écoute de Plenel. Je ne sais pas si ces problèmes auraient justifié un branchement si l'écoute n'avait pas tourné avant, mais toujours est-il que, l'écoute fonctionnant, il est apparu que l'affaire Greenpeace justifiait la poursuite de l'écoute [...]. »

« J'ai, à l'époque, rédigé des notes au président de la République sur l'affaire Greenpeace, dans lesquelles je faisais état des renseignements obtenus de source technique sur Plenel. [...] Compte tenu de la densité des notes qu'il a reçues surtout à partir de fin août 1985, faisant état de renseignements obtenus par l'écoute d'Edwy Plenel, il n'y a jamais eu d'ambiguïté sur le fait que l'écoute qu'il avait demandée à Christian Prouteau continuait de tourner. »

« En octobre 1985, la crise politique liée à l'affaire Greenpeace était terminée, mais l'affaire elle-même n'était pas terminée, ni sur le plan intérieur, ni sur le plan diplomatique, ni sur le plan judiciaire, les Turenne passant en jugement à la première audience le 4 novembre. [...] Je voudrais préciser que, de mon point de vue, ce n'est pas l'affaire des Irlandais qui a motivé la prolongation de l'écoute de Plenel. Ces derniers éléments sont apparus après le renouvellement de l'écoute. »

« En ce qui concerne la procédure, puisqu'elle a été suivie normalement, il est impossible que le GIC [groupe interministériel de contrôle], le ministre de la Défense, et le cabinet du premier ministre n'aient pas été au courant de l'écoute de Plenel [...]. Compte tenu de la masse de la production de l'écoute de Plenel, le général Charroy [commandant le GIC] ne pouvait pas ignorer qu'Edwy Plenel

était écouté [...]. Le général Charroy, s'il n'avait pas été mis au courant dès le départ de l'écoute d'un journaliste, aurait dû au vu de la production alerter son autorité de tutelle, le premier ministre ou son cabinet. Cela vous démontre que c'est l'ensemble de l'appareil d'Etat qui était au courant, et que la cellule n'a pas travaillé dans son coin en secret. »

« Jean-Edern Hallier a été écouté par la cellule, mais il a été également écouté par d'autres services. Je crois que la DPSD [Direction de la protection de la sécurité militaire] l'a écouté à un moment : en 1983, 1984, me semble-t-il. [...] Ce n'est pas moi qui avais ce dossier en charge, mais Prouteau. [...] Il y a eu deux phases en ce qui concerne Jean-Edern Hallier. La première phase était celle de la publication du pamphlet, et la deuxième était celle de la perquisition de l'*Idiot international* au la recherche d'un autre support de presse. [...] L'essentiel des écoutes de Jean-Edern Hallier a été fait par la cellule. [...] Il constituait un danger réel et une source permanente de chantage. »

« Antoine Comte, je ne comprenais pas son activisme, et c'est pourquoi j'ai écrit à Christian Prouteau qu'il fallait s'occuper de lui. Je souhaitais que l'on comprenne ce qui le motivait. Christian Prouteau m'a alors dit qu'Antoine Comte était déjà sur écoutes. Les raisons que Christian Prouteau m'a données pour justifier l'écoute étaient les nombreux voyages d'Antoine Comte en Irlande, son voyage à Beyrouth, et plus généralement sa proximité avec les milieux engagés dans les actions violentes. Christian Prouteau m'a également indiqué que d'autres services s'étaient intéressés à Antoine Comte assez récemment après l'arrestation des Irlandais. Il était patent que Mitterrand était informé de cette écoute. [...] En ce qui concerne les autres écoutes pouvant être liées à l'affaire des Irlandais, je n'ai pas d'information. »

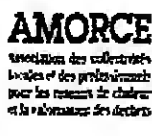
Nantes les 7, 8 et 9 juin - Cité des Congrès

Journées Internationales sur les Collectes Sélectives et la Gestion des Déchets

Renseignements - Inscriptions

Institut Bruxellois de Gestion de l'Environnement
Guldelle 100 - 1200 Bruxelles - Tél. : 00 32 2 775 76 02

District de l'Agglomération Nantaise
Tour Bretagne BP 54702
44047 - Nantes Cedex 1 - Tél. : 02 40 99 48 48



Association des Collecteurs
des Déchets et des Préparateurs
pour la Réduction des Déchets

avec le soutien de la Commission Européenne

1500 de 1500



« L'Elysée n'écoute rien ! » affirmait, en 1993, l'ancien chef de l'Etat

● **Mal 1970** : l'Assemblée nationale débat d'un projet « renforçant les garanties des droits individuels ». François Mitterrand, alors député de la Nièvre, reconnaît que « l'écoute téléphonique peut être considérée comme licite » mais il assure qu'il y a des « abus » qu'il qualifie de « grands scandales ». Il ajoute : « On sait bien que des préfets de police, dépassant de loin les instructions gouvernementales, ont accumulé ces écoutes policières. [...] Alors qui nous garantira contre cela ? [...] Il faudra qu'un jour ou l'autre [...] existe une instance composée de magistrats de l'ordre administratif et judiciaire ou de toutes autres personnes qualifiées à cet effet et qui [...] décidera, tranchera, et, le cas échéant, frappera tout homme politique responsable qui se sera rendu coupable à l'égard de la vie privée des citoyens des violences que je dénonce. »

● **Décembre 1973** : une équipe de la DST (direction de la surveillance du territoire) est surprise en train de poser des micros dans les bureaux du Canard enchaîné. François Mitterrand, devenu premier secrétaire du Parti socialiste, écrit dans L'Unité, l'hédomadaire de cette formation, en parlant du ministre de l'intérieur de l'époque : « Quoi qu'il fasse, quoi qu'il dise désormais, M. Marcelin est disqualifié. Il est mort publiquement. » Pierre Messmer, alors premier ministre, l'ayant accusé d'avoir été « le champion des écoutes téléphoniques » du temps, en 1954, où il était ministre de l'intérieur, François Mitterrand rend publique une directive qu'il avait envoyée au directeur général de la sûreté nationale et dans laquelle il écrivait notamment : « Il ne peut donc être envisagé aucune écoute à caractère purement politique et qui porterait sur des personnalités dont les activités ne sont pas contraires à la législation de droit commun ou à la sûreté intérieure ou extérieure de l'Etat. »

● **Juin 1981** : Gaston Defferre, ministre de l'intérieur, publie dans Le Monde une tribune ainsi titrée : « En finir pour toujours avec les écoutes ». Il écrit notamment : « Il est, en effet inod-

missible, sous prétexte que l'on dispose de l'appareil d'Etat, de s'arranger le droit de faire intrusion dans la vie privée de ses compatriotes et de se livrer à un véritable espionnage domestique. [...] Et même s'il ne s'agissait que d'une sorte de voyeurisme, de curiosité malsaine, de perversion mentale, ce serait intolérable. »

● **Avril 1993** : à la veille des élections législatives, deux journalistes belges de la RTBF interrogent François Mitterrand sur les écoutes téléphoniques de la cellule de l'Elysée, révélées deux mois plus tôt par Libération. « L'Elysée n'écoute rien ! », répond sèchement le président de la République. Il n'y a pas de système d'écoute ici. [...] Moi, personnellement, je n'en ai jamais eu une seule. » Les journalistes ayant l'audace d'insister, François Mitterrand perd son calme, avant de mettre brutalement fin à l'entretien : « Si j'avais su qu'on allait tomber dans ces bas-fonds, je n'aurais pas accepté l'interview. »

● **Mars 1995** : avant de quitter l'Elysée, François Mitterrand accorde un entretien au Figaro. Interrogé sur les écoutes de la cellule, il répond : « On oublie qu'elles eurent lieu au moment où il fallait lutter contre un terrorisme implacable. S'il y eut des manquements, je ne les couvre pas. »

Pour Yves Bonnet, ex-directeur de la DST, « ce que dit Gilles Ménage n'est pas vrai »

« L'EXPLICATION de M. Ménage est un peu étrange, a déclaré au Monde, vendredi 25 avril, Yves Bonnet, directeur de la DST (direction de la surveillance du territoire) du 10 novembre 1982 au 31 juillet 1985, aujourd'hui député (UDF) de la Manche. Effectivement, j'ai communiqué au Monde, en accord avec le cabinet de Pierre Joxe [à l'époque ministre de l'intérieur], un certain nombre d'éléments qui n'étaient pas classifiés « très secrets ». On a donné à Edwy Plenel un ou deux fac-similés qui ne mettaient en jeu la vie de personne. Il s'agissait pour nous de maintenir une pression psychologique sur les Soviétiques afin de diminuer leur ardeur au travail. Un avertissement que nous souhaitons leur faire parvenir en quelque sorte. »

Si M. Ménage était logique avec lui-même, il fallait à l'époque - puisque selon lui cette affaire était d'une gravité extrême - engager une procédure contre moi, mettre fin à mes fonctions au lieu de me nommer préfet du Finistère. Edwy Plenel a été écouté, mais certainement pas pour cette raison. Il était bien avant avril 1985, mais certainement pas par les services du ministère de l'intérieur. C'étaient les zozos de la cellule qui

l'écoulaient, à mon avis sur le contingent de la DGSE. »

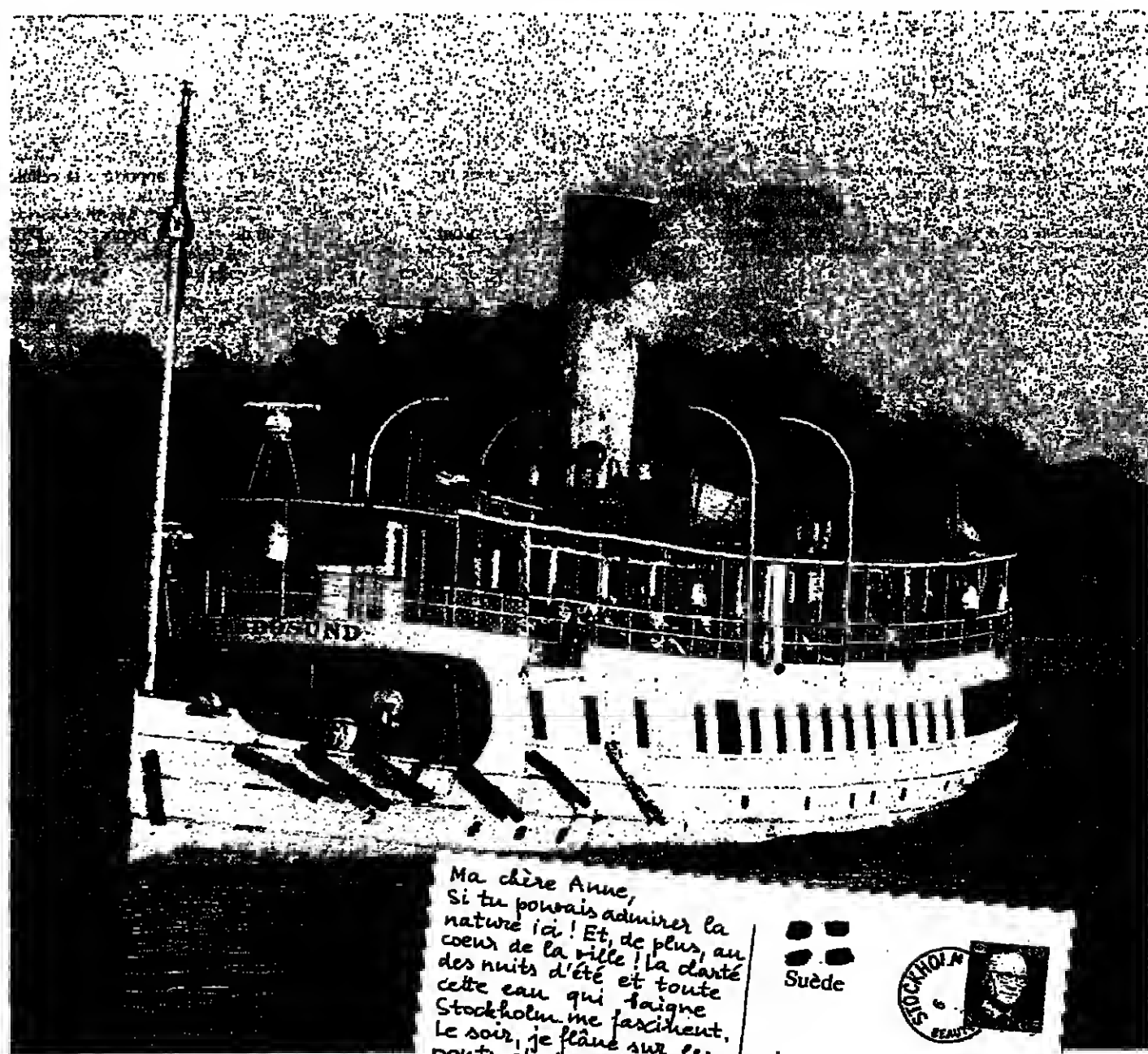
Je voudrais ajouter ceci : en octobre 1987, lorsque j'étais préfet de la Guadeloupe, j'ai accueilli François Mitterrand à l'aéroport de Pointe-à-Pitre à son retour d'un voyage en Amérique latine. Il m'a pris à part un court moment, avant de remonter dans le Concorde et il m'a dit : « J'ai beaucoup apprécié ce que vous avez fait. Et j'ai regretté votre départ. Mais vous devez comprendre que je ne pouvais pas faire autrement. » Je vous donne ma parole d'honneur qu'il s'agit des termes exacts prononcés par le président de la République.

pris la défense de François Mitterrand lorsque Paul Barril et Jacques Vergès l'ont accusé d'avoir voulu faire assassiner Vergès. »

S'agissant enfin des écoutes d'Edwy Plenel évoquées par Gilles Ménage, j'affirme catégoriquement qu'elles n'ont pas été demandées par la DST. Pour la bonne et simple raison qu'Edwy Plenel ne nous semblait pas mettre en péril la sûreté du territoire. Elles ne nous ont d'ailleurs jamais été communiquées. »

Propos recueillis par Franck Nouchi

Envoyez votre prochaine carte postale de Stockholm.



Ma chère Anne,
Si tu pouvais admirer la nature ici ! Et, de plus, au cœur de la ville ! La clarté des nuits d'été et toute cette eau qui baigne Stockholm me fascinent. Le soir, je flâne sur les ponts et, dans la journée, je fais de la voile. Je t'écrit à bord d'un petit bateau de retour d'une représentation théâtrale au château de Gripsholm. Vu d'ici, Stockholm semble un merveilleux décor posé sur l'horizon. Je t'embrasse.
Gabrielle

Suède
Madame
Anne Lahorie
18, rue Mesnil
F-75116 PARIS
France

La durée du vol jusqu'à Stockholm est d'environ 2 heures sans escale. Choisissez parmi les nombreuses forfaits la formule qui vous convient le mieux. Pour en savoir plus, contactez l'Office Suédois du Tourisme, tél. 01 53 43 26 27, fax 01 53 43 26 24, ou votre agent de voyages, ou informez-vous par Minitel 3615 FLY SAS (2-23 Eurom). Que diriez-vous d'envoyer quelques cartes postales de Stockholm ?

Les misérables

L'AFFAIRE - misérable - des écoutes téléphoniques concerne chaque conscience citoyenne. Elle est avant toute autre considération une violence faite à des femmes et des hommes qui ont - ou devraient avoir - le droit élémentaire de vivre libres, à l'abri des yeux et des oreilles du pouvoir. Dans un pays où l'Etat est puissant, où la présidence de la République l'est davantage encore, comment ne pas être indigné par la révélation qu'il existait, au bénéfice du chef de l'Etat, un véritable « cabinet noir » préoccupé d'espionner la vie privée de citoyens considérés comme « cibles », parce qu'ils dérangeaient le confort du Prince.

On ne manquera pas de nous objecter que nous sommes, dans cette affaire, juges et parties, donc suspects ! Elémentaire, mon cher Ménage : à force de vouloir « investiguer », bref de nous mêler de ce qui, selon le pouvoir - selon tous les pouvoirs -, ne nous regarde pas, nous devons bien nous attendre à subir quelques représailles ! Le coupable serait donc notre conception de l'information, plus précisément la place faite au journalisme d'investigation.

Deux précisions s'imposent donc : investigation n'est jamais qu'une façon plus exigeante de dire « information » ; il ne peut donc être question d'y renoncer. Au premier rang du journalisme d'investigation figurait Edwy Plenel. Je lui ai aujourd'hui confié la charge de la direction et de l'animation de toute la rédaction, le soin de faire en sorte que, chaque jour, ce journal soit capable, à l'unisson de l'exigence de ses lecteurs, d'aller au-delà des messages officiels, dictés par les stratégies de communication des pouvoirs. Il lui

appartient donc de veiller chaque jour à ce que soient présentes dans nos colonnes les trois dimensions de notre contrat de lecture : anticiper, expliquer et révéler.

Edwy Plenel a eu l'honneur d'être écouté sur ordre personnel d'un président de la République ! Notre « ego » collectif et le sien en particulier auraient pu y trouver une forme de satisfaction. Mais on ne peut considérer les écoutes autrement que comme la forme moderne des lettres de cachet. Cette violence faite à un seul nous choque tous : j'exprime ici au directeur de la rédaction la solidarité active de toute la collectivité du Monde, de ses personnels et de ses actionnaires.

Au-delà de ce qui nous touche, cette affaire appelle deux réflexions. La première est de tristesse, à la lecture du pauvre et dérisoire système de défense choisi par Gilles Ménage. Un quarteron de gendarmes perdus ont permis la mise en place de la fameuse « cellule » de l'Elysée. Voilà que s'y ajoute - hélas ! - un préfet perdu ! Qu'un préfet de la République, en inventant des sottises, en venant à justifier qu'un journaliste puisse être écouté et sa vie privée fouillée passe les bornes.

La seconde concerne François Mitterrand. A tout prendre, nous aurions préféré avoir tort : au premier rang de la dénonciation des travers du mitterrandisme, la critique à notre endroit était si vive que nous aurions pu douter de nous-mêmes. Chaque jour qui passe apporte son lot, qui nous conduit au-delà de ce qu'il était raisonnable d'admettre.

« Ces institutions étaient dangereuses avant moi. Elles le seront après moi », avait couronné de dire François Mitterrand. Elles l'ont été avec lui. Ce constat est pour nous un objet de scandale.

J.-M. C.

Le strip-tease philosophique d'un enseignant devant ses élèves l'amène au tribunal

Suspendu par le ministère de l'éducation, le professeur est soutenu par plusieurs lycéens

Bernard DeFrance, professeur de philosophie à Meaux (Seine-et-Marne) a comparu, vendredi 25 avril, devant le tribunal de grande instance.

pour exhibition sexuelle. L'enseignant, par ailleurs suspendu par le ministère de l'éducation nationale, a expliqué comment un jeu philoso-

phique avec ses élèves l'avait amené à se déshabiller en classe. Plusieurs dizaines de lycéens étaient venus le soutenir.

LA PREMIÈRE chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Meaux (Seine-et-Marne) a des airs de cour de récré, vendredi 25 avril. Plusieurs dizaines d'élèves de terminale du lycée Pierre-de-Coubertin sont venus soutenir leur professeur de philosophie, Bernard DeFrance. C'est que les jeunes comprennent mal pourquoi M. DeFrance est poursuivi pour « exhibition sexuelle ». A leurs yeux, l'effeuillage auquel il s'est livré en cours il y a quelques mois, jusqu'à se retrouver nu devant eux, n'a rien d'outrageant.

C'était le 30 novembre 1996, jour où la classe de terminale d'électromécanique avait décidé de soumettre Bernard DeFrance à son propre jeu. Une énigme trouvée dans un emballage de Carambar a fait l'affaire. Soumis à la question, « Je suis Saphie, mais je ne suis pas Saphie, qui suis-je ? », l'enseignant avait dix secondes pour trouver la solution (Le Monde du 10 janvier). Passé ce délai, un élève lui était venu en aide, puis un autre. Quelques minutes plus tard, l'enseignant, ré-

duit au caleçon, avait eu une illumination sur le sens du mot « suis », homophonie des verbes « suivre » et « être ». Il lance « son amoureux », réponse acceptable. Peine perdue, la solution était « son chien » et les élèves sont inflexibles. Le professeur se retrouve nu comme un ver.

L'épisode n'est pas une première pour Bernard DeFrance. En règle générale cependant, le jeu s'arrête en cours de route, stoppé au premier signe de réticence de l'un des participants.

JEUX THÉÂTRAUX

Car l'exercice, qui s'inscrit dans un ensemble de jeux théâtraux, ne vaut, aux yeux de M. DeFrance, que pour sa valeur pédagogique. Il s'en explique devant le tribunal en faisant valoir qu'il s'agissait d'une façon différente de faire comprendre aux jeunes que personne n'a le pouvoir sur l'autre, que la vraie loi n'est pas celle du plus fort, et que parfois le roi est nu.

Face au professeur, le juge An-

nick Feltz lui rappelle que ce jeu a déjà mis mal à l'aise un ancien élève et lui fait part des réticences d'une jeune fille auditionnée par les policiers au cours de l'enquête. Bernard DeFrance reconnaît que sa « vigilance » a été prise en défaut, et annonce qu'il est prêt à reconnaître à l'exercice. Mais il plaide la bonne foi, assurant que « ce jeu n'est pas pervers, car il est fondé sur une limite, celle de l'inceste pédagogique ».

A l'appui de cette thèse, deux anciens élèves viennent témoigner. Isabelle a aujourd'hui vingt-deux ans et ne tarit pas d'éloge sur ce professeur « à qui on pouvait dire nan et qui nous a montré qu'il était comme nous ». Stéphanie, aujourd'hui vingt-sept ans, avoue « avoir été déshabillée par M. DeFrance et l'avoir moi-même déshabillée, sans aller jusqu'au bout. C'était très intéressant sur le plan philosophique. On comprenait immédiatement qu'il était nu, mais que ce point cela pouvait être violent sorti de son contexte ».

Ces explications ne convainquent ni les parents d'élèves plaigant ni le substitut du procureur, Claude Michel. « Qu'en est-

il des élèves gênés, qui n'oseraient pas s'opposer à la curiosité de leurs camarades de voir leur prof enfin nu ? », soutient-il. Considérant que « l'attitude de M. DeFrance est outrageante, sinon chaquante », le représentant du parquet requiert une peine d'emprisonnement avec sursis contre le professeur. Pour la défense, la relaxe s'impose. M. Damico Mannarino a affirmé que l'infraction d'« exhibition sexuelle, qui implique la contrainte, n'est en l'espèce pas constituée ».

Le jugement sera rendu le 16 mai. Mais Bernard DeFrance a reçu, vendredi 25 avril, la notification de sa suspension de trois mois sans traitement, décidée par le ministre de l'éducation, François Bayrou. M. DeFrance avait déjà été suspendu à titre conservatoire le 10 janvier par le recteur de l'académie de Créteil pour quatre mois avec traitement maintenu. L'enseignant, soutenu par les principales organisations syndicales, a annoncé son intention de faire appel de cette suspension.

Cécile Prieur

Affaire Elf : quatre enquêteurs ont été entendus puis relâchés

UN COMMISSAIRE ET TROIS OFFICIERS de la Brigade financière ont été placés en garde à vue, vendredi 25 avril à Paris, dans le cours de l'information judiciaire ouverte contre A... pour « vol », après la disparition de scellés dans les locaux de leur service. Constaté à l'inspection générale des services (IGS) par le juge d'instruction Marie-Paule Moracchini, l'enquête porte sur la disparition de scellés concernant le PDG d'Elf-Gabon, André Tarallo, qui avaient été saisis lors d'une perquisition au cabinet d'un décorateur de Saint-Tropez (Le Monde des 23, 24 et 26 avril). Les quatre enquêteurs avaient participé à la perquisition et à la première phase d'exploitation des scellés. Après quelques heures de garde à vue, qui ont permis de procéder à leurs auditions et à des perquisitions, ils ont été remis en liberté, aucune charge n'ayant été retenue contre eux.

DÉPÊCHES

■ **DIFFAMATION** : Fodé Sylla, président de SOS-Racisme, a été condamné à 5 000 francs d'amende pour diffamation envers Jean-Marie Le Pen, vendredi 25 avril, par le tribunal correctionnel de Paris. M. Sylla avait déclaré, le 1^{er} août 1996, à propos de l'affaire de la profanation du cimetière de Carpentras, que le président du FN avait « du sang sur les mains ». C'est cette « implication personnelle » que la 17^e chambre correctionnelle a jugé diffamatoire.

■ **La revue catholique Goliath a été condamnée à 2 000 francs d'amende pour diffamation envers le prêtre rwandais Wenceslas Munyeshyaka**, jeudi 24 avril, par le tribunal correctionnel de Lyon. Celui-ci a estimé que « la chambre d'occupation de la cour d'appel de Nîmes n'a en aucun cas prononcé la culpabilité de Wenceslas Munyeshyaka du chef de génocide », contrairement à ce qu'avait écrit Goliath dans son numéro de l'été 1996, comme l'ensemble de la presse nationale et internationale.

■ **Lucie et Raymond Aubrac ont décidé de porter plainte pour diffamation contre le journaliste-historien Gérard Chauvy, auteur de Aubrac, Lyon 1943, et contre son éditeur Albin Michel (Le Monde du 26 avril).** Dans son ouvrage, M. Chauvy fait peser un doute sur la loyauté de M. Aubrac, l'un des anciens dirigeants du mouvement Libération-sud, pour conclure qu'« aucune pièce d'archives ne permet de valider l'occupation de trahison prouvée par Klaus Barbie à l'encontre de Raymond Aubrac ».

■ **JUSTICE** : Pierre Dubois, adjoint de la principale du collège Pierre-Brossolette de Troyes (Aube), assassinée le 21 avril 1993, a été mis en examen, vendredi 25 avril, pour « homicide volontaire » et écroué. Au début de l'enquête, il avait été placé en garde à vue, puis relâché.

CARNET

NOMINATIONS

RECHERCHE

Le conseil des ministres du 23 avril a nommé Jean Dercourt à la présidence du Comité national d'évaluation de la recherche (CNER), organisme consultatif chargé, auprès du ministre de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, d'appuyer la mise en œuvre et les résultats de la politique de recherche et de développement technologique définie par le gouvernement. Quatre autres personnalités, Charles Pilet, Georges-Yves Kervin, l'ancien ministre socialiste Nicole Questiaux et Jacques Giscard d'Estaing, ont été nommés au CNER, qui compte dix membres désignés pour six ans.

À 62 ans, Jean Dercourt, géologue, a enseigné à l'université de Lille et à l'université Pierre-et-Marie-Curie de Paris. Directeur du laboratoire de géologie comparée continentales océaniques, il a été conseiller au ministère des universités de 1975 à 1981 et président de la Société géologique de France en 1984 et 1985. Il a été élu en 1991 à l'Académie des sciences.

AGRICULTURE

Claude Bernet, inspecteur général de l'agriculture, a été nommé au conseil des ministres du mer-

credi 23 avril directeur général de l'enseignement et de la recherche. Né le 1^{er} avril 1946 à Paris, Claude Bernet est licencié en droit et ancien élève de l'École nationale d'administration (ENA). Administrateur civil, il a d'abord été affecté en 1970 au ministère de la santé puis a occupé divers postes de sous-préfet de 1971 à 1975. Il a ensuite travaillé à la Datar puis, de 1984 à 1986, à la Ville de Paris. Il a fait partie des cabinets ministériels de Jean Lecanuet, Pierre Michelagnoli et Yves Galland en suivant successivement les dossiers de l'aménagement du territoire, de l'agriculture et des collectivités locales. Entre 1988 et 1994, il a occupé les postes de directeur de l'administration générale et des gens de mer et directeur des pêches et des cultures marines.

DISPARITION

■ **HENRI VILBERT**, comédien, est mort le 19 avril à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes), à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Né à Marseille, où il suivit les cours du conservatoire d'art dramatique, Henri Vilbert, de son vrai nom Henry Miquely, a participé à la création de la plupart des œuvres de Marcel Pagnol et incarné sur scène César. Au cinéma, où le film qui le fit le mieux connaître fut *Le Bon Dieu sans confession* de Claude Autant-Lara, il donna la réplique à Fernandel, Jean Gabin, Michel Simon et Danielle Darrieux.

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Pierre et Monique PIGANIOL ont la joie d'annoncer la naissance, le 18 avril, de leur aîné-petit-fils,

Victor,

au foyer de Perrine PROT et Antoine FRANZL.

Décès

Jean CAGNEAUX, docteur en sciences, nous a quittés en paix à son domicile, le 25 avril 1997, dans sa soixante-douzième année.

Elisabeth Cagneaux, son épouse, Emmanuel, Eric, Jean-Christophe, Elisabeth, ses enfants, Saskia et Joris, ses petits-enfants, remercient de vous souvenir de lui.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 29 avril, à 15 h 45, en l'église Saint-Paul de la Vallée-aux-Remards, à l'Hay-les-Roses.

L'inhumation aura lieu dans l'intimité au cimetière de Fresnes.

M^{me} Paul Freitag, née Forgemol de Bostquénard, ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,

Les familles Schneider, Pouget et Catrin, Lucienne Tournoux, sa fidèle gouvernante, Ses parents, amis et alliés,

ont la douleur de faire part du décès, à Chamonix, le 20 avril 1997, dans sa quatre-vingt-douzième année, de

Paul FREITAG, croix de guerre 1939-1945, officier de liaison au 5^e Light Anti-Aircraft Regiment, ancien président-directeur général des Petits Freights Revêtements, fondateur de l'association « Corrosion-Protection ».

Ses cendres seront déposées dans le caveau familial, au cimetière d'Englemont-Montmorency.

« L'Eternel est Un ».

8, résidence du Lac, 93880 Englemont, 93350 Montmorency, 42, rue de Varenne, 75007 Paris.

CARNET DU MONDE

Par téléphone : 01-42-17-29-94
Téléfax : 01-42-17-21-26

Tarif : la ligne H.T.

Toutes rubriques 105 F
Abonnés et actionnaires 95 F
Communauté diverses 110 F
Thèmes étudiants 65 F

Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes. Les lignes en blanc sont obligatoires et facturées. Minimum 10 lignes.

Rémi Lacombe et sa fille Emma, Sylvie et Bruno Jarry, Chloé, Olivier et Nicolas, Marie-Thérèse et Raymond Lacombe et leurs familles, ont la douleur de faire part du décès de

Laure LACOMBE,

née JARRY,

le 25 avril 1997, à Paris.

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Jacques du Hautpas, le 29 avril, à 15 heures.

125, rue des Dames, 75017 Paris.
11, rue Saint-Vincent, 75018 Paris.
Noyes, 12160 Camboulas.

Conférences

LA CHAIRE DE L'IMA
Cycle des conférences du mardi, L'histoire en Islam et l'histoire des historiens, par le professeur Abdallah Laroui, historien, philosophe et romancier.

● 29 avril « Islam et histoire. Les concepts opératoires ».

● 6 mai « L'histoire musulmane. Salafites (fondamentalistes) contre orientalistes ».

● 13 mai « L'historiographie musulmane. Le sacré et le profane ».

● 20 mai « Histoire et théologie. Origine et fin des temps ».

● 27 mai « Histoire et sociologie. Histoire de l'Islam en histoire des musulmans ».

● 3 juin « Société et religion au risque de l'histoire ».

Institut du monde arabe, 1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75236 Paris Cedex 05.
TEL. IMA : 01-40-51-38-38.

Débats

« A la veille du cinquante-neuvième anniversaire de l'indépendance de l'Etat d'Israël, l'Association des amis de « Passages » et la revue PASSAGES organisent une soirée-débat sur le thème :

« Israël et la diaspora ».

Le mardi 29 avril 1997, 20 heures, dans les locaux de la revue PASSAGES.

Auteurs d'Emile Malet et de la rédaction de PASSAGES, avec les professeurs Jean Tulard, Francis Kaplan, Robert Misrahi, Philippe Lazar, Doris Bensimon et Olivier Stora, ancien ministre. Ainsi que les journalistes Gildon Kozlowski, Bernard Ullmann, Nadine Epstein, Razon Fida, Rosalind Kovin, Ariette Marchal.

Réervations et inscriptions au : Tél. : 01-45-86-30-02.

Fax : 01-44-23-98-34.
La revue Passages : 17, rue Simone-Weil, Paris-13^e.
L'accès par le 79/83, avenue d'Ivry, Paris-13^e.

Anniversaires de décès

Le 20 avril 1997, à La Haye,

Karla

(studio Lamballe)

nous quitte.

Elle avait quatre-vingt-neuf ans.
Danielle, Véronique, Catherine, Bolhus-Zenon, Reclusfont 18, NL 2596 VN La Haye.

— Ferbach, Grenoble, Paris, Rochefort, Nîmes, Tolbiac-Saint-Raphaël.

Le 27 avril 1967,

Mario LENZI

et sa fille,

Léa,

nous quittent.

Ils avaient vingt-cinq et deux ans.

Une pensée est demandée pour eux.

Si loin si proches.

In memoriam

Il y a trois ans, le 27 avril 1994,

Julien ZAOUÏ

est parti à moto...

Il avait vingt-huit ans.

Tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

Soutenances de thèse

— Sabine Buffière vous invite à la soutenance de sa thèse, le lundi 28 avril, à 18 heures, faculté de médecine de Saint-Etienne, grand amphithéâtre.
« Evaluation péri-opératoire du système nerveux par le transformé en ondelettes de la variabilité de la fréquence cardiaque ».

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiez d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

ABONNEZ-VOUS
et économisez jusqu'à 294 F
soit 41 numéros gratuits

1 AN - 1890 F
au lieu de 2 184 F*

* Prix de vente au détail : 2 184 F. Tarif en France (hors Europe) : 2 384 F.

BULLETIN - RÉPONSE

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

☐ 3 MOIS - 536 F ☐ 6 MOIS - 1 038 F ☐ 1 AN - 1 890 F

au lieu de 546 F au lieu de 1 092 F au lieu de 2 184 F

Je joins mon règlement soit : F 701 MO 001

☐ par chèque bancaire au postal à l'ordre du Monde

☐ par carte bancaire N°

Date de validité Signature :

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal : Pays :

Localité :

TARIFS HORS FRANCE

Région	Abonnement	1 ^{er} an	2 ^e an
Europe	1 890 F	1 890 F	1 890 F
Amérique du Nord	2 090 F	2 090 F	2 090 F
Amérique du Sud	2 290 F	2 290 F	2 290 F
Asie	2 490 F	2 490 F	2 490 F
Océanie	2 690 F	2 690 F	2 690 F

Pour tout autre renseignement concernant : la portée à domicile, la suspension de votre abonnement pendant les vacances, un changement d'adresse, le paiement par prélèvement automatique mensuel, les tarifs d'abonnement pour les autres pays étrangers.

Téléphonez au 01-42-17-22-90 de 8 h 30 à 17 heures du lundi au vendredi.

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à :
LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Lacaze
93846 Châtillon Cedex

CETTE SEMAINE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

L'EVENEMENT SIDA première victoire, le combat continue

Pourqu... les élect... petit... faire... explos... la France et l'Europe

ET S'IL PERDAIT

Les raisons secrètes de la dissolution

Supplément LE GUIDE ANTI-FN

Supplément 24 pages LE GUIDE ANTI-FN

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

HORIZONS

PORTRAIT

La si longue patience du dalaï-lama

C'EST une petite ville au-dessus des nuages. En hiver, elle semble toute proche du grand ciel himalayen. En été, elle disparaît, noyée dans les brumes de la mousson. McLeod Ganj, au nord de l'Inde, est accrochée à flanc de montagne, dominant le gros bourg de Dharamsala, dans l'Etat de l'Himachal Pradesh. McLeod Ganj, du nom d'un ancien officier de l'armée des Indes qui installa ici au temps du « raj » hindou une de ces « stations d'altitude » pour gentlemen avides de fraîcheur, est devenue la capitale des Tibétains qui se sont installés en Inde pour fuir la répression chinoise. Car McLeod Ganj est le chef-lieu du « gouvernement en exil » de Sa Sainteté le dalaï-lama, chef de l'Eglise tibétaine, installée en Inde depuis sa fuite du Tibet durant la révolte de Lhassa, il y a trente-huit ans. Il sont aujourd'hui plus de cent quarante mille en Inde, dont quelques milliers à McLeod Ganj.

Le gouvernement indien, qui a toujours aidé la communauté tibétaine et fourni des terrains et de l'aide financière, ne reconnaît cependant pas - *realpolitik* oblige - le gouvernement du dalaï-lama : il faut tout de même ménager le géant chinois, un ancien ennemi avec lequel les relations se sont réchauffées ces dernières années. New Delhi utilise ainsi le terme discret et pudique d'« administration centrale tibétaine » pour désigner ce qui est en réalité le lieu du pouvoir exécutif et parlementaire de l'autorité tibétaine en exil.

Le dalaï-lama, chef spirituel et temporel, « coiffe », en effet, un « conseil des ministres », le *Kashag*, composé de huit responsables ministériels (intérieur, affaires étrangères, finances, etc.). Parallèlement, un Parlement, ou *Tchitu lhang*, symbolise la mise en place d'un système de représentation démocratique pour la communauté des exilés tibétains, en Inde mais aussi de par le monde. Les quarante-six députés, élus au suffrage universel direct par les membres de la communauté résidant à l'étranger, restent cependant soumis à un quota destiné à équilibrer la représentation parlementaire entre les différentes régions du Tibet occupé et les quatre grandes sectes du bouddhisme lamaïque et de l'antique religion Bön-po : trente députés sont originaires - même s'ils sont nés en Inde et ne connaissent pas le Tibet - des provinces d'U Tsang, d'Amdo et de Kham, six autres appartiennent aux quatre grandes écoles du bouddhisme tibétain, quatre représentent la communauté en exil de l'Europe et de l'Amérique du Nord et, enfin, les trois derniers sont directement nommés par le dalaï-lama.

Les élections de mai 1996 ont permis de renouveler la « Chambre ». Celle-ci choisit désormais directement les ministres du *Kashag*, contrairement à l'ancienne pratique, qui voulait que le dalaï-lama désigne lui-même les titulaires de portefeuilles. « On est certes encore dans une situation de démocratie partielle, mais on évolue de plus en plus vers un plus grand équilibre des pouvoirs, entre ceux traditionnellement dévolus à Sa Sainteté et ceux des « politiques », explique Tupten Samtel, un responsable du « ministère » des affaires étrangères.

Le dalaï-lama lui-même encourage ses compatriotes à plus d'audace : « Nous sommes dans une phase de démocratisation. Je veux créer un plus grand sens des responsabilités chez mes compatriotes. Et je suis très heureux des résultats des dernières élections : la participation électorale s'est élevée à environ 60 %. De nombreux députés sont des jeunes bien éduqués, et il y a aussi de nombreuses femmes parmi eux. C'est un très bon signe », explique le chef de l'Eglise tibétaine dans le bureau de sa résidence qui domine McLeod Ganj. « Les Tibétains ne possèdent pas encore d'expérience de la démocratie, ajoute Tupten Samtel, ils ont trop tendance à se remettre à Sa Sainteté, et leur immense respect

pour lui les force à s'imposer une trop grande autocensure dans les débats qui peuvent surgir. » Elle s'appelle Nawang Lhamo. Charmante, la quarantaine, vêtue de la longue *chuba* et du tablier à rayures traditionnels, elle est l'une de ces députées femmes élues dans un Parlement où la gent féminine est proportionnellement bien mieux représentée qu'au Palais-Bourbon. « Certains candidats à la députation ont fait, l'année dernière, une campagne beaucoup plus active, établissant un contact plus direct avec les gens dans les camps de réfugiés de l'Inde. Mais d'autres restent encore timides, d'autres ne font pas campagne du tout, se contentent de compter sur leur réputation auprès des électeurs. » Des électeurs qui, eux-mêmes, et encore trop souvent, ne comprennent pas très bien les raisons de cette démocratisation quand le dalaï-lama est là pour répondre à toutes leurs questions, résoudre tous leurs problèmes.

L'intérêt est cependant l'un des premiers à redouter cette attitude d'assise : « La lutte pour le Tibet ne peut reposer sur les épaules d'une seule personne. C'est très dangereux. Le temps passe, et je vieillis. Dans dix ans, j'aurai soixante-dix ans : dans vingt, quatre-vingts. Alors pas d'espoir : trop vieux ! », nous confie-t-il, en 1996, le dalaï-lama en éclatant de

son célèbre rire. Si l'on en croit les « politiques » eux-mêmes, le guide spirituel de la communauté en exil s'efforce de décentraliser et de déléguer de plus en plus ses pouvoirs. Selon le président du conseil des ministres, l'ancien moine Kessang Yeshe, « Sa Sainteté ne décide jamais par elle-même. Il nous fait certes des propositions, et, en retour, nous le consultons sur les grandes questions. Mais s'il se trouve que la majorité n'est pas d'accord avec lui,

certain intellectuels appartenant à une génération qui n'a jamais connu le Tibet « de l'intérieur », on sent parfois une certaine frustration, voire de la colère et de la déception, à l'égard des prises de position politiques du dalaï-lama. Ce dernier, qui ne cesse d'appeler les Chinois au dialogue, a depuis longtemps renoncé à exiger l'indépendance du Tibet. Il serait prêt à accepter une autonomie du Tibet dans le cadre de la République populaire de Chine qui contrôlerait

la lutte : chez les jeunes et chez

certains intellectuels appartenant à une génération qui n'a jamais connu le Tibet « de l'intérieur », on sent parfois une certaine frustration, voire de la colère et de la déception, à l'égard des prises de position politiques du dalaï-lama. Ce dernier, qui ne cesse d'appeler les Chinois au dialogue, a depuis longtemps renoncé à exiger l'indépendance du Tibet. Il serait prêt à accepter une autonomie du Tibet dans le cadre de la République populaire de Chine qui contrôlerait

la lutte qui en choque plus d'un, car c'est de génocide tout court qu'il faudrait parler à propos de la situation qui prévaut depuis trente-huit ans sur le « Toit du monde ». En fait, les Chinois ont envahi le Tibet dès 1950, mais c'est à partir de 1959, quand la rébellion a éclaté à Lhassa, que le régime de Pékin a commencé sa politique de « sinisation » du pays. La communauté tibétaine de souche zisque désormais de se retrouver minoritaire face à l'ethnie Han, le groupe ethnique le plus important de l'empire du Milieu.

Trente-huit ans... Yangchen Dolkar, trente ans, est née en Inde après l'invasion chinoise. Elle est la secrétaire générale du « Congrès de jeunes » (Youth Congress), une organisation regroupant cinquante-sept branches régionales en Inde et qui a toujours été un parti militant de la cause tibétaine. Pour les gens de sa génération, la lutte de libération pour un pays dont elle ne connaît que la culture à quelques choses de parfois désespérantes. « Je ne sais même pas si je verrai un jour mon pays, c'est vrai, concède, les larmes aux yeux, cette militante décidée. Oui, nous estimons que la « voie moyenne » [du dalaï-lama] est trop modérée. Notre respect pour Sa Sainteté ne nous empêche pas de camper fermement sur nos positions pour une indépendance totale du Tibet. »

« La lutte pour le Tibet ne peut reposer sur les épaules d'une seule personne. C'est dangereux. Le temps passe, et je vieillis »

« La lutte pour le Tibet ne peut reposer sur les épaules d'une seule personne. C'est dangereux. Le temps passe, et je vieillis »

Yangchen rappelle la colère de ses collègues du « Youth Congress » après la violente répression chinoise contre les émeutes de Lhassa en 1987 : « Nous étions frustrés. Nous pensions prendre les armes contre les soldats chinois. » Mais, aujourd'hui, sa position est plus modérée et en accord avec la position officielle du « gouvernement » : « Prendre les armes n'est pas une solution. »

En tant que politique, la non-violence n'a donc pas donné les résultats que l'on pouvait en attendre : trente-huit ans plus tard, les Tibétains sont toujours en exil, et les Chinois restent sourds aux appels au dialogue lancés par le dalaï-lama. En privé, même s'ils savent qu'il n'y a sans doute pas d'autre choix, certains fonctionnaires confient être désabusés. Même l'un des secrétaires particuliers de Sa Sainteté, Kelsang Gyatsen, avoue sa « frustration » quand, lors de visites à l'étranger avec le chef de l'Eglise tibétaine, il rencontre des responsables de haut niveau du monde occidental : « Il faut plier notre coude en permanence pour essayer de convaincre, mais on ne nous écoute pas. » Et d'ajouter : « Culturellement, il est très difficile d'aller contre les désirs de Sa Sainteté. On sait qu'il rejettera toujours le choix de méthodes plus radicales [contre les Chinois]. Mais, aussi longtemps que sa politique ne donne pas de résultats, il ne peut empêcher certains d'exiger l'indépendance totale [et non l'autonomie]. »

Un tel aveu, dans la bouche même d'une personnalité très proche du dalaï-lama, montre bien qu'en dépit du prestige indéfectible de Sa Sainteté la « deuxième génération » renâcle de plus en plus à accepter, en bloc, une politique qui n'a, finalement, jamais porté ses fruits. Même si, *in fine*, la majorité se rallie derrière le Prix Nobel de la paix, symbole vivant de la poursuite de la lutte et dont l'hyper-activité a conduit à considérablement médiatiser la cause du Tibet.

Les plus « durs » des « opposants » de McLeod Ganj ne critiquent d'ailleurs pas directement le dalaï-lama, mais plutôt la « clique » l'entourant. Jamyan Norbu habite une petite maison isolée dans les brumes, non loin de la résidence du chef de l'Eglise tibétaine. Cet intellectuel a vécu les dernières heures de la rébellion des Khampas, quand ces Tibétains originaires de la province orientale du Kham - réputés pour leur valeur de guerriers - attaquaient les troupes chinoises depuis leurs bases arrière du Mustang, au Népal. « La politique de non-violence est un moyen pour l'Eglise de garder son pouvoir », accuse Jamyan Norbu, l'un des responsables de l'association culturelle *Amnye Machen*, du nom d'une célèbre montagne du Tibet, mais qui est en fait une organisation très « politique » des « dissidents » de la communauté en exil.

« Les membres du gouvernement et tous ceux qui entourent le dalaï-lama vivent encore au Moyen Age. Ils ne comprennent pas le monde moderne. Ils ne réalisent pas que la Chine est un Etat-nation que les Tibétains ont combattu dans le passé, affirme cet historien qui sillonne le monde et ses universités pour défendre la cause d'un militantisme tibétain. Naus, les Tibétains, sommes devenus ce que nous étions, dans le passé, parce que nous étions un empire combattant. Entre 1912 et 1950, le treizième dalaï-lama avait mis sur pied une véritable armée. »

Et d'ajouter, même si Jamyan sait bien qu'il n'existe pas de solutions simples : « Tout le monde sait bien ici qu'il y a quelque chose de tordu dans la politique actuelle. La non-violence ne mène à rien ! Interrogez les jeunes. Ils n'ont qu'une seule envie : se battre ! » Et le dalaï-lama de répondre, en écho : « La violence ? Nous y sommes totalement opposés. La non-violence est la seule solution pour sauver mon pays. Personne n'ira se battre pour lui. Le Tibet ne sera jamais un nouveau Koweït ! »

Bruno Philip
Dessin : Tudor Barus



Après la révolte de Lhassa, en 1959, le chef spirituel et temporel des Tibétains a installé en Inde son « gouvernement en exil » et un Parlement qu'il s'efforce de démocratiser. Mais la non-violence qu'il préconise pour lutter contre la sinisation de son pays ne fait pas l'unanimité dans la jeune génération

CETTE SEMAINE
CHEZ VOTRE MARCHAND
DE JOURNAUX

L'ÉVÉNEMENT

ET PERDANT
Supplément 24 pages
LE GUIDE ANTI-FN

Radio Verte pirate la bande FM

Il y a vingt ans, d'un appartement parisien, des flibustiers des ondes ébréchaient le monopole de la radiodiffusion. Pendant des mois, « radioteurs » et pouvoirs publics se livrèrent à une drôle de guerre, jusqu'à la libération des fréquences, en 1981

L'HISTOIRE commence par un joli canular à l'intention des hommes politiques et des médias officiels. Un pied de nez insensé, provocant, lancé avec panache, un dimanche de soirée électorale, sur la chaîne de télévision la plus regardée du moment. On est le 20 mars 1977, soir du premier tour des élections municipales. Et le débat de TF1 roulotte tristement. Sur le plateau de Cognac-Jay, Georges Marchais rouge visiblement son frein tandis que Robert Fabre égrène interminablement les apports du fameux programme commun. Près d'eux, un nouveau venu, fluet dans un costume de velours côtelé mais l'œil clair malicieux sous un front prématurément déformé : Brice Lalonde, exceptionnellement invité dans cet aréopage en vertu des 10 % tout juste obtenus par sa liste Paris-Ecologie. Il s'est montré jusqu'alors très discret, à la satisfaction des ténors, un gros poste de radio posé sur les genoux. Mais cela ne va pas durer. Patrice Duhamel lui passe d'ailleurs la parole. « Que faites-vous donc avec cette radio, Monsieur Lalonde ? »

Son cœur bat la chamade, mais Lalonde affiche un calme olympien. Il saisit le vieux poste et le pose doucement sur la table. Et puis, d'un geste ample, il appuie sur l'interrupteur. « Voilà un exemple de ce qui nous sépare de la gauche. Nous avons lancé des radios de quartier et en ce moment même, depuis le septième arrondissement, cette Radio Verte émet. Nous allons faire en sorte que les Français puissent communiquer directement entre eux. »

— Quelle est la longueur d'onde, pour que nous puissions l'écouter ?
— 101 mégahertz, en modulation de fréquence.

Lalonde pousse le volume : « Voilà Radio Verte. »

C'est la stupeur générale. Un coup de pied brutal contre le totem du monopole, clé de voûte du système audiovisuel français. Une provocation inouïe pour les pouvoirs publics si soucieux d'une parfaite police des ondes. Les sourcils épaïs de Georges Marchais marquent sa contrariété, Robert Fabre prend l'air détaché et soubaire qu'on passe aux choses sérieuses. Trop tard. Des journalistes d'autres médias se précipitent sur Lalonde, à la sortie du studio, pour s'enquérir de ses moyens, de ses forces, de ses projets. « Bien sûr que nous sommes prêts. Non, impossible de vous dire où. Non, impossible de révéler comment... » Un sourire et puis s'en va.

Florilège politique

● Georges Fillard, futur ministre de la communication de François Mitterrand (13 mai 1977) : « Nous défendrons le monopole pour que MM. Bleustein-Blanchet, Hersant et Amaury, tops dans l'ombre, ne soient pas tentés d'accroître ainsi leurs profits et leur puissance. »

● Christian Poncelet, secrétaire d'Etat (RPR) aux relations avec le Parlement (17 mai 1977) : « Il n'est pas question de laisser se développer sur l'ensemble du territoire ces radios qui pourraient diffuser de l'information de toute nature ! »

● Christian Bonnet, ministre (RI) de l'Intérieur (mai 1978) : « Les radios libres, ce sont les Brigades rouges. »

● Jean-Philippe Lecat, ministre (maj. prés.) de la culture et de la communication (7 juin 1978) : « Il faut épargner à notre pays les errements que connaissent certains de nos voisins, chez qui l'abandon du service public a très vite dérivé vers l'anarchie, le laxisme, le triomphe de l'esprit de lucre. »

● Laurent Fabius, PS (27 juin 1979) : « Nous sommes pour le monopole comme garant de la liberté, et contre son utilisation à des fins d'exclusion. »

● Raymond Barre, premier ministre (7 septembre 1979) : « Les radios locales sont le germe puissant de l'anarchie. »

La première émission de Radio Verte a été diffusée le 13 mai 1977 de l'appartement parisien de Jean-Edem Hallier, dominant sur la place des Vosges. On reconnaît, assis à droite, Brice Lalonde et, à gauche, Antoine Lefebure, initiateur du projet. Au centre figure Hervé, l'un des fondateurs du magazine écologiste La Gueule ouverte, et un comparse chargé de la technique.



Persone ne fait alors attention au jeune homme qui, arrivé au studio en même temps que Brice Lalonde, repart avec lui, un sac sur le dos. C'est à lui pourtant qu'on doit la fraction d'émission captée sur 101 MHz, quelques secondes auparavant. C'est lui, le vrai pirate, l'homme de radio. Lui qui, le geste parfaitement synchronisé à celui de Lalonde, a actionné le mini-émetteur camouflé dans son sac et relié à un magnétophone, au moment même où Lalonde poussait devant la caméra l'interrupteur de sa radio. L'opération avait été rigoureusement répétée et chronométrée, et l'émission conçue pour arroser le plateau. Mais qu'importe ! Pour quinze millions de téléspectateurs, la classe politique et l'ensemble des médias, les radios libres deviennent une réalité et préparent leur assaut.

Ce n'est d'ailleurs pas faux. Le mouvement est en gestation depuis déjà longtemps, et des expériences sporadiques ont eu lieu. Mais l'homme au sac — Antoine Lefebure — précurseur, stratège et leader, est résolu à lui donner une impulsion majeure en le rendant public et en menant le combat. Très jeune, il bidouillait et réparait de vieux postes, s'émervillant de capter Radio Pékin et frémissant devant les exploits de Radio Caroline la pirate qui diffusait les nouveautés du rock depuis un bateau au large de l'Angleterre. Situationniste un peu « anar » en 1968, il ne boudait pas les « manifs » et s'acharnait à détecter les fréquences de la police. Jeune professeur d'histoire, élève et ami de Deleuze, Guattari, Virilio, Baudrillard, il dirige depuis 1974 *Interférences*, cette revue d'avant-garde qui passe au crible toutes les pratiques « alternatives » dans le domaine de la communication et de l'électronique.

Son idée est d'émettre vaillamment, de susciter des émules, de donner la parole au plus grand nombre et de faire sauter le verrou du monopole. De cette obsession que partage une petite bande, il fera une croisade.

Pour cela, il lui faut sortir de la clandestinité, attirer l'attention des médias et trouver un relais politique. Pas d'espoir à droite : elle

contrôle les ondes. La gauche, qui rêve d'en profiter à son tour, le déçoit. Restent les écologistes qui ont le vent en poupe et offrent une tribune pour peu que la radio brandisse leur couleur. Soit, a accepté Lefebure dont les proches n'ont pourtant que faire du militantisme « écolo ». Va donc pour Radio Verte ! La soirée sur TF1 a servi de bande-annonce. Maintenant il faut émettre.

Ce sera le 13 mai 1977. A 19 heures. Enregistrée à l'avance, l'émission de vingt-six minutes a fait l'objet d'un montage soigné, élaboré grâce à des complicités dans les studios de France-Culture. On y parle d'écologie mais surtout de liberté. Pierre Vianon-Ponté, du Monde, y fustige l'insupportable inclination du pouvoir politique à maintenir les médias dans une sorte d'état et l'on débat du nécessaire pluralisme de l'information. Mais c'est un document pirate,

échappé de RTL, qui fera davantage pour la renommée de cette émission historique. Il met en scène Léon Zitronne, insultant hors antenne une auditrice un peu récalcitrante : « Je vous dis merde ! Foutez Dieu, Madame, nous avons organisé l'offense de votre fille, essayez de nous renvoyer l'ascenseur ! »

— Mais Monsieur, vous êtes grossier !
— Mais Madame, vous êtes come ! Allez vous faire foutre ! »

Comment mieux démontrer la tartufferie des radios officielles ? Le siège de l'hebdomadaire écologiste *Le Sauvage* devait offrir le site d'émission. Mais Claude Perrière, son propriétaire, est introuvable. Et l'on déménage en hâte place des Vosges, chez l'écrivain Jean-Edem Hallier, ultime rallié à l'opération et trop heureux d'être d'une équipe qui pourrait faire des vagues. Sylvain Anichini et Jean-Luc Sandowski, les deux ha-

biles techniciens du groupe, installent l'antenne sur le toit de l'immeuble et à 19 heures pile, Radio Verte est sur les ondes. Lefebure téléphone à un ami sur la butte Montmartre. « Bronche-toi sur 89 MHz ». Le combiné lui renvoie le son de sa radio. Ça passe !

Le charivari qui suivra sera sans rapport avec le nombre — ridicule — d'auditeurs de l'émission. Car les pirates savent orchestrer l'écho. Un photographe de l'agence Sipa a immortalisé la scène. De même qu'un réalisateur, ami de la bande, a prévu les images qui intéresseront les télé. Enfin, prévu dans la journée, Jean-Pierre Elkabbach d'Antenne 2 a dépêché sur place une journaliste et consacré à l'événement un reportage complet dans le journal du soir. « Le monopole est incongru », y affirme Lefebure avec conviction. *Faites vous-mêmes vos radios. C'est facile, peu coûteux.* »

Le PDG de IDF, gardien des ondes, croit s'étouffer en regardant l'écran.

Bessis l'infatigable défend toutes les radios : Verte, Jourfure, Alpes. Génération 2000... et prend un malin plaisir à citer — en vain — les mêmes témoins à chaque audience : le président Giscard d'Estaing, Michel Bassi, directeur de Radio Monte-Carlo, César Saulamito, PDG... La radio monégasque n'a-t-elle pas un émetteur sur le territoire français ?

Mais le pouvoir se cramponne au monopole et les coups de butoir assénés par des radios aux ambitions et vocations diverses — notamment Radio Fil bleu, J Montpeller, soutenue par des élus giscardiens — n'aboutissent qu'à un brouillage sauvage des antennes et, au lendemain des élections législatives de 1978, à une consolidation de la loi. En arrière toute ! Les pirates paleront de plus en plus cher leur engagement. On saisit et on inculpe à tour de bras, mettant dans un même sac ces défricheurs batus en couleurs, qu'ils soient issus des courants minoritaires de

L'idée des précurseurs est d'émettre vaillamment, de susciter des émules, de donner la parole au plus grand nombre. De cette obsession que partage une petite bande, il fera une croisade.

Du brouillage des pirates il fera son affaire. La police et les juges se chargeront de la répression. Mais sur quelles bases ? demande Lefebure qui pense à l'Italie où le monopole vient d'être jugé inconstitutionnel et rêve d'un vrai débat.

Mission est donc confiée à un jeune avocat, fasciné lui aussi par la radio et passionné par la défense des libertés publiques, de décrier la législation de l'audiovisuel et de trouver la faille. Alors, avec toute la fougue et l'enthousiasme dont il est capable, Jean-Louis Bessis épouse la cause des radios libres, vole de tribunal en tribunal défend les équipes poursuivies, élabore les statuts de l'Association pour la libération des ondes, première organisation structurée, et découvre le « Graal » : le dispositif législatif est bel et bien bancal. 1) La loi ne prévoit pas de sanctions pénales contre les contrevenants au monopole. 2) Les décrets précisant les conditions dans lesquelles des « dérogations au monopole » pour la diffusion de programmes à « des publics déterminés » peuvent être accordés n'ont jamais été publiés. 3) La notion de monopole est incompatible avec la convention européenne des droits de l'homme ratifiée tardivement par la France. « Quelle griserie devant cette découverte ! », se rappelle Bessis. La loi était imparfaite, le vent de l'histoire était avec nous ! Chaque procès offrait une tribune contre le monopole ! »

A. Co.

Antoine Lefebure, président de TMS « Aujourd'hui, l'aventure est sur Internet »

« Vous êtes aujourd'hui président de la société TMS, que vous avez fondée, spécialisée dans la création de sites sur le réseau Internet. Comment le pionnier de la radio libre que vous avez été juge-t-il le paysage radiophonique des années 90 ? »

— Les grands rêves se sont boursés à une réalité brute : concurrence sauvage et course à l'audience, moulinette normative, logique publicitaire. Malheur, donc, aux stations non conformistes, non fédératrices, non commerciales ! Les grandes pionnières ont été broyées par un système que le pouvoir politique, passant d'un excès à l'autre avec une improvisation consternante, n'a cherché ni à équilibrer ni même à pondérer. Les FM ont vite dupliqué la tonalité des grandes ondes, lesquelles les ont elles-mêmes singées en créant leurs propres robots musicaux. Cela ne laisse guère de place à la spontanéité et à la création dont nous rêvions.

— Plutôt amer le constat !

— Sûrement pas ! Le bilan est

quand même positif. Mieux vaut la cacophonie que le silence. Vous souvenez-vous que passé minuit et la diffusion de *La Marseillaise* sur France-Culture et France-Musique, la bande FM était totalement muette ? L'image paraît préhistorique... Quelle vie, maintenant sur la FM ! Les grands formats se copient, mais qu'importe ! Sur les marges subsistent des initiatives intéressantes. Il y a Nova, il y a Alligre. Il y a des radios confessionnelles, des radios juives, arabes, chinoises.

« A tout moment vous pouvez entendre de l'accordéon ou de la musique classique, les anars ou la prévention routière, des histoires drôles ou de l'information, le service public — paradoxalement plus libre que le privé — ou une avalanche de publicités. Un secteur est né qui a créé des emplois et donné des raisons de vivre à des milliers de jeunes. »

— La multiplication des radios a-t-elle eu un impact social ?

— Ce fut une bouffée d'air frais ! La parole s'est déconcentrée, dé-

parisialisée, démocratisée. En se multipliant, les micros se sont ouverts à de nouveaux interlocuteurs qui ont pu court-circuiter les porte-voix habituels. Il me semble que cela a remis à plat les hiérarchies, décloisonné la société, et joué un rôle de fluidité sur le plan social... Ce sont les utopies qui font évoluer la réalité, fin-elle récupérée ensuite par les commerçants. La liberté a conquis de nouveaux territoires.

— Où la tribu des pionniers de la radio trouverait-elle aujourd'hui matière à aventures et utopies ?

— Sur Internet. C'est là que se trouvent potentiellement l'aventure, la connaissance, la création, l'interactivité dont nous étions déjà en quête il y a vingt ans. Et c'est là, comme par hasard, qu'on retrouve nombre d'aventuriers de la radio pirate des années 70, comme d'anciens leaders du Flower Power aux Etats-Unis. Comment expliquer ? C'est la même griserie, la même jubilation d'avoir accès au monde entier en défiant les fron-

tières, et l'espoir de constituer à l'infini des réseaux d'échanges et d'amitié.

— A la différence de la radio, média chaud, Internet, avec sa communication par écran, apparaît bien froid et désincarné.

— C'est exactement le contraire ! L'échange par écran est plus complet, plus profond, plus pointu. Il s'accompagne de textes, de photos, de musiques. Il n'est pas de passionné d'un sujet quelconque qui ne trouve de correspondants ou de complices de par le monde. Il n'y a plus aucune limite de fréquence pour émettre, plus de problème d'autorisation de diffusion, plus de contingences commerciales. Le monde entier est espace de communication. Et ce n'est pas une affaire d'informaticiens. Chaque connexion sur Internet provoque le même espoir, réserve les mêmes surprises, qu'un message lancé sur les ondes d'une radio. C'est la bouteille à la mer. »

Propos recueillis par
Annick Coljean

صكا من الامم

Assurance auto : -5%

Vous conduisez
de mieux en mieux,
nous baissons nos prix
de plus en plus.

-2% en 96, -5% en 97,

nous sommes encore les premiers à partager les bonnes nouvelles.

Pour en savoir plus, adressez-vous à un conseiller dans l'une des

500 agences MAAF Assurances ou téléphonez au **N°VERT 0 800 045 055**

APPEL GRATUIT



LA VOLONTE D'OUVERTURE

Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Tél. : 206 806 6
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Le drame des réfugiés

AU Zaïre, dans l'est du pays, plusieurs dizaines de milliers d'êtres humains ont disparu. Ont-ils été assassinés ? Ont-ils repris, dans la forêt équatoriale, une errance qui dure depuis trois ans et qui les condamne à une mort lente ? L'urgence est, en premier lieu, de savoir ce qui se passe là-bas. Et d'obliger les forces de Laurent-Désiré Kabila à desservir leur état pour que l'ampleur de la catastrophe puisse être évaluée. Il faudra ensuite organiser le rapatriement de ces réfugiés rwandais, qui n'ont quitté leur pays en 1994. Sans plus tergiverser.

Viendra ensuite le temps de définir les responsabilités. Elles sont multiples et, mises à part certaines organisations humanitaires, peu de responsables ont des raisons d'être fières. Sur place, d'abord, il faut dénoncer les rebelles tutsis qui n'en finissent pas de se venger sur des innocents du génocide de 1994. Responsables, aussi, ces militaires hutus qui avaient, eux, participé au génocide et qui veulent faire des camps une base pour la reconquête du pouvoir à Kigali.

Les Occidentaux n'ont pas non plus de raisons de se glorifier. Les dirigeants américains, tout à leur satisfaction de voir Laurent-Désiré Kabila voler de victoire en victoire et, à terme, obliger Mobutu à partir, ont fermé les yeux sur les réfugiés. Pire : ils ont obligé les autres à se fermer les yeux en organisant une formidable campagne de désinformation : ah ! qu'il était frais et

joyeux le retour, en novembre 1996, des réfugiés ! Le problème était réglé. Sans se demander ce qu'il adviendrait de tous ceux qui resteraient sur place. Sans se demander ce qui s'était réellement passé durant ces semaines où près de 400 000 réfugiés avaient, déjà, été perdus de vue par la communauté internationale. Sans se demander pourquoi les rebelles empêchaient, déjà, les organisations humanitaires et les journalistes d'accéder à eux. Et pour cause : plus tard, bien plus tard, des témoignages montrèrent que des massacres avaient eu lieu. Plus tard, aussi, les Américains découvrirent que l'opposition au régime, haï et haïssable de Mobutu, n'était pas, en soi, un brevet de démocratie.

L'Europe a été bien silencieuse et, une fois encore, nombre de ses membres ont trouvé facile de s'aligner sur la position de Washington. Les cris d'alarme d'Emma Bonino, responsable de l'action humanitaire au sein de la Commission de Bruxelles, ont ainsi été ignorés. Sans par les Français. Le diagnostic de Paris était juste : il fallait intervenir rapidement et, en force, pour empêcher la catastrophe humanitaire. Les ambiguïtés de la politique africaine de la France ont ensuite empêché que ce diagnostic débouche sur une politique juste. L'intervention souhaitée par la France était perçue davantage comme un soutien à la dictature que comme une aide aux réfugiés. Le rappel de ces fautes pourrait peut-être empêcher aujourd'hui que le malheur ne s'ajoute au malheur.

Le Monde est né par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Noël-Jean Bergerson, directeur général adjoint
Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Bessis, Jean de Camille, Pierre Georges, Laurent Gosselin, Erik Isenhardt, Michel Kamen, Bernard Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Royon
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Médiateur : Thomas Ferenzi
Directeur éditorial : Eric Pichard ; Directeur délégué : Anne Chausson
Conseiller de la direction : Alain Ribot ; Directeur des relations internationales : Daniel Verret
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fajet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescaze (1991-1994)
Le Monde est né par la SA LE MONDE
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 100 000 F. Actionnaires : Société civile "Les rédacteurs du Monde", Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Proximité

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Maisons suédoises en Normandie

LA SITUATION des cités normandes, sur quoi est passée la trombe dévastatrice de la guerre, reste tragique. Le printemps même en souligne les ruines, et les arbres en fleurs, parmi les tas de pierres qui furent des maisons, apparaissent un peu comme cette « insolence de la nature » que Baudelaire punissait sur une fleur. Lisées vit parmi les débris, Caen reste un amas de ferrailles et de fondrières. Condé-sur-Noireau est une carrière.

La Suède n'oublie pas que les Scandinaves ont donné leur nom à la province de Guillaume le Conquérant, que maintes localités portent des noms attestant leur origine nordique. C'est une aide de famille qu'elle apporte, aide dont l'idée première revient à un ancien élève du lycée de Caen, M. Vindé, de Stockholm. Ecoles, universités, industriels et gouvernement ont participé à la souscription qui va per-

mettre à quatre cents familles de loger à l'aise dans des maisons de bois, aux éléments préfabriqués, établies sur les plans de l'architecte Lind.
Pendant l'hiver 1945-1946, cent trente-cinq maisons provisoires sont venues de Suède, où la France a acheté dix-huit cents maisons préfabriquées, mais, comme ces maisons sont d'un caractère provisoire, on voulait que les nouvelles, offertes à des localités industrielles, fussent durables à l'exemple de celles des banlieues de Stockholm. Leur emplacement a été décidé, après accord, par nos autorités, qui se chargent de la voirie et doivent fournir soubassements et tuiles. Groupées, elles constituent de petits villages suédois pimpants et coquets.

R. J.

(27-28 avril 1947.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télémarque : 3615 code LEMONDE

Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : renseignements par téléphone, 01-44-08-78-30

Index et microfilms du Monde : renseignements par téléphone, 01-42-17-29-33

Le Monde sur Compuserve : GD LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

LE COURRIER DES LECTEURS

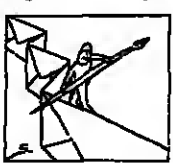
La nouvelle formule du *Monde*, lancée il y a un peu plus de deux ans, s'est donnée pour règle d'or la stricte séparation entre l'information et le commentaire. L'application d'un tel principe est difficile : les réactions de certains de nos lecteurs montrent qu'il nous reste encore du chemin à parcourir avant

d'atteindre notre objectif. Les journalistes américains s'astreignent, plus que d'autres, à cette rude discipline : même eux l'ont enseigné parfois, si l'on en croit le médiateur du *Washington Post*, qui a récemment critiqué un article sur Hillary Clinton paru dans ce quotidien, dont le ton soupçonneux lui a paru contraire à l'objectivité requise.

Un coup de semonce américain

par Thomas Ferenzi

GENEVA OVERHOLSER, qui occupe la fonction d'ombudsman, c'est-à-dire de médiateur, au *Washington Post*, est en colère. L'*International Herald Tribune* s'est fait l'écho de son indignation en publiant sous sa signature, le



15 avril, une chronique qui s'élève vivement contre la façon dont le *Washington Post* a rendu compte, le 31 janvier, d'une conférence de presse de Hillary Clinton. L'épouse du président des États-Unis avait exposé, au cours de cette rencontre,

le projet auquel elle esboudait désormais travailler, un projet dit de « micro-crédit » tendant à encourager les prêts aux très petites entreprises. « Plutôt que de rebâtir le système de santé de la nation, comme elle se l'était proposé en 1993 », écrivait l'auteur de l'article, M^{me} Clinton a choisi de se consacrer à « une initiative plus modeste », tout à fait conforme au goût nouveau de l'administration Clinton pour la « micro-politique ». Hillary Clinton, ajoutait-il, affirme que sa philosophie politique « n'a pas changé », même si les problèmes auxquels elle s'intéresse

« se situent à une tout autre échelle qu'il y a quatre ans ».

Ce que l'ombudsman du *Washington Post* n'a pas apprécié, c'est le ton sur lequel le journal a rapporté les propos de M^{me} Clinton. Un ton de suspicion qui tendrait à insinuer que son intérêt pour la micro-entreprise aurait quelque chose de fâcheux. Pour montrer qu'il n'est pas dupe, le journaliste laisserait entendre qu'il en sait plus qu'il n'en dit. Même si le devoir de la presse est de dévoiler ce qui se dissimule derrière la façade, encore faut-il le faire à bon escient, sans sous-entendus. « Il suffit quelquefois », conclut Geneva Overholser, « de raconter simplement les choses ».

Ce coup de semonce adressé au quotidien américain peut aussi être perçu comme un avertissement à la presse française. Il arrive même aux journalistes du *Monde*, en dépit de leurs bonnes résolutions, de céder aux facilités dénoncées par l'ombudsman du *Washington Post*. Des lecteurs s'en émeuvent. Ils estiment, exemples à l'appui, que trop souvent notre journal mélange l'information et le commentaire, au mépris des principes qu'il défend avec ostentation. Ils n'ont pas tort : les rédacteurs résistent parfois mal à la tentation de faire

connaître leur point de vue personnel dans le cours d'un article dont le propos est d'exposer des faits, non une opinion. Tantôt celle-ci s'introduit insidieusement : une allusion discrète, une ironie légère, une formulation équivoque. Tantôt elle se glisse par surprise, à travers un adjectif, un adverbe, une incidente. Tantôt elle s'affiche ouvertement entre deux développements factuels.

Un jour, un sénateur RPR est mis en cause d'une façon indirecte dans un article qui ne contient rien d'autre que des démentis. Un jour, la présentation supposée objective de la loi Debré est précédée d'un paragraphe qui la met en pièces. Un jour, les porte-parole d'un gouvernement étranger sont qualifiés d'« histrions » sans que leurs propos soient rapportés. Un jour, les accusations portées contre un personnage public et rappelées par le rédacteur sont brièvement réfutées au détour d'une phrase.

Certes la neutralité absolue n'existe pas : la subjectivité du journaliste se trahit toujours plus ou moins. Mais il est des articles où elle est autorisée, dans certaines limites, à s'exprimer (les commentaires, les analyses, les portraits, les reportages, les chroniques) ; il en est d'autres où elle doit être, autant que possible, bannie.

BON PLAISIR

Il y a nécessairement un risque à dissoudre une Chambre introuvable. Celui d'être battu. Avec les honneurs ou à plate couture. Le prétendu « bon plaisir » de Jacques Chirac figure en bonne place dans la Constitution : c'est en toutes lettres l'article 12. Cette expression déstabilisante de « bon plaisir » renvoie généralement à des mœurs politiques d'un autre âge - la monarchie - ou à des pouvoirs d'un genre spécial - la dictature. A mon sens, elle s'accroît davantage à la navrante affaire de détournement du secret défense par l'ancien locataire de l'Élysée. Au mépris de la loi, cette tendance malsaine au voyeurisme, ou plutôt ici à l'écouteuse, évoque assez bien le bon plaisir d'un prince policier qui exerce, en toute impunité, une sorte de droit de cuissage informationnel.

Christian de Maussion, Paris

POUR LA RECONNAISSANCE DU VOTE BLANC

Améliorer le fonctionnement de nos institutions doit être le souci constant de chaque parlementaire. Depuis le début de cette décennie, les données politiques ont changé. Le citoyen ne se réfère plus systématiquement à un seul parti pour défendre ses convictions et ses intérêts ; il devient plus indépendant, plus exigeant (...). La consubstantialité électorale ne doit plus être verrouillée par des dispositions utiles, peut-être, au début de la pratique du suffrage universel, mais restrictives et inadéquates aujourd'hui. De nombreux électeurs se retrouvent désemparés au moment de choisir entre des candidats. Ils ne se reconnaissent pas dans les programmes proposés, et n'ont pas de

moyen officiel de le faire savoir (...). Deux mesures simples nous semblent nécessaires : récrire l'article L. 66 du code électoral, afin de distinguer très nettement vote blanc et vote nul ; prendre en compte dans le calcul de la majorité les bulletins blancs. Nous faisons confiance aux citoyens, et sommes persuadés que les mesures que nous demandons ne bloqueront pas le déroulement de la vie institutionnelle du pays, mais attesteront au contraire la maturité politique à laquelle est parvenue la nation dans son ensemble. Réfléchir à une nouvelle politique pour demain, c'est aussi veiller à renforcer le pouvoir d'expression des citoyens.

Un collectif de parlementaires
[Georges Gruillet, Hubert Haenel, Maurice Lombard (sénateurs) ; Pierre Albertini, Jean-Claude Aupiais, Gerthier Audouin, Jean-Louis Beaumont, René Beaumont, Georges Colombar, Jean-Jacques Descaux, Charles Ehrmann, Roger Lestas, François Loos, Georges Meslin, Pierre Micaux, Monique Papon, Pierre Pascalion, Marc Reynaud, François Rochelblanc (députés sortants).]

MERCI, LES INTERNES

Le message de la médecine, grâce aux internes, est passé : le plan Juppé peut mettre en cause l'utilisation du progrès scientifique. Les médecins n'ont jamais condamné la réforme actuelle dans son ensemble. Ils n'ont jamais refusé la chasse aux erreurs et aux abus. Ils refusent, et refuseront toujours, que l'on enferme dans une même masse les dépenses abusives, et les dépenses - à la progression inexorable - liées aux progrès des techniques, au progrès culturel, à la prolongation de la durée de vie. Le principe de l'enveloppe budgétaire préalable est éternel : il consiste

à faire pression collectivement sur les médecins pour qu'ils freinent, même inconsciemment, les investigations systématiques qui permettent le diagnostic précoce des maladies graves, les soins les plus modernes pour les cas jugés désespérés, le traitement des personnes âgées... Avant de parvenir à alerter l'opinion, les médecins auront été accusés, humiliés, traités de conservateurs, alors qu'ils défendent le progrès fantastique de la science et que, depuis les années 60, ils font fonctionner le régime conventionnel dont ils ont accepté les contraintes.

Docteur Jacques Monier, Bandol (Var)

LE TRAVAIL DE L'IVOIRE

Me trouvant nommément mis en cause (dans *Le Monde* du 27 février), j'affirme que ni pour mes confrères ni pour moi l'instauration de quotas dérogatoires qui permettraient l'importation d'ivoire en France ne constitue un objectif de premier plan. Que M. Pfeffer se rassure : nous tenons autant que lui à la préservation de l'éléphant ; il se trouve, en France, suffisamment d'ivoire brut importé préalablement à la date d'effet de la Convention de Washington pour que notre approvisionnement soit assuré pendant des années. Notre revendication majeure est de pouvoir travailler cet ivoire-là dans des conditions juridiques enfin claires, et sans avoir à encourir le perpétuel et perfide dénigrement dont il est devenu de bon ton de nous gratifier. Que l'on envisage des quotas dérogatoires, une fois les populations d'éléphants suffisamment reconstituées, relève du simple bon sens et permettra, par la valorisation de cette ressource, de fournir des motivations concrètes aux Ad-

cains pour conserver leur grande faune.

Francis Migeon, Saint-Maur (Val-de-Marne)

LA RONDEUR DE L'AN 2000

Est-ce un bon service rendu à nos enfants d'école primaire que de répéter que l'expression « année zéro » n'est qu'une affaire de « pure convention » (Philippe Cibois dans *Le Monde* du 12 avril) ? Ne s'agit-il pas seulement de rigueur dans la définition ? Si zéro est le nombre de l'ensemble vide, et si on l'emploie pour mesurer une grandeur continue, il symbolise une limite, un néant de grandeur. « Année zéro » signifierait donc une année vide de temps. Quant à savoir si le peuple a une opinion très saine lorsqu'il se prépare à fêter le XXI^e siècle au 1^{er} janvier 2000, pourquoi s'agiterait-on d'une obscure « logique sociale du nombre rond » ? Le peuple est vain, mais ses opinions sont très saines, avertit Blaise Pascal. Parions donc que tout se passe comme si « l'opinion commune » se refusait à confondre le temps mesurable, le seul que peut comprendre l'intelligence, et le temps concret, celui qui est en train de se faire, semblable, selon Bergson, à une boule de neige s'ajoutant à elle-même en roulant tout entière. Le malentendu qui sépare le peuple et les savants prêterait alors l'allure d'un conflit non plus entre deux « logiques », mais entre intuition et concept, ou, si l'on préfère, entre esprit de finesse et esprit géométrique. Cela expliquerait qu'il soit insoluble. Et d'autant plus que la rondeur de la boule de neige est plus proche de la vraie durée que les découps du calendrier.

Jean-Michel Pouzin, Les-Neiges-près-Troyes (Aube)

Après l'éclipse, le nouveau réveil du Japon

Suite de la première page

On n'ignore certes rien des maux de l'archipel : carcan des réglementations, pesanteurs bureaucratiques, appareil de pouvoir sclérosé, absence de leadership, classe politique incompétente et corrompue, inefficacité des services, endettement des banques, retard dans la recherche fondamentale, vieillissement accéléré de la population, crise des valeurs... De quoi nourrir un réquisitoire sans appel, excluant définitivement que le Japon puisse être un modèle pour l'avenir. Et pourtant... Non seulement l'inventaire négatif mériterait une analyse plus fine, mais surtout le Japon ne paraît pas aussi « fini » qu'on le pensait. Mieux : il est en train de reconquérir sa compétitivité et de s'ouvrir tant aux importations qu'aux investissements.

Quelques chiffres. L'économie japonaise reste la deuxième du monde. Son produit intérieur brut de 5 000 milliards de dollars atteint 70 % de celui des États-Unis, représente les

deux tiers des économies de l'Asie orientale, est dix fois supérieur à celui de la Chine et dix-sept fois supérieur à celui de l'Inde. Si, entre 1992 et 1995, la croissance annuelle japonaise n'a été que de 0,7 %, 1996 a connu un renversement de tendance : 3,6 %. Et, en 1997, le rythme devrait se maintenir à 2,5 %, légèrement supérieur à celui des États-Unis. Ce pays « en récession » a en outre tout de même créé des emplois (400 000 entre 1994 et 1995) et, pour la première fois depuis 1991, l'emploi des jeunes diplômés devrait progresser de 8 %. Pas si mal !

La reprise de l'excédent commercial est le symptôme le plus voyant de cette reconquête de compétitivité que l'on aurait tort de mettre, une nouvelle fois, sur le compte de « pratiques déloyales ». La machine productive nipponne s'est profondément restructurée au cours de la phase de récession et, mis à part les banques, la plupart des secteurs industriels ne se portent pas si mal. Au cours des dernières années, l'automobile et l'électronique ont dû s'adapter à une parité de change de 80 yens pour 1 dollar par des gains de productivité, et, aujourd'hui que la parité tourne autour de 120-130 yens pour 1 dollar, ces industries sont à l'aise.

Cette reconquête de la compétitivité n'est que partiellement obtenue grâce à la délocalisation vers les pays

à faible coût de main-d'œuvre. L'« évitage » du tissu industriel nippon est lent. Le ratio de production délocalisée de l'industrie représentait 10 % du PIB en 1996 (contre 19 % dans le cas de l'Allemagne et 23 % dans celui des États-Unis). La délocalisation est assurément une tendance de fond, jugée nécessaire par les industriels pour abaisser leurs coûts et se prémunir contre les variations de change. Mais, après un essor rapide au début des années 90, l'hémorragie des industries (de pointe comme des PME) s'est ralentie au point que se dessine un mouvement inverse : un retour d'usines vers le Japon. L'implantation des filiales de production nipponnes reflète un tropisme asiatique prononcé, tandis que celle des filiales spécialisées dans la distribution privilégie l'Europe et l'Amérique du Nord.

BOND DES IMPORTATIONS

La reconquête s'expliquerait-elle par une fermeture des frontières ? C'est tout l'inverse. La nouvelle croissance s'accompagne d'un bond des importations (+ 20,3 % en 1996). Autre phénomène significatif pour l'avenir : les entreprises nipponnes cherchent des alliances stratégiques avec des partenaires occidentaux. Pour développer leurs ventes à l'étranger mais aussi, et c'est nouveau, pour se consolider sur le mar-

ché japonais lui-même. L'alliance intervenue récemment dans le domaine financier entre la banque Nippon Credit, en quasi-banqueroute, et l'américain Bankers Trust est révélatrice d'une ouverture d'un marché naguère hautement protégé.

Cette première prise de participation d'une banque étrangère dans un établissement financier nippon pourrait bien marquer le début d'une tendance. Les prises de participation dans des sociétés japonaises par des étrangers se sont chiffrées en 1996 à 2,5 milliards de dollars, soit 50 % de plus que l'année précédente. Le cas de Ford, qui a augmenté sa prise de participation dans le capital de Mazda, a été un exemple spectaculaire. Non seulement les Américains mais aussi les Hongkongais et les Singapouriens investissent : en mars, Pacific Century Group, dirigé par le fils du puissant industriel de Hongkong Li Ka-shing, a acquis un terrain d'un coût de 700 millions de dollars en plein centre de Tokyo. Les Allemands et les Britanniques ne sont pas en reste, notamment dans le secteur pharmaceutique. Seuls les Français semblent encore penser que l'implantation dans l'archipel est réservée à des géants ou des ténérailles.

Fin. Le Japon ? Manifestement pas pour tout le monde.

Philippe Pons

150

ENTREPRISES

LE MONDE / DIMANCHE 27 - LUNDI 28 AVRIL 1997

MARKETING Manufrance, l'ancienne marque de la Manufacture d'armes de Saint-Etienne et du catalogue de vente par correspondance, reprend du service comme enseigne de

grandes surfaces de bricolage et de loisirs. PATAUGAS, la marque de chaussures de marche qui équipa l'armée française dans les années 50, tente aussi de se relancer, avec une nouvelle

gamme plus jeune qui cherche à profiter de la mode « châtier » actuelle. LIP ET SOLEX, deux symboles des années 60 et 70, s'efforcent de survivre en exploitant la nostalgie. Mais leurs pro-

duits apparaissent décalés par rapport à l'époque. L'AUTOMOBILE essaie de miser sur le filon « rétro » en ressuscitant la Coccinelle ou la 2 CV. Mais Bugatti, pas plus que Talbot dans les an-

nées 80, n'a réussi son retour. MAMMOUTH, enseigne connue d'hypermarchés, mais dont le contenu est dévalorisé, va, pour sa part, disparaître au profit d'Auchan.

Des marques célèbres dans les années 60 tentent de faire un come-back

Des entreprises ont décidé, avec plus ou moins de bonheur, de relancer Manufrance, Pataugas, Lip, Solex. Mais l'échec récent de Bugatti comme celui de Talbot, il y a une dizaine d'années, prouve qu'une vieille notoriété n'est pas une garantie de réussite commerciale

MANUFRACTURE est de retour. Quatorze ans après sa liquidation, l'enseigne stéphanoise a refait son apparition, le 26 mars, sur une grande surface de bricolage et de « loisirs verts », à Soustons, dans les Landes. Le premier d'une série de magasins que compte ouvrir « en milieu rural et semi-rural » le groupe Domaxel, spécialiste de la distribution de bricolage, qui a passé un accord de licence avec le propriétaire de la marque Manufrance, Jacques Tavitian.

Chasse, pêche, vélo : la nouvelle Manufrance est en apparence fidèle aux « valeurs » qui firent le succès de l'ancienne. Cela suffirait-il à ressusciter cette marque qui fleurit bon ses années 60 ? « 60 % des gens connaissent Manufrance. Dans le milieu rural, on a affaire à un véritable label qui s'est transmis d'une génération à l'autre », affirme Patrick Vialles, membre du directoire de Domaxel. Quant à l'image du long conflit social de « la Manu » (la Manufacture française d'armes et cycles de Saint-Etienne, co-traitier industriel de Manufrance), qui avait fait la « une » des journaux au tournant des années 70 et 80, « elle n'a pas pénétré les milieux ruraux », où Manufrance évoque encore largement la chasse et le catalogue de vente par correspondance, et reste synonyme de qualité », assure M. Vialles.

LE SUCCÈS DE COCA-COLA

Autre revenant : Pataugas. La marque de chaussures tout-terrain a connu plusieurs morts depuis sa création en 1947. La dernière remonte à 1995. En juin 1996, Jacques Royer, un entrepreneur de Fougères (Ille-et-Vilaine) reprend la licence de la marque, propriété du groupe André. Après avoir relancé la production en Espagne, M. Royer présentera en septembre une nouvelle collection de chaussures pour l'hiver 1997-1998. Le problème, c'est que la marque est devenue un nom commun, à l'instar de la fermeture éclair, Mobyette, K-Way ou Frigidaire. Avec un handicap supplémentaire : un grand concurrent, Palladium, a fait son nid sur le créneau de la chaussure en toile à semelle de caoutchouc, avec sa Pallabrousse, que personne ne connaît mais que tout le monde achète en pensant acquiescer Pataugas. M. Royer n'ignore pas la difficulté, mais il pense avoir trouvé la parade : « Nous ne ressuscitons pas un pro-

duit, mais une marque, que nous allons déclinier sur des produits innovants, tournés vers les jeunes. Nos concurrents, ce sont plutôt Caterpillar et Dac Martens que Palladium ».

« Être une marque-produit n'est pas forcément fatal. Regardez Coca-Cola », observe Georges Lewi, consultant ex-auteur du livre *Sole temps pour les marques*. La firme d'Atlanta a imposé le « coca » comme nom commun tout en maintenant sa position dominante à grands renforts de publicité et de marketing. « Elle a préservé le contrat initial conclu avec ses clients », analyse M. Lewi. C'est le premier précepte pour qui veut relancer une marque disparue. »

LA « MONTRE DES PRÉSIDENTS »

C'est ce principe que s'efforce d'appliquer Lip. L'ex-première marque française de montres, reprise par le groupe de mécanique Sensemat en 1990, tente de capitaliser sur son ancienne image, celle des années 50 et 60, lorsque Fred Lipmann, son fondateur, réussissait à placer une montre Lip au poignet du général de Gaulle. Las, depuis cet âge d'or s'est défilé, dans les années 70, le plus long conflit social de l'histoire industrielle française. En 1994, pour le cinquantenaire du débarquement en Normandie, Lip a réédité cette « montre des présidents », que portaient aussi Winston Churchill et Ike Eisenhower. Un exemplaire en a été offert à Bill Clinton au poignet duquel on la voit sur les photos. Mais bien malin qui peut dire ce qui, de la réputation passée des produits ou du souvenir du conflit, fait aujourd'hui de Lip « la marque de montres la plus connue après Swatch », comme l'affirment ses dirigeants actuels. Le volume de ventes, plutôt modeste (70 000 montres par an) ne reflète pas cette notoriété.

Pour M. Lewi, rien n'est perdu s'il reste « un fonds de clientèle, même réduit, mais fidèle ». A défaut, quelques « collectionneurs actifs » peuvent faire l'affaire. Jaguar et Triumph, les marques anglaises de voitures de luxe et de motos, doivent leur survie à leurs inconditionnels, qui n'ont cessé de s'échanger informations et pièces de rechange. Les nouveaux produits n'ont plus rien à voir avec les anciens, mais ils ont su préserver le « contrat initial » avec leurs clients. Ce que n'a pas fait Talbot.

La renaissance des mythes automobiles

LE « RÉTRO » est à la mode. Certains constructeurs sont allés chercher les mythes d'après guerre pour les remettre au goût du jour.

Mi-1998, Volkswagen lancera sa nouvelle Coccinelle. Conçue dans les bureaux d'études américains du constructeur allemand, elle n'était pas destinée, au départ, à être produite. Mais le succès rencontré par le prototype présenté en janvier 1994 au Salon de Detroit a vite convaincu Ferdinand Piëch, le patron de Volkswagen, de relancer la célèbre « Beetle ». Construite sur le châssis de la prochaine Golf et équipée du moteur 2 litres et 115 chevaux de l'actuelle Golf GTI, elle sera produite dès la fin de l'année dans l'usine mexicaine de Puebla. De la Coccinelle d'antan, elle n'aura cependant que l'aspect extérieur. Il n'est plus question aujourd'hui pour Volkswagen de faire une « voiture du peuple » : la capacité de l'usine de Puebla ne dépasse pas les 120 000 unités par an, et la nouvelle « Cox » se vendra aux alentours de 100 000 francs.

C'est aux États-Unis, également, que l'on doit la renaissance de la 2 CV. Chrysler a décidé de refaire la « Denche » pour la vendre en Chine. Elle s'appellera « China Concept Vehicle », initiales... 2 CV.

François Castaing, numéro trois de Chrysler, cherchait à faire une voiture « sexy » pour les marchés émergents, peu coûteuse à l'achat et à l'entretien (*Le Monde* du 24 octobre 1996). En 1993, le Français d'origine marseillaise fait venir à Detroit la 2 CV, celle de 1956, et lui fait subir une autopsie en règle. Conçue et fabriquée aujourd'hui, la 2 CV coûterait deux fois moins que la moins chère des petites voitures actuelles. Elle pourrait être vendue 25 000 francs hors taxes. Chrysler se lance. Objectif : vendre après l'an 2000 entre 500 000 et un million de ce modèle par an dans les pays émergents. Et peut-être un jour en Europe.

Les ingénieurs de Renault ont, eux aussi, été tentés de ressusciter un mythe. En mars 1996, au Salon de Genève, l'ex-Régie a présenté la Fifte, la 4 CV des années 90. Mais la Fifte, avec ses contreportes en osier, n'est pas destinée à être produite. « Elle n'est qu'un cadeau d'anniversaire pour les cinquante ans de la 4 CV », explique le groupe. Un jour, peut-être, sa santé financière retrouvée, la marque au losange cédera-t-elle à la tentation.

Virginie Mallin

Ressuscitée dans les années 70 par Peugeot pour remplacer Simca, la marque a fini par disparaître à nouveau, victime de la banalité et du manque de qualité des voitures, totalement en décalage avec son histoire prestigieuse.

Plus récemment, Bugatti a également échoué, mais pour des raisons diamétralement opposées. Trop ancienne pour avoir conservé autre chose qu'une « notoriété de musée », la marque, relancée en

1990 par l'homme d'affaires italien Romano Artioli, « s'est trompée de marché », affirme M. Lewi. Avec ses bolides à 1,5 million de francs, capables de rouler à plus de 300 km/h, Bugatti a cherché à exploiter une image ultrasportive à la Ferrari, là où l'on attendait plutôt dans le luxe, façon Bentley. La crise du marché de la voiture de sport a fait le reste. La nouvelle société Bugatti a été liquidée en 1996 et l'usine italienne flamboyante

neuve vendue aux enchères, fin mars 1997. Quant aux six dernières voitures fabriquées, elles ont rejoint leurs glorieuses aînées, au musée ou dans des collections particulières.

CONDAMNÉ À INNOVER

La relance de Solex devait être a priori facile. La notoriété et le capital de sympathie du fameux cyclomoteur noir à moteur avant étaient, à coup sûr, intacts dans l'inconscient collectif des Français. La production, arrêtée en France, avait repris en Hongrie en 1993. Mais, à près de 4 000 francs l'unité, le Solex n'a pas jusqu'ici rencontré son marché. « Et pour cause : il n'existe plus. Les jeunes roulent en scooter, moins ringard et les moins jeunes préfèrent la moto ou le vélo », explique un concurrent.

Dans un monde où la durée de vie des produits tend à se raccourcir sous l'effet de la concurrence, une marque, vieille ou jeune, doit sans cesse innover pour se distinguer, tout en s'appuyant sur des valeurs constantes, qui bâtiront

l'image de marque. C'est tout le dilemme de Moulinex ou de Citroën. Leur notoriété reste fondée sur des innovations réelles mais anciennes, le presse-purée pour l'un, la traction avant et la OS pour l'autre. Mais leurs produits d'aujourd'hui ne créent pas de différence décisive face à la concurrence.

Le pire, c'est lorsque la marque, de par son nom même, est incapable de sortir de son produit initial pour s'élargir à une gamme, « condition de son développement », affirme M. Lewi. En rachetant la firme américaine d'électroménager White en 1985, Electrolux a trouvé dans la corbeille la marque Frigidaire, toujours vivace aux États-Unis. Mais le géant suédois a renoncé à l'exploiter en Europe. Explication de M. Lewi : « Vous voyez votre four ou votre aspirateur s'appeler Frigidaire ? »

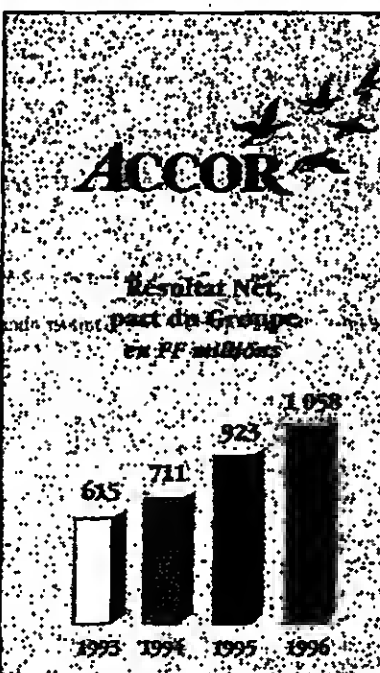
Pascal Galinier

* Sale temps pour les marques de Georges Lewi, Editions Albin Michel, 1996, 240 pages, 120 francs.

Mammoth en voie d'extinction

A la fin de 1998, Mammoth n'écartera plus les prix. Après avoir repris en 1996 Docks de France, propriétaire de la célèbre enseigne d'hypermarchés, Auchan fera totalement disparaître d'ici dix-huit mois le fameux mammoth noir sur fond blanc au profit de sa propre enseigne. Les salariés de Docks de France devraient en être informés au cours d'un comité central d'entreprise, début juin.

Les dirigeants d'Auchan ont fait leurs calculs : les surcoûts dus à la cohabitation de deux marques ne sont pas justifiés. Une étude de la Sofres, comparant les huit principales enseignes d'hypermarchés, a achevé de les convaincre de saborder Mammoth. La marque jouit, certes, d'une grande notoriété, mais son « contenu » n'est pas brillant. Sur les dix critères retenus (prix, promotions, choix, service, qualité, etc.), Mammoth est en queue de peloton, juste devant Intermarché. Alors qu'Auchan arrive en tête, ex aequo avec Carrefour.



Groupe mondial de services leader dans 4 grands métiers : Intercontinental, complémentaires en développement

124 000 employés - 135 pays - 90 milliards de volume d'affaires

Hôtellerie 2 500 hôtels

Crédit et Banque 20 millions de clients

Location de voitures 20 millions de clients

Location de voitures 20 millions de clients

Location de voitures 20 millions de clients

Location de voitures 20 millions de clients

Location de voitures 20 millions de clients

Location de voitures 20 millions de clients

Location de voitures 20 millions de clients

Location de voitures 20 millions de clients

Location de voitures 20 millions de clients

Résultat Net 1996 en progression de 15 % à FF 1 058 millions

Dividende de FF 20 payé en numéraire

Fusion-absorption de l'Hôtellerie Economique

Bon démarrage de l'année 1997

Sous la présidence de Paul Dubrule et Gérard Péisson, le Conseil de Surveillance s'est réuni le 23 avril 1997 et a examiné les comptes de l'exercice 1996 arrêtés par le Directoire. Le résultat net part du Groupe a franchi le cap du milliard de francs pour s'établir à FF 1 058 millions, en progression de 14,6%. Ramené à une action, le bénéfice net s'est accru de 5,9% à FF 34,20.

(en FF millions)	1995	1996
Chiffre d'affaires	31 012	28 305
Résultat Opérationnel	2 919	2 576
Résultat Financier	(1 640)	(1 260)
Mises en équivalence	2	399
Résultat global des opérations	1 281	1 515
Résultat net, part du Groupe	923	1 058

Le chiffre d'affaires s'élève à FF 28 305 millions en progression de 2,9% à périmètre et change constants. Le résultat opérationnel est en recul de FF 343 millions, dont FF 300 millions au titre du seul premier semestre 1996. Cette réduction, due à la médiocrité de la conjoncture dans la première partie de l'année et à certains changements de structures, a été plus que compensée par une amélioration de FF 380 millions du résultat financier et de FF 197 millions du résultat des sociétés mises en équivalence, marqué par le net redressement d'Europcar (+ FF 133 millions). Au total, le résultat global des opérations s'établit à FF 1 515 millions, en croissance de 18,3 % par rapport à 1995, conformément aux prévisions indiquées lors de la publication des résultats semestriels. Les cessions de murs d'hôtels au cours de l'année 1996 ont permis d'achever le rétablissement de la situation financière se traduisant par une réduction de l'endettement net qui est passé de FF 25,2 milliards en juin 1994 à FF 17,5 milliards à fin 1996. Le ratio endettement net/fonds propres est désormais inférieur à 1.

Faits marquants du premier trimestre et perspectives.

La Société Générale de Belgique a réclassé sa participation de 9% auprès de grands investisseurs financiers internationaux, qui occupent désormais une place prépondérante dans l'actionariat de Accor. Etienne Davignon continue de siéger au Conseil de Surveillance de Accor en tant que personnalité indépendante.

Accor a cédé, pour un montant de FF 2,35 milliards, la moitié de sa participation dans Compass (Restauration Collective) dans le cadre de la politique de réallocation des ressources annoncée par Jean-Marc Espalloux lors de sa nomination à la Présidence du Directoire en Janvier 1997.

L'ensemble des activités du Groupe affiche un bon démarrage au premier trimestre tant en Europe (sauf en Allemagne) qu'aux États-Unis. Le Groupe a poursuivi son développement et concrétisé des projets stratégiques qui concernent aussi bien l'Espagne et en Amérique du Sud, Sofitel à New-York et au Brésil que le démarrage du Ticket Restaurant en Inde. Par ailleurs, la fusion Carlson Wagonlit Travel a donné naissance au numéro deux mondial du voyage d'affaires.

Le Directoire a lancé une réflexion collective sur les changements structurels à engager par Accor pour améliorer sa rentabilité et relancer son développement. Les conclusions de cette réflexion seront communiquées lors de l'Assemblée Générale du 4 juin prochain.

Fusion-absorption de Sphère Internationale.

D'ores et déjà, Accor a décidé de soumettre à ses actionnaires un projet de fusion-absorption de Sphère Internationale (pôle d'Hôtellerie Economique regroupant Formule 1, Etap Hôtel et Ibis), aujourd'hui détenu à 77 % seulement par Accor. Cette fusion assurera le contrôle complet de l'Hôtellerie Economique, en plein développement, et favorisera la rationalisation des organisations. Son impact financier permettra en outre d'augmenter sensiblement le bénéfice par action. Ainsi, dès 1997, compte tenu de la partie retenue de 7 actions Sphère Internationale pour 1 action Accor entraînant la création de 2 347 761 actions Accor, cette fusion sera relative de plus de FF 2 par action.

Dividende.

Accor proposera à l'Assemblée Générale de distribuer un dividende de FF 20 (FF 30 avec avoir fiscal), avec paiement en numéraire le 13 juin 1997.

La mutuelle d'assurance-vie Nissan Life cesse ses activités sur ordre du gouvernement japonais

La première faillite du secteur depuis la guerre est la conséquence de l'écroulement de la bulle financière

Le marché japonais n'en finit pas de souffrir de l'écroulement de la bulle financière. Comme l'ensemble des compagnies d'assurance-vie de l'archipel, Nissan Mutual Life avait massivement investi à la fin des années 80 dans les secteurs spéculatifs de la Bourse et de l'immobilier et se retrouve incapable d'honorer les rendements promis aux assurés. Le ministère des finances japonais assure que le contribuable ne sera pas sollicité.

LA FAILLITE de Nissan Mutual Life est-elle un événement isolé ou la première d'une longue série ? En annonçant sa décision de suspendre les activités de la compagnie d'assurance-vie, équivalent à un constat de faillite, le ministre japonais des finances, Hiroshi Mizushima, s'est voulu rassurant, s'engageant à « prendre des mesures » pour protéger les quelque 1 200 000 détenteurs de polices souscrites auprès de la compagnie. Il tente ainsi d'enrayer les réactions de défiance des investisseurs, à l'égard d'un secteur déjà fragilisé par plusieurs faillites bancaires et scandales, comme celui, récent, du courtier Nomura Securities. « La décision d'ordonner la suspension des opérations est destinée à conforter la crédibilité de la profession », a déclaré M. Mizushima à l'issue du conseil des ministres.

L'enjeu est considérable : l'assurance-vie au Japon représente quelque 187 trillions de yens (8 650 milliards de francs) d'actifs gérés. Une perte de confiance pourrait entraîner

des réactions en chaîne. Celles qu'a provoquées la suspension de Nissan Mutual Life, malgré la modeste relative de sa taille (elle occupe le seizième rang au Japon avec un chiffre d'affaires de 251 milliards de yens, soit 11 milliards de francs) illustrent les menaces qui pèsent sur le système financier nippon.

Dès la publication du communiqué du ministère des finances, les actions des entreprises présentes dans le portefeuille de Nissan Mutual Life, ainsi que les titres de filiales d'Hitachi et de Nissan Motor, qui représentent plus de 70 % des polices d'assurance de la mutuelle, ont fortement chuté. Les bons du Trésor se sont affaiblis. Le Nikkei a fléchi. Le marché obligataire s'est tendu. La rumeur d'une hausse des taux d'intérêt nippons a couru dans les salles de marchés. Le dollar a faibli face au yen.

La déconfiture de Nissan Mutual Life a été provoquée par son incapacité à honorer les rendements élevés qu'elle s'était engagée à servir à ses assurés et la rentabilité de ses

propres investissements. Une prise en tenaille commune à l'ensemble des assureurs-vie japonais qui traversent une crise structurelle profonde. La faiblesse des taux d'intérêt japonais a poussé les compagnies à investir massivement dans les obligations américaines, et dans des secteurs très spéculatifs. Pour combler l'écart entre une moyenne de 5 % qu'elle avait promis et un rendement de seulement 3 % provoqué par l'écroulement de la bulle financière japonaise, l'effondrement du marché immobilier dans l'archipel et la faiblesse de la Bourse depuis 1990, Nissan Mutual Life a puisé sur ses réserves. Les actifs de la compagnie ont ainsi fondu de plus de 130 milliards de yens au cours de la seule année 1996 sur un total de 2,4 milliards de yens. Selon Makoto Fukuda, chef du bureau des assurances au ministère des finances, les plus-values latentes du groupe ont été réduites à néant, rendant nécessaire une recapitalisation de 200 milliards de yens.

Qui va payer ? Le ministre des finances japonais a assuré qu'il n'envoyait pas de recours à l'argent des contribuables, comme il l'avait fait en 1996 lors des faillites de plusieurs sociétés de crédit immobilier, les *jisens*. Pour faire face à une partie de ses obligations, la compagnie pourra puiser à hauteur de 200 milliards de yens dans le fonds de garantie de la profession. Les groupes Nissan et Hitachi avec lesquels elle a tissé des liens étroits pourraient également venir à son secours.

La rapidité de l'intervention du ministère des finances et la solidarité, contrainte, de l'ensemble des compagnies de la place devraient momentanément apaiser la peur des épargnants. Rappelant qu'il s'agit de la première faillite dans l'assurance-vie japonaise depuis la restructuration du secteur financier au sortir de la guerre, le ministre des finances a déclaré : « Nous ferons en sorte que cela soit la dernière. »

Babette Stern

Trêve probable dans le transport aérien et à la SNCF

Les syndicats n'excluent pas d'autres mouvements

LA SITUATION devait revenir progressivement à la normale, dimanche 27 avril, dans les compagnies aériennes affectées par les mouvements sociaux des pilotes. Samedi, le trafic de l'ex-Air Inter n'avait pu être assuré qu'à 45 % de la normale, les plus fortes perturbations concernant l'activité au départ d'Orly-ouest (renseignements au 01-44-08-55-55 pour les vols au départ et 08-02-80-28-02 pour les réservations). A Air Liberté et TAT, les deux filiales françaises de British Airways, la direction affirmait être en mesure d'assurer 77 % des vols samedi et 67 % du programme dimanche (renseignements au 08-03-805-805 pour TAT et au 08-03-09-09-09 pour Air Liberté).

Les pilotes de TAT devaient décider samedi à 11 heures, s'ils entamaient leur dix-huitième jour de grève pour protester contre les conditions de la fusion avec Air Liberté. Il semblait qu'une majorité ait pu se dégager pour la reprise du travail et l'arrêt de « la guerre de front ».

Il lui substituerait « une guerrilla » qui se traduirait, tout au long du mois de mai, par des arrêts de travail plus courts mais plus fréquents. Les hôtesses et stewards, jugeant n'avoir obtenu que « des miettes », semblaient déterminés à poursuivre la grève. Ils réclament la généralisation du statut TAT pour tous.

● **Même schéma dans l'ex-Air Inter**, en cours de fusion avec Air France, où les pilotes devaient se réunir, samedi à 15 heures, pour décider de la reconduction éventuelle du mouvement entamé depuis quarante-huit heures. Là encore, la reprise du travail pouvait être votée sans, pour autant, que le climat social ne s'améliore. Les pilotes protestent contre l'élaboration unilatérale des nouvelles « listes de séniorité » par la direction du groupe et la double échelle de rémunérations qui permet d'embaucher de nouvelles recrues à un salaire inférieur. L'évolution du paysage syndical au sein de la compagnie Air France (où le bureau du SNPL traditionnellement conciliant vient d'être désavoué et où l'arrivée des ex-Air Inter risque de durcir les positions) pourrait compliquer la tâche de Christian Blanc, PDG du groupe.

● **Les hôtesses et stewards d'Air France** ont décidé de se mettre en grève mardi 29 et mercredi 30 avril, à l'appel de l'UNAC (50 % du personnel) pour protester, là encore, contre « l'embauche de nouveaux salariés à un niveau si bas qu'il n'est pratiqué par aucune profession ». Selon la direction, ce mouvement n'aura toutefois aucun impact sur le trafic.

● **A la SNCF**, le trafic devait reprendre progressivement samedi sur la plupart des lignes, malgré quelques perturbations dans la matinée sur les TGV au départ de Paris vers Lyon, Marseille et Montpellier et sur les trains à destination de Clermont-Ferrand et Toulouse. Les six syndicats qui avaient appelé en commun à la grève des contrôleurs SNCF (CGT, CFDT, FO, CFTC, FMC, CFE-CGC) ont décidé, vendredi, d'attendre les résultats d'une rencontre, mercredi 30 avril, avec la direction pour reprendre éventuellement le mouvement au plan national. En raison de la durée obligatoire du préavis, celui-ci ne pourrait débuter que le 3 mai (renseignements au 06-36-35-35-35).

Sylvie Kauffmann

Christophe Jakubyszyn

Starbucks, la firme de Seattle qui fit découvrir l'« espresso » italien aux Américains

NEW YORK

de notre correspondant

Qui a dit que l'on buvait du mauvais café aux États-Unis ? Même si les Américains restent majoritairement attachés à leur *regular coffee*, ils ont aujourd'hui accès à toutes les variantes de l'*espresso* italien, simple, double, *macchiato* ou *copuccino*. Et s'ils peuvent aller le déguster dans les *espresso bars* qui ont essaimé de Seattle à Houston, c'est grâce à un homme d'affaires de Brooklyn, Howard Schultz.

En 1983, M. Schultz est encore jeune directeur du marketing d'une petite entreprise de torréfaction de Seattle, Starbucks, quand il découvre, à l'occasion d'un voyage à Vérone, les terrasses des cafés italiens. De retour à Seattle, il tente - en vain - de convaincre la direction de Starbucks de se lancer dans l'ouverture de cafés à l'italienne. Ecarté, il quitte l'entreprise. Pour revenir, quatre ans plus tard, racheter Starbucks avec l'aide d'un groupe d'investisseurs. L'entreprise, qui compte alors moins de cent employés et onze points de vente, devient Starbucks Corporation.

Les admirateurs d'Howard Schultz, quarante-trois ans, voient en lui un « visionnaire » de l'esprit de communauté. C'est surtout son flair commercial qu'on retient : en

cinq ans, Starbucks est devenue une chaîne de cafés internationale dotée de plus de 1 100 établissements, qui couvre pratiquement tout le territoire américain, où elle emploie 21 000 personnes. Installée au Canada, elle a ouvert, en 1996, au Japon et à Singapour, les premiers d'une vingtaine de cafés prévus en Asie. Son objectif : exploiter 2 000 établissements en l'an 2000. En 1996, Starbucks a réalisé un bénéfice impossible de 696,5 millions de dollars (environ 4 milliards de francs) contre 465 millions l'année précédente.

POLITIQUE SOCIALE MODÈLE

L'un des secrets du succès de Starbucks, qui garde le contrôle de son produit, du café au percolateur, c'est son image, jalousement protégée par Howard Schultz : il ambitionne de faire de Starbucks « la marque de café la plus connue et la plus respectée au monde ». Tous conçus sur le même modèle, les cafés Starbucks offrent le même mobilier moderne, les mêmes bacs vitrés, les mêmes tasses et les mêmes uniformes. Censés privilégier « le café, la communauté, la camaraderie, la connexion », ils ont aussi pour impératif la rapidité : le client n'est pas servi à table, il va commander, chercher et payer son café au comptoir. Autre choix stratégique :

Howard Schultz ne fraye pas avec la restauration rapide. On sert son café à bord des avions United Airlines, dans les bôtels Sberato et Westin, dans certains aéroports et les librairies de la grande chaîne Barnes and Nobles. Seule concession à la grande distribution, il a coproduit avec Pepsi-Cola le *Frappuccino*, un café au lait glacé sans matière grasse. Un succès.

Starbucks, c'est aussi une politique sociale modèle à l'égard de

ses 21 000 « partenaires » : « Nous ne les appelons pas des employés », précise-t-on au siège social de Seattle. Pour motiver un personnel constitué en grande partie d'étudiants, Starbucks a été la première firme américaine à offrir des stock options à ses salariés à temps partiel, qui représentent les deux tiers de ses effectifs. Dès leur quatrième mois de travail, ils peuvent acheter des actions à tarif préférentiel et sont, comme les salariés à temps

La Fnac et Adidas se lancent dans les cafés

L'originalité du magasin Fnac qui sera inauguré le 11 juin à Paris, dans le nouveau centre commercial du passage du Havre, résidera dans son *Fnac Café*. Géré par la société Columbus, et testé depuis plusieurs mois à la Fnac Vélizy, ce nouveau concept est destiné à remplacer à terme, dans tous les magasins Fnac, l'actuel Forum, où se tiennent les conférences, expositions et autres séances de conférences. Il s'agit de créer un « lieu d'échanges et de convivialité, à la façon des cafés littéraires d'autrefois », explique-t-on chez Columbus.

La préoccupation est moins culturelle pour Adidas. Les Adidas Sport Cafés, sortes de restaurants-boutiques, créés en association avec les brasseries Kronenbourg, servent truffés de téléviseurs. L'objectif est clair : le cocktail bière-télévision vise à attirer les supporters de football qui n'auront pas trouvé de place dans les stades, en 1998, lors de la Coupe du monde.

DÉPÊCHES

■ **DASSAULT-AVIATION** : le bénéfice net du groupe présidé par Serge Dassault a été en 1996 de 917 millions de francs, contre 401 millions de francs en 1995, pour un chiffre d'affaires de 13 milliards de francs. Les commandes se sont élevées à 11,140 milliards de francs, dont 69 % dans le secteur civil et 75 % à l'exportation. La forte augmentation des résultats (+ 129 %) est due à la plus-value de cession d'actions liée à l'introduction de Dassault-Systèmes en Bourse.

■ **ALCATEL** : l'office des cartels a perquisitionné à l'automne 1996 dans plusieurs entreprises allemandes de câblage électrique soupçonnées d'entente sur les prix, parmi lesquelles Siemens/KWU et deux filiales d'Alcatel, révèle le quotidien *Börsen-Zeitung* du samedi 26 avril. Ces groupes se seraient partagé un marché de 1,5 milliard de marks (5,1 milliards de francs).

■ **TOYOTA** : le premier constructeur japonais pourrait choisir le sud de la France pour implanter sa seconde usine d'automobiles en Europe, affirme le quotidien *Nihon Keizai Shimbun* du samedi 26 avril. La construction de l'usine devrait débuter en 1998. Bordeaux et Lyon figurent au nombre des villes retenues par Toyota.

■ **RENAULT** : l'espace va être en partie construit à Dieppe, dans l'ex-usine Alpine-Renault, en plus de l'usine Matra de Romorantin. Il s'agit de faire face au « gros succès » remporté par la nouvelle version du monospace Renault. En mars avaient circulé des rumeurs de fermeture du site dieppois où sont fabriqués les Spider et où est assemblée le cabriolet Mégane.

■ **HERTZ** : Ford a introduit en bourse 18,5 % du détenteur de voitures Hertz, à New York, vendredi 25 avril, pour 480 millions de dollars. Les 20,01 millions de titres Hertz ont été vendus 24 dollars pièce. A ce cours, la capitalisation boursière de Hertz avoisine 3,02 milliards de dollars.

■ **FINMECCANICA** : Fabrizio Fabiani, président du groupe public italien a annoncé, vendredi 25 avril, qu'il démissionnerait mercredi 30 avril, après la décision de la holding publique IRI de transformer Finmeccanica en holding financière, opération qui doit précéder la privatisation de ses filiales Alenia, Ansaldo et Elisag Bailey.

■ **TRANSRAPID** : le groupe ferroviaire Adtranz, filiale commune de l'allemand Daimler-Benz et du groupe helvético-suédois Asea Brown Boveri (ABB), a annoncé, vendredi 25 avril, sa décision de participer au projet de train à sustentation magnétique allemand Transrapid. Après la défection du trio d'entreprises de BTP - Philipp Holzmann, Hochtief et Bilfinger + Berger - GEC-Alsthom, le constructeur franco-britannique du train à grande vitesse TGV, a déclaré qu'il était toujours « prêt » à étudier « attentivement » toute « proposition intéressante ».

■ **BANKERS TRUST** : le groupe bancaire américain a annoncé, vendredi 25 avril, la reprise des activités d'investissement institutionnel et de conservation de titres de NationsBank qui représentent un total de 133 milliards de dollars (775 milliards de francs). Cette acquisition va porter le total des titres en conservation de Bankers Trust à près de 2 000 milliards de dollars.

SCIENCES
ET
AVENIR

Numéro
spécial anniversaire

50 ANS
DE
DÉCOUVERTES

En vente dès aujourd'hui
chez votre marchand de journaux

“GRAND JURY”
RTL-Le Monde

CHARLES MILLON

ANIMÉ PAR
JEAN-PIERRE DEFRAIN

AVEC
CÉCILE CHAMBRAUD (LE MONDE)
ET
DOMINIQUE PENNEQUIN (RTL)

RTL

DIMANCHE
18 H 30

DIFFUSION EN DIRECT SUR RTL 9

سكرا بن الراسل

PLACEMENTS

LE MONDE / DIMANCHE 27 - LUNDI 28 AVRIL 1997

MUTATION La gestion à l'ancienne des sicav, où l'expérience et le « nez » du gérant expliquent la plupart du temps, les choix et la stratégie, appartient presque au passé. ● LA CONCUR-

RENCE acharnée entre les établissements financiers sur les performances des sicav, le développement et la modernisation des marchés financiers, qui laissent de moins en moins de place au

« tuyau » que s'échangent les boursiers, et l'exemple des méthodes anglo-saxonnes ont modifié le comportement des gestionnaires. ● ILS ADOPTENT, contraints et forcés, un

processus méthodique de choix des investissements qui mêle données macroéconomiques, politiques et sectorielles. ● LE PROCESSUS D'INVESTISSEMENT permet de mieux maîtriser les

risques. Il offre plus de transparence sur la manière dont sont gérés les portefeuilles et protège ainsi en partie les gérants des critiques en cas de contre-performance.

Les gérants de sicav françaises adoptent les méthodes anglo-saxonnes

Les gestionnaires de placements collectifs ne peuvent plus, comme dans le passé, s'en remettre uniquement à leur intuition et à leur expérience. Ils sont contraints aujourd'hui de justifier leurs choix et de suivre un processus méthodique de sélection des investissements

LE GÉRANT de votre sicav fait-il du stock picking (sélection de valeurs) ? A-t-il respecté son benchmark (indice de référence) ou utilise-t-il le *back testing* (analyse rétrospective de la performance) ? Il suffit de les écouter parler pour comprendre que les gérants de sicav sont soumis à des influences anglo-saxonnes. Celles-ci ne se limitent pas à quelques emprunts de vocabulaire. La gestion des sicav est « en pleine mutation sous l'influence de méthodes venues d'autre-Atlantique », annonce Alain Leclair, président de l'AFG-ASFFI, qui regroupe les professionnels de la gestion financière.

« Auparavant, un gérant arrivait au bureau, lisait le journal, passait trois coups de fil à ses « brokers » (intermédiaires) préférés et décidait d'acheter ou de vendre telle ou telle valeur, affirme, en caricaturant à peine, Alain Leclair. Aujourd'hui, les gérants ne peuvent plus être aussi intuitifs. Ils doivent respecter un processus d'investissement. » Il s'agit de formaliser les étapes qui aboutissent aux prises de décision.

Exemple : au Crédit lyonnais, un comité stratégique se tient une fois par mois, précédé par des réu-

ions de gérants en petits groupes. Le comité analyse la situation et donne les indications à suivre pour composer les portefeuilles. Les instructions sont détaillées avec des orientations sur le choix des valeurs, des pays, des devises et même des durées d'emprunt. Etoile Gestion, filiale du Crédit du Nord spécialisée dans la gestion collective, tient aussi un comité stratégique mensuel. Mais Thierry Debenvels, directeur d'Etoile Gestion, estime qu'il ne faut pas pousser le processus d'investissement à l'extrême. « Si c'est le comité qui décide de tout, on risque de voir apparaître quelques gourous qui imposent leurs vues. On obtient l'effet inverse de celui recherché. Il faut donc garder une large décentralisation et laisser chaque responsable traduire à sa manière le scénario d'ensemble. »

Le processus d'investissement permet de mieux maîtriser les risques et offre plus de transparence sur la manière dont sont gérés les portefeuilles. Il constitue aussi une réponse à la globalisation des marchés. « Il n'est plus possible d'avoir une vue d'ensemble tout seul et d'être en même temps un gourou de Wall Street, un héros



de Tokyo et un champion des dérivés », confirme M. Leclair.

En amont du processus d'investissement se trouve la collecte d'informations. Là aussi, les techniques anglo-saxonnes gagnent du terrain avec notamment l'utilisation de bases de données pour sélectionner toutes les sociétés européennes sur un secteur précis ou pour repérer celles dont le cours est anormalement bas. Mais, du moins pour les gérants de sicav d'actions, la principale source d'informations reste la visite de la société. « Nos gérants sont tout le temps sur les routes », confirme Samuel Pinto, directeur général adjoint de la Compagnie financière Edmond de Rothschild. Les voyages se font en groupe ou en individuel. « Les dirigeants

prennent la peine de nous recevoir, car nous ne sommes pas de simples curieux mais des actionnaires », souligne l'un d'eux.

L'autre principale source d'informations, ce sont les études des analystes financiers. Ces derniers rendent, comme les gérants, visite aux entreprises, suivent de près leurs résultats et formulent des recommandations d'achat ou de vente. Mais ils travaillent pour les sociétés de Bourse qui exécutent les ordres sur les marchés. « Ces sociétés achètent parfois des titres à l'avance, et elles veulent les vendre, explique Alain Leclair. Le gérant doit donc garder son indépendance par rapport aux recommandations des analystes. » Du coup, certains établissements possèdent des analystes internes. C'est le cas du

Crédit lyonnais, et Jean François Baume, responsable de la gestion des OPCVM, est convaincu de l'avantage de la formule : « Les analystes internes ne refont pas une énième étude sur des valeurs vraiment connues. Ils nous fournissent des analyses plus pointues. »

Ce point de vue n'est pas partagé chez Rothschild, où l'on considère qu'il est difficile de motiver des analystes internes et qu'il faut simplement savoir sélectionner parmi les externes. Il est vrai que la littérature de ces derniers est déjà très abondante. « J'ai pris récemment dix jours de vacances : au retour, il m'a fallu une heure pour ouvrir les enveloppes des études déposées sur mon bureau », raconte à titre d'anecdote un gérant.

NECESSAIRE TRAVAIL EN EQUIPE

Les compétences individuelles restent importantes. Cela se vérifie pour la recherche des informations comme pour les décisions. Même s'il se conforme à un scénario général, le gérant décide de ce qu'il achète et de ce qu'il vend, et du moment opportun pour le faire. Il est toutefois évident que ce qui compte aujourd'hui, c'est moins d'avoir quelques vedettes de la gestion de que disposer d'une équipe de qualité. Même les établissements qui encouragent le vedettariat en sont convaincus. « Les gérants doivent être connus, estime M. Pinto, mais il faut qu'ils travaillent en équipe. Le gérant français doit porter aux gérants américains et asiatiques l'ovant d'acheter des actions de SGS-Thomson, par exemple. »

« Nous sommes désormais très attachés à l'homogénéité de la qualité de l'équipe », confirme Roger Cukierman, président de la Compagnie financière. Nous avons eu de mauvais gérants, dont nous nous sommes séparés. Ils avaient notamment le défaut d'avoir des bureaux fermés. » Dans d'autres établissements comme la BNP ou le Crédit lyonnais, on est franchement hostile aux vedettes. « Nous accordons de plus en plus d'importance au processus d'investissement, indique Gilles Glicenstein, adjoint au directeur des gestion à la BNP, et nous ne tenons pas à avoir des artistes qui fonderaient leur raisonnement sur leur intuition ou sur des études d'analystes financiers intéressés à l'achat. » Même écho du côté du Crédit lyonnais, où l'on souligne que ceux qui pratiquent le star-system peuvent avoir des problèmes de déstabilisation en cas de départ des vedettes.

« Nous sommes attentifs à maintenir une bonne cohésion dans notre équipe », ajoute M. Glicenstein, avec un respect réciproque et pas de rivalités violentes susceptibles de provoquer des départs. Ces derniers sont redoutés, même s'ils ne sont pas le fait de vedettes. La stabilité des équipes est un gage de qualité, et les établissements le savent. Ceux qui se voient récompensés pour leurs bonnes performances dans les journaux financiers ont souvent des équipes anciennes. Ce n'est pas un hasard.

Fanny Guibert

Des rémunérations confortables

Les gérants de sicav perçoivent des rémunérations bien supérieures à celles communément pratiquées dans les banques. Il est vrai qu'ils ont de lourdes responsabilités. Autre raison, moins mise en avant par les gérants que par ceux qui les emploient : la nécessité de s'aligner sur les prix du marché si l'on veut éviter des départs trop rapides vers un concurrent français ou étranger. Les gérants restent discrets sur leur rémunération. Mais, a priori, elle oscille autour de 200 000 francs par an en début de carrière et 1 million de francs pour un « senior ». Les « vedettes », notamment à Londres, gagnent des sommes bien plus importantes encore. La fourchette est large, mais une partie du salaire est variable et liée aux performances. Si l'on en croit Thierry Debenvels, directeur d'Etoile Gestion, l'influence du modèle anglo-saxon est aussi en train de se faire sentir sur les rémunérations. A l'avenir, la partie variable devrait augmenter.

Les fonds orientés vers l'Europe de l'Est rencontrent un succès grandissant

LONGTEMPS en position d'observateurs, les gérants de sicav et fonds diversifiés sont de plus en plus nombreux à s'aventurer sur le marché des pays de l'Est et, plus généralement, de l'Europe dite émergente (Grèce, Turquie, etc.). « Les performances sont souvent décevantes, souligne, enthousiaste, un professionnel de la banque Cortal qui distribue notamment les sicav Taiga (Invesco France) et Indosuez Europe nouvelle (Indosuez). Mais ces marchés sont très volatils et doivent être abordés en connaissance de cause. »

Il est vrai que les résultats des produits investis sur cette région ont de quoi faire rêver. En un an (entre mars 1996 et mars 1997), les fonds les plus performants ont pratiquement tous doublé leur mise (+103 % pour Pictet TF Eastern Europe de la banque suisse Pictet et Cie, +92 % pour AAF Eastern Europe Equity Fund du néerlandais ABN Amro, +89 % pour Fleming FF Eastern Europe, etc.). « Certaines places financières explosent littéralement, remarque-t-on chez StateStreet. En 1996, le marché russe a gagné 140 %, celui de Hongrie 114 %, et le polonais 83,55 %. » Et cela continue en 1997, jusqu'à la fin du mois d'avril, les marchés hongrois, russes, turs et grecs affichaient respectivement et depuis le 1^{er} janvier des gains de 29 %, 59 %, 63 % et 47 %.

Cependant, comme le souligne l'un des responsables de Barings Asset Management (division de Barings France), qui a lancé, en janvier, Barings Eastern Europe Fund, « l'investisseur doit garder la tête froide et rester extrêmement prudent. Certes, les marchés de l'Europe de l'Est offrent encore un beau potentiel de croissance (privatisations à venir, programmes d'assainissement économique...), mais certains, comme la Pologne par exemple, victimes de leur succès, sont menés beaucoup trop vite et beaucoup trop haut. En règle générale, pour un portefeuille d'actions diversifiées, nous conseillons à nos clients de ne mettre que 10 % sur les

marchés émergents, dont la moitié seulement sur l'Europe de l'Est. » Rares sont les établissements, qui, à l'instar d'Invesco, via sa sicav Taiga, se sont concentrés sur les seuls marchés de l'Europe de l'Est. « Notre stratégie s'appuie sur une très bonne connaissance de ces marchés où nous sommes présents depuis la fin des années 80. Nos bureaux de Moscou (près de la moitié de l'actif de Taiga est composé de valeurs russes), Prague et Varsovie sont dirigés par des nationaux parfaitement au fait des circuits financiers locaux. Cependant, cette sicav reste avant tout réservée à des institutionnels, et nous avons encouragé les investisseurs amateurs en mettant dès le départ la barre du seuil de souscription à 250 000 francs. »

RISQUE LIMITE
Ce n'est pas le cas des autres fonds (une grosse dizaine au total, dont la plupart sont gérés par des établissements étrangers comme Fleming, State Street, ABN Amro, Pictet et Cie...) en général plus faciles d'accès (de 1 000 à 10 000 francs en moyenne, avec des frais d'entrée tournant autour de 2 % et des frais de gestion annuels proches de 1,5 %) et beaucoup plus diversifiés géographiquement (investissements en Allemagne, Autriche, mais aussi Grèce, Turquie...).

« En misant sur ces pays périphériques, on reste très dynamique tout en limitant le risque que représente la concentration sur les seuls pays de l'Est », explique un professionnel de la banque StateStreet, dont le FCP StateStreet Europe Emergence, majoritairement placé en République tchèque et en Hongrie, comporte plus d'un tiers de valeurs grecques, turques et portugaises. Certains gérants comme Indosuez (Indosuez Europe nouvelle) ou la BNP (Paris Drexel) ont même choisi de panacher leurs portefeuilles avec des valeurs d'Europe occidentale.

Laurence Delain

SICAV DIVERSIFIÉE INTERNATIONALE POUR VALORISER UN CAPITAL À LONG TERME

Clôture de l'exercice comptable 1996

Le conseil d'administration de la Sicav, réuni le 18 février 1997, a arrêté les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 1996.

Ils seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 29 avril 1997. Conformément aux statuts, le conseil proposera de capitaliser la totalité des revenus distribuables de l'exercice.

Performances au 31.12.1996
dividendes nets réinvestis (source Europerformance)

Horizon	Moyenne des Sicav diversifiées internationales	Horizon
1 an	+16,74 %	1 an
3 ans	+51,02 %	3 ans
5 ans	+58,74 %	5 ans

Politique de gestion

Horizon a tiré parti des bonnes performances boursières de 1996. Sa diversification internationale (25 % du portefeuille) et ses positions sur les marchés les plus performants, lui ont permis d'offrir des résultats supérieurs à la moyenne de sa catégorie.

Valeur de l'action au 27.03.97 : 2 053,92 F

Sicav gérée par Ecureuil Gestion - Filiale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance et de la Caisse des Dépôts et Consignations.

CAISSE D'EPARGNE

Trimestriel

SICAV OBLIGATIONS FRANÇAISES POUR COMPLÉTER VOS REVENUS CHAQUE TRIMESTRE

Clôture de l'exercice comptable 1996

Le conseil d'administration de la Sicav, réuni le 19 février 1997, a arrêté les comptes de l'exercice social clos le 31 décembre 1996.

Ils seront présentés à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires le 29 avril 1997.

Montant des acomptes trimestriels en 1997

Le revenu trimestriel par action est de 30 F net pour les versements de février, mai, août et novembre 1997.

Performances au 31.12.1996
dividendes nets réinvestis (source Europerformance)

Horizon	Moyenne des Sicav à revenus réguliers	Ecureuil Trimestriel
1 an	+8,56 %	+10,19 %
3 ans	+49,06 %	+47,01 %

Politique de gestion

Ecureuil Trimestriel est restée fortement investie en obligations tout au long de 1996. Sa gestion a tiré parti de l'effet de convergence des taux de certains marchés européens dans la perspective de la création de l'Euro. Sa performance la place dans les tous premiers rangs de sa catégorie.

Rappel : la commission de souscription est suspendue jusqu'au 31.12.97.

Valeur de l'action au 27.03.97 : 2 004,18 F

Sicav gérée par Ecureuil Gestion - Filiale des Caisses d'Epargne et de Prévoyance et de la Caisse des Dépôts et Consignations.

CAISSE D'EPARGNE

La perspective d'un scrutin serré affecte le franc

Les marchés financiers français, qui avaient bien résisté à l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, se sont affaiblis en fin de semaine à la suite de sondages indiquant une remontée de la gauche dans les intentions de vote

Le franc a cédé du terrain, jeudi 24 et vendredi 25 avril, face à la monnaie allemande, après la parution d'un sondage Ipsos-Le Point indiquant que la droite ne remporterait que d'extrême justesse les élections légis-

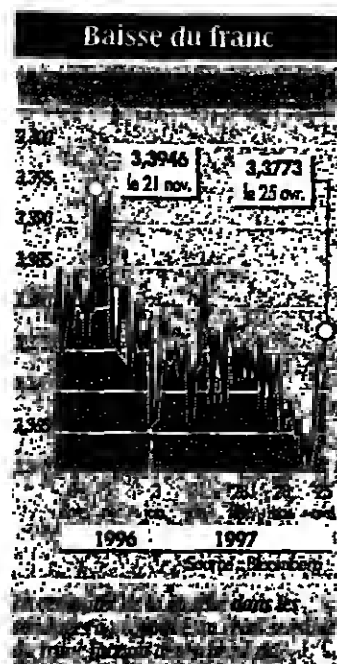
latives. Les opérateurs avaient parié jusqu'à présent sur une avance confortable de l'actuelle majorité parlementaire. Le marché obligataire s'est lui aussi effrité, les taux à dix ans remontant vendredi soir à 5,85 %

(contre 5,76 % une semaine auparavant). Le programme économique du Parti socialiste, qui prévoit un renforcement du rôle de l'Etat, inquiète les investisseurs. Ces derniers craignent également que le souhait de la

coalition de gauche de s'affranchir du critère de déficit public imposé par le traité de Maastricht et son intention d'élargir l'entrée de l'Italie dans la zone euro ne provoquent des tensions avec l'Allemagne.

Si, A UN MOIS du premier tour des élections législatives, les Français sont encore très nombreux à ne pas savoir pour quel parti ils voteront, les marchés financiers, en revanche, ont déjà arrêté leur choix. Ils souhaitent une victoire de l'actuelle majorité. La publication, jeudi après-midi, d'un sondage Ipsos-Le Point indiquant une baisse sensible des intentions de vote en faveur de la droite et prédisant un scrutin extrêmement serré a provoqué une baisse immédiate et sensible des marchés financiers français. En quelques minutes, le contrat notional du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a abandonné près de 30 centimes, tandis que le franc cédait un demi-centime face à la monnaie allemande. Le mouvement de baisse s'est amplifié vendredi, justifié cette fois par la rumeur de parution d'une enquête donnant la victoire à la coalition de gauche (-34 centimes pour le Matif, 3.3780 francs pour un mark en clôture). Les socialistes cherchent à exploiter électoralement l'hostilité affichée à leur égard par les marchés financiers en développant l'argument selon lequel leur politique, contrairement à celle de la droite, ne cherche pas à séduire les spéculateurs mais à améliorer le bien-être économique des Français ?

Les craintes des investisseurs sur une éventuelle victoire de la gauche sont de triple nature : politique, économique et européenne. La perspective d'une période de cohabita-



tion constitue un premier motif d'inquiétude. La confusion et l'instabilité politique qui pourraient en résulter ne créeraient pas un environnement de nature à attirer les capitaux.

Les gestionnaires portent aussi un jugement très négatif sur le programme économique du Parti socialiste français. Le contraste est frappant avec la situation observée au Royaume-Uni, où les marchés finan-

ciers se préparent presque dans l'enthousiasme à l'arrivée au pouvoir du Parti travailliste. Alors que le libéralisme de Tony Blair les rassure, la volonté de Lionel Jospin de renforcer le rôle de l'Etat dans la vie économique inquiète les opérateurs. Les économistes des banques anglo-saxonnes mais aussi françaises se montrent très critiques à l'égard de quelques-unes des mesures préconisées : création de 350 000 emplois dans la sphère publique, réintroduction de l'autorisation administrative de licenciement, réduction de la durée du temps de travail sans perte de salaires, taxation des revenus de l'épargne, arrêt de la privatisation de France Télécom, hausse de l'impôt sur les sociétés, élargissement de l'assiette de l'impôt sur les grandes fortunes, etc. Ils estiment qu'un tel programme pèserait sur la compétitivité de l'économie française, augmentant la rigidité du marché du travail et empêchant la réduction des déficits publics.

Ils s'interrogent également sur l'attachement réel des socialistes à la politique du franc fort. Martine Aubry a déclaré cette semaine qu'il fallait « arrêter de dire que ce qui est important c'est uniquement le franc fort ». Quelle serait l'attitude d'un gouvernement de gauche si, en cas d'attaques spéculatives contre le franc au lendemain de sa constitution, la Banque de France choisissait de relever ses taux directeurs pour défendre la devise française ? Cer-

tains analystes jugent que les craintes des professionnels sont démesurées et que le Parti socialiste, une fois arrivé au pouvoir, renoncera à appliquer une grande partie de son programme et reviendra à l'orthodoxie monétaire et budgétaire qui

gouvernement économique afin de limiter les pouvoirs de la future Banque centrale européenne, de remettre en cause le pacte de stabilité ou encore de faire rentrer, quoi qu'il advienne, les pays d'Europe du Sud dans la zone euro ont été très fré-

Tensions sur les taux aux Etats-Unis

Le dollar a repris son ascension cette semaine. Il s'inscrivait vendredi 25 avril en soirée, quelques heures avant le début de la réunion du G7 de Washington (lire p. 3) à 1,7260 mark et 5,8260 francs (contre 1,7102 mark et 5,7675 francs le vendredi précédent). Le billet vert a bénéficié des déclarations de plusieurs responsables de la Réserve fédérale (Fed) qui ont insisté sur la vigueur de la croissance américaine et les risques de tensions inflationnistes. Alice Rivlin, vice-présidente, n'a pas exclu « une surchauffe » de l'économie tandis que Jack Gwynn, président de la Fed d'Atlanta, a souligné la nécessité « de redoubler de vigilance » à l'égard de l'inflation. Laurence Meyer, enfin, gouverneur de la Fed, a estimé que « le rythme actuel de croissance n'est pas soutenable ». Ces mises en garde ont renforcé la probabilité d'une nouvelle hausse des taux directeurs de la banque centrale, dont le prochain conseil se tiendra le 20 mai. Cette perspective a pesé sur le marché obligataire, où le rendement du titre à 30 ans est remonté d'un vendredi sur l'autre de 7,05 % à 7,13 %.

était celle de Pierre Bérégovoy. La politique européenne des socialistes, enfin, constitue un dernier motif d'inquiétude. Leur désir de s'affranchir du critère de déficit public - « les 3 %, ce n'est pas la Bible », estime Martine Aubry - et d'engager une négociation avec les Allemands à ce sujet - « il y a un deal à faire avec les Allemands », juge Elisabeth Guigou -, leur volonté d'instaurer un

changement accueilli outre-Rhin. Le parti du chancelier allemand Helmut Kohl a qualifié ces propositions de « contre-productives » et « totalement irréalistes ». Les opérateurs craignent dans ce contexte qu'une victoire de la gauche ne provoque de graves tensions entre l'Allemagne et la France, d'autant plus dangereuses que la Bundesbank pourrait saisir le prétexte des nouvelles revendications françaises pour faire échouer un projet qu'elle n'accepte que contraint et forcé.

EFFET PARADOXAL

En relançant de façon brutale et inattendue l'incertitude sur l'instauration, le 1^{er} janvier 1999, de la monnaie unique, le projet européen des socialistes français a eu pour effet paradoxal... de faire reculer la lire ! La devise italienne a cédé 10 livres face à la monnaie allemande (1997 lire pour un mark vendredi soir), ce qui retarde la baisse des taux directeurs de la Banque d'Italie et complique la tâche d'assainissement des finances publiques engagée par le gouvernement italien. Le président socialiste du conseil, Romano Prodi, se serait sans doute bien passé du soutien public de Lionel Jospin. Les prévisions de la Commission européenne, en revanche, prévoyant que le déficit public italien atteindra 3,2 % en 1997 et 3,9 % en 1998, n'ont eu aucun impact sur les marchés financiers italiens. Elles n'ont guère été prises au sérieux par les opérateurs tant elles péchaient, de façon générale, par leur optimisme et leur irréalisme : selon Bruxelles, treize pays sur quinze respecteraient fin 1997 le critère de déficit public, alors que les économistes prévoient généralement que seuls quatre ou cinq pays seront en mesure de les atteindre.

Christophe Vetter

Pierre-Antoine Delhommais

Carole Petit

Marché international des capitaux : bonnes nouvelles pour les épargnants

LES NOUVELLES sont bonnes pour ce qui est de la protection des épargnants. Une banque vient de décider d'indemniser les personnes privées qui avaient souscrit auprès d'elle des obligations subordonnées émises en 1993 en francs luxembourgeois sur le marché international pour une durée de sept ans par une compagnie d'assurances canadienne. Celle-ci a été liquidée l'année suivante et n'a donc versé qu'une année d'intérêts. Comme les obligations sont subordonnées, c'est-à-dire que, dans l'échelle des dettes, leur rang est inférieur à d'autres, les porteurs, passant après les autres créanciers, n'ont rien pu récupérer lors de la liquidation judiciaire.

De telles mésaventures sont heureusement très rares. Dans la conjoncture actuelle, où les placements ne rapportent qu'assez peu et où la recherche de rendements élevés conduit à une multiplication d'emprunts de moindre qualité, l'affaire prend toutefois un relief particulier. Elle a le mérite de rappeler leurs responsabilités aux intermédiaires financiers. Les banques qui dirigent des emprunts et qui offrent des titres en souscription publique n'ont évidemment pas à garantir la solvabilité des émetteurs. Mais elles ne peuvent pas conseiller à leurs clients d'acheter des obligations sans leur permettre d'évaluer les risques. Si l'opération est subordonnée, il faut le dire clairement.

C'est ce qui ressort d'un jugement récent du tribunal de commerce de Bruxelles, qui a prononcé l'annulation de la vente de titres conclue entre la banque et certains de ses clients. La Caisse générale d'épargne et de retraite, la CGER, aurait pu faire appel du jugement. Elle y a renoncé et veut

aller bien au-delà de ce à quoi elle a été condamnée. Elle-même ainsi que Fortis Banque luxembourgeoise, qui fait partie de son groupe, étendent l'indemnisation au-delà du cercle des clients qui se sont plaints de n'avoir pas été bien avertis.

Il faut préciser que l'emprunteur, Confédération Life, était la troisième compagnie d'assurances du Canada et qu'à son lancement l'opération était bien notée par les maisons spécialisées dans l'évaluation financière. Standard & Poor's lui avait donné un « A+ », ce qui, dans son barème, ne laisse transparaître aucun élément de caractère spéculatif. Disons également que les investisseurs professionnels qui auraient acheté de tels titres n'ont rien à attendre. Contrairement aux particuliers, ils ne peuvent pas prétendre avoir été insuffisamment informés. C'est leur métier que de bien se renseigner.

CHANGEMENT DE SITUATION

Si des débiteurs émettent des obligations subordonnées, c'est parce que, dans une certaine mesure, celles-ci peuvent être assimilées à des fonds propres. Naguère, on en offrait beaucoup en souscription publique sur différents marchés. Au vrai, de nombreux porteurs ne se souciaient pas réellement du rang de leurs titres et n'édigeaient guère de réelles compensations par rapport à d'autres obligations. La déconfiture de la compagnie canadienne et une autre faillite ont contribué à changer complètement la situation. Pendant un long moment, on n'a d'ailleurs plus vu de transactions de ce genre, sauf celles destinées à des investisseurs institutionnels. La séquence a repris, mais lentement et de façon plus prudente.

Seuls des emprunteurs très estimés sont maintenant admis dans ce compartiment et il leur faut offrir nettement davantage que s'ils émettaient des valeurs mobilières classiques.

Dans un même souci de protection des épargnants, les banques qui dirigent des emprunts pour le compte de pays en voie de développement ou pour des entreprises dont la solidité financière n'est pas établie font tout le nécessaire pour mettre en garde leurs clients. La question ne se pose pas en France où les banques n'ont pas le droit de faire de la publicité pour les obligations émises sur le marché international. Dans d'autres pays, où les gens ont l'habitude de placer leurs économies sous cette forme, les intermédiaires financiers doivent parfois se montrer dissuasifs, tant certains souscripteurs, attirés par les hauts rendements, en viennent presque à oublier pourquoi on leur propose tant.

Le marché français accueillera d'ailleurs ce lundi sa première émission à vraiment haut rendement depuis plus de deux ans. Le Bréfil se présentera pour 1 milliard de francs et simultanément livrera 400 millions de florins néerlandais et 2 milliards de schillings autrichiens. Les trois transactions viendront à échéance le même jour dans cinq ans et seront assorties d'un même taux d'intérêt. Fait notable, l'emprunt en francs devrait rapporter un peu plus que les autres pour tenir compte du peu d'emprassement manifesté traditionnellement par les investisseurs professionnels français pour ce genre de titres. L'ajustement se fera par le biais du prix de l'émission.

La Bourse de Paris, entrée en campagne, n'a pas profité de la hausse généralisée

DE TOUTES les grandes places boursières, Paris est la seule cette semaine à avoir cédé du terrain. Les autres places terminent à la hausse, modeste pour Wall Street (+0,53 %), plus sensible pour Tokyo (+1,42 %). Le Stock Exchange de Londres a finalement gagné 1,37 % en cinq séances et le marché francfortois, 0,89 %.

La Bourse de Paris est restée apparemment calme cette semaine, mais elle est consciente de la fragilité de cette situation. Depuis l'annonce, lundi 21 avril, de la dissolution de l'Assemblée nationale, la Bourse de Paris, à l'image des hommes politiques, est entrée en campagne. Tout comme les hommes politiques, elle s'attend, jusqu'au 1^{er} juin, à être balotée au gré des sondages d'opinion.

La meilleure illustration de cet état d'esprit a eu pour cadre la séance de jeudi. Alors que l'indice CAC 40 évoluait largement dans le vert - 1,15 %, le plus haut de la séance -, le marché a eu connaissance d'un sondage Ipsos-Le Point sur les intentions de vote

des Français. Ce dernier n'accroît plus que 3 sièges de majorité à la droite. Les opérateurs, qui estiment que l'on peut tabler sur une marge d'erreur de 5 à 6 %, ont imaginé que la gauche pourrait être majoritaire. En quelques instants, l'indice CAC 40 inversait sa tendance et abandonnait 0,25 %. « Il a suffi d'un seul sondage pour que tout bascule », reconnaît Jacques-Antoine Bretell, d'International Capital Gestion, ce qui donne un aperçu de ce que le marché pourrait vivre au cours des prochaines semaines. L'indice CAC 40 a terminé vendredi à 2 536,26 points. A ce niveau, l'indice de référence de la place affiche toujours un gain de 9,52 % depuis le début de l'année. La liquidation du terme boursier d'avril est intervenue mercredi. Elle s'est soldée par un bilan négatif de 0,79 %. La cote parisienne, qui avait gagné respectivement 6,25 % et 5,45 % en janvier et février, avait déjà perdu 0,36 % en mars.

Les périodes électorales ne sont pas vécues de la même façon par tous les marchés : en dépit de la victoire, annoncée par les sondages, des travaillistes aux élections générales du 1^{er} mai, la Bourse de Londres a nettement progressé. L'indice Footsie a terminé vendredi à 4 369,7 points et gagné 59,2 points, soit 1,37 %. Il s'agit de la troisième semaine de hausse consécutive.

INDÉCISION

L'approche des élections n'a pas entraîné de nervosité particulière mais a dissuadé de nombreux investisseurs de modifier leur portefeuille, ce qui a réduit les volumes échangés. La constance des sondages depuis plusieurs mois fait qu'ils ont eu tout le temps de prendre en compte une victoire travailliste. Paradoxalement, le pire scénario pour la Bourse serait que les travaillistes réalisent un score bien inférieur à ce que leur promettent les sondages et ne réussissent pas à atteindre la majorité absolue. La nécessité de composer avec

les libéraux-démocrates rendrait la situation bien plus incertaine.

L'indécision a régné à la Bourse de Francfort, ballotée entre l'évolution divergente en début de semaine de deux de ses principaux soutiens, le dollar et Wall Street, le marché francfortois clôturant finalement les cinq séances sur un gain de 0,89 %. Le DAX des trente valeurs vedettes a terminé la séance officielle de vendredi à 3 377,27 points, contre 3 344,39 points une semaine plus tôt.

Le début de semaine a été atypique, les acteurs du marché des valeurs allemandes ne sachant s'ils devaient suivre les gains de l'indice Dow Jones ou le repli du dollar lundi, pour finalement imprimer une hausse modeste. Le jour suivant, dilemme inversé, la réapparition du billet vert intervenant après une sévère chute du marché outre-Atlantique. Après avoir monté en séance, l'indice a terminé sur un léger recul. Mercredi et jeudi, Wall Street et la devise américaine ont accordé leurs violons à la

hausse, permettant à l'indice de reprendre résolument son mouvement ascendant et de se rapprocher du seuil de résistance des 3 400 points. Vendredi, la Bourse a reculé mais dans un volume de transactions très tenu, les investisseurs restant prudents avant le sommet des sept pays les plus industrialisés du G7 qui se tient ce week-end à Washington.

Wall Street a terminé la semaine sur une modeste hausse, l'enthousiasme lié à la publication d'une série de résultats trimestriels d'entreprises meilleurs qu'attendu étant tempéré par une augmentation des rendements sur les obligations. L'indice Dow Jones a terminé vendredi à 6 738,87 points, en hausse de 35,32 points (+0,53 %) par rapport à la semaine précédente.

La grande Bourse new-yorkaise a rebondi au cours de ces deux dernières semaines, parvenant ainsi à enrayer une grande partie de la correction de 10 % subie depuis son sommet atteint le 11 mars, mais la

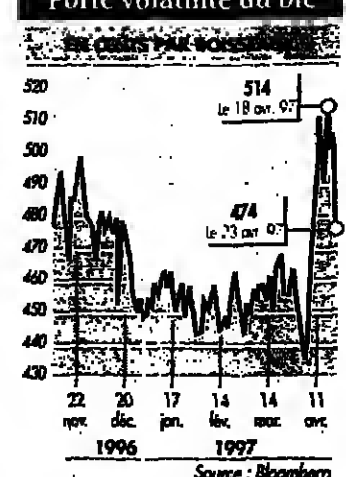
plupart des gestionnaires estiment que le marché boursier repartira à la baisse à moyen terme. Elle a connu mardi sa seconde meilleure journée en termes de points, le Dow Jones faisant un bond de 173,38 points à 6 833,59 points en clôture. Le record de gains avait été établi le 21 octobre 1987, lorsque le Dow avait gimpé de 186,84 points.

La Bourse de Tokyo a poursuivi son ascension cette semaine. L'indice Nikkei a progressé de 260,72 points, soit 1,42 %, à 18 612,86 points, après une hausse de 505,16 points (2,83 %) la semaine précédente. La tendance devrait rester ferme la semaine prochaine, la première faillite d'une compagnie d'assurance-vie depuis l'après-guerre, celle de Nissai Mutual Life (lire p. 16), étant interprétée par les opérateurs comme un signe de progrès dans la restructuration du secteur financier et ne devant pas peser sur les cours.

R. En.

MATIÈRES PREMIÈRES

Forte volatilité du blé



C'EST un bien curieux vent de printemps qui aura soufflé sur les récoltes de blé dans le monde. Froid ici et sécheresse là, la météo est venue bouleverser toutes les prévisions : la production annoncée très bonne s'est dégradée et les prix faiblards ont repris de la vigueur. Tous les yeux étant fixés sur les divers baromètres planétaires, la tension règne sur la place de cotation de Chicago.

Alors qu'il y a encore deux mois les prix étaient descendus à moins de 360 cents le boisseau, les revers climatiques les ont brusquement fait bondir bien au-delà des 400 cents. Sur le Chicago Board of Trade, ils s'affichaient même en début de semaine à 441,5 cents le boisseau pour le contrat rapproché de mai. Puis les prévisionnistes ont annoncé des pluies très attendues en Europe occidentale. Les cours sont donc repartis à la baisse bien que gardant des niveaux honorables : encore à 432,25 cents le jeudi 24 avril, ils ont fini le lendemain à 422 cents (435,75 cents pour le contrat à trois mois). Ailleurs c'est le gel qui a sévi. Aux Etats-Unis, une seule nuit a suffi pour réduire à néant une bonne partie de la récolte de blé d'hiver. Les pertes sont estimées à plus de 2 millions de tonnes mais ce chiffre reste à confirmer.

La production mondiale est maintenant revue légèrement à la baisse avec 583 millions de tonnes. En diminution aussi la récolte de la France, principal producteur de l'Union européenne : de 10 % à 20 % de la moisson d'hiver seraient perdus. Le coup est rude pour les céréaliers. Mais la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) se veut optimiste, car ce ne serait pas la première fois qu'un printemps très sec serait rattrapé par un été humide. Cependant, en milieu de semaine, le ministre français de l'Agriculture, Philippe Vasseur, a mis en place des mesures d'aide aux agriculteurs avec des cellules d'alerte et de suivi. La Commission européenne a, de son côté, établi des taxes sur les exportations de blé pour protéger son marché interne.

Les comptes du « Monde » en 1996

LES COMPTES de l'année 1996 ont été arrêtés par le directoire le 28 mars 1997. Ils seront présentés à l'assemblée générale des actionnaires en juin.

Après le lancement de la nouvelle formule, le 9 janvier 1995, la recapitalisation, la restructuration de l'entreprise et le regroupement de la rédaction et de l'administration sur un seul site, l'objectif de l'année 1996 était une amélioration forte des résultats financiers.

Cet objectif a été atteint et même dépassé, puisque, après plusieurs années de lourdes pertes, le résultat net consolidé 1996, part du groupe, est positif de 2,9 MF, en progression de 66,4 MF par rapport à 1995.

La meilleure performance de l'année 1996 est la nouvelle progression (1,13 %) de la diffusion en France. Après une année 1995 riche de la nouvelle formule et d'une actualité politique sou-

due, *Le Monde* a conforté sa position en 1996. Avec 325 000 exemplaires vendus, la diffusion atteint son meilleur niveau depuis 1981.

Parallèlement à la diffusion, l'audience du *Monde* s'est accrue de 172 000 lecteurs depuis trois ans.

L'offre rédactionnelle continue à s'améliorer avec la création du supplément « *Le Monde Économie* », chaque semaine, dans le numéro daté mardi, et l'apparition

d'une page « Régions » et d'une page « Communication » chaque jour.

Les bonnes performances de diffusion et d'audience se sont traduites, principalement au second semestre, par une augmentation sensible du chiffre d'affaires publicitaire. Il progresse de 7,3 % par rapport à 1995, dans un marché de presse écrite stable.

L'année 1996 a également été marquée par la finalisation du

Monde diplomatique. Au 31 décembre 1996, la répartition du capital de cette nouvelle société est la suivante : Le *Monde* SA : 70,6 %. Les Amis du *Monde diplomatique* : 16,8 %, l'Association Gunter Holzmann : 12,5 %. Pour sa première année d'exploitation autonome, *Le Monde diplomatique* obtient des résultats très positifs : la diffusion du mensuel progresse de 11,1 % et atteint 182 329 exemplaires ; le résultat net est bénéfici-

aire de 4,4 MF. *Le Monde de l'éducation* a été réorganisé au cours du second semestre 1996, et une nouvelle formule a été lancée au début de l'année 1997. Elle a comme objectif premier d'améliorer la diffusion.

Les bons résultats de 1996 et les perspectives favorables de l'année 1997 ont permis de rembourser, dans les premiers jours d'avril 1997, 25 %, soit 19,2 MF des comptes courants d'actionnaires.

COMPTES DU GROUPE LE MONDE BILAN AU 31 DÉCEMBRE (en milliers de francs)

ACTIF	1996		1995	
	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles	60 900	(58 779)	2 121	3 019
Immobilisations corporelles	580 232	(332 198)	248 033	257 416
Immobilisations financières	39 288	(6 644)	30 644	37 340
Titres mis en équivalence	26		26	178
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	680 446	(399 622)	280 824	297 953
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	19 979	(8 868)	13 011	15 373
Créances d'exploitation	270 011	(27 543)	242 468	216 233
Valeurs mobilières	87 172	(11)	87 161	152 787
Disponibilités	3 210		3 210	11 975
Comptes de régularisation	6 627		6 627	5 410
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	386 999	(34 522)	352 477	401 778
TOTAL DE L'ACTIF	1 067 445	(434 144)	633 301	699 731

PASSIF	1996		1995	
	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
FONDS PROPRES				
Capital social	935		935	
Réserves consolidées	93 498		158 958	
Intérêts minoritaires	25 106		8 092	
Résultat consolidé	2 929		(63 456)	
TOTAL DES FONDS PROPRES	122 468		102 527	
PROVISIONS POUR IMPÔTS DIFFÉRÉS	1 699		1 069	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	61 922		113 418	
DETTES				
Emprunts auprès des établissements de crédit	48 774		91 068	
Emprunts et dettes financières divers	75 221		76 358	
Dettes d'exploitation	69 137		72 023	
Dettes fiscales et sociales	153 083		151 894	
Abonnements à servir	32 236		82 489	
Comptes de régularisation	8 961		8 905	
TOTAL DES DETTES	447 312		482 717	
TOTAL DU PASSIF	633 301		699 731	

1. Les comptes consolidés (1)

Le chiffre d'affaires consolidé s'établit à 1 158,3 MF, en progression de 11,2 MF sur l'exercice 1995, soit +1 %.

L'amélioration d'activité du quotidien et du *Monde diplomatique* est partiellement compensée par la disparition des prestations d'impression pour *Infomatin*. Les autres dépenses et reprises sur provision représentent 63,4 MF contre 38,6 MF en 1995. Cette évolution s'explique par la reprise des provisions constituées pour le plan social et le changement de site.

Les charges d'exploitation consolidées sont de 1 227,8 MF, très proches de celles de 1995. Les consommations de l'exercice sont en baisse de 9,1 MF, malgré une augmentation de 9,2 MF du poste papier due aux fortes hausses intervenues en 1995 et qui ont eu leur plein effet sur l'exercice 1996. Au cours du deuxième semestre 1996, le prix du papier a commencé à baisser.

Les charges de personnel sont en hausse de 30,1 MF du fait de la réalisation du plan de restructuration initié en 1995. Cette augmentation est compensée par les reprises de provisions.

Le résultat courant consolidé est de -9,5 MF pour -56,5 MF en 1995.

Le résultat exceptionnel est positif de 17,6 MF du fait essentiellement de la cession d'une partie du capital du *Monde diplomatique*.

Le résultat net consolidé, part du groupe, est positif de 2,9 MF alors qu'il était négatif de 63,5 MF en 1995.

Les fonds propres consolidés ont progressé de 20 MF sous l'effet du

résultat positif et de l'augmentation des intérêts minoritaires. La capacité d'autofinancement est négative de 1 MF, du fait du financement du plan de restructuration. Le changement de site a occasionné des investissements importants. L'imprimerie a poursuivi son endettement (22,2 MF). Dans ces conditions, le fonds de roulement a diminué de 44,9 MF.

(1) Regroupant les résultats, d'une part du *Monde* SA, éditeur du quotidien, du *Monde de l'éducation*, du *Monde des philatélistes*, des *Dossiers et documents*, de la *Sélection hebdomadaire*, et, d'autre part, des filiales, Le *Monde* Imprimerie, Le *Monde Publiaté*, Le *Monde diplomatique*, Le *Monde Éditions* et LMC.

COMPTES DU GROUPE LE MONDE TABLEAUX DE FINANCEMENT (en milliers de francs)

	1996	1995
RESSOURCES		
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	(1 031)	17 477
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	453	95
Variations des immobilisations financières	12 400	178 738
Augmentation de capital de la SA Le Monde		
Part des minoritaires dans les augmentations de capital des filiales	15 806	
Augmentation des dettes financières à MT et LT	35	72 085
Diminution du fonds de roulement	44 944	
TOTAL DES RESSOURCES	72 607	268 405
EMPLOIS		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	48 163	12 196
Variations des immobilisations financières	1 071	7 700
Remboursements d'emprunts	23 373	81 679
Augmentation du fonds de roulement	189 830	
TOTAL DES EMPLOIS	72 607	268 405

2. Les comptes de la SA Le Monde

COMPTES DE RÉSULTAT
La comparaison du compte de résultat de la SA Le Monde avec celui de 1995 est délicate du fait de la finalisation au 1^{er} janvier 1996 du *Monde diplomatique*, qui modifie le périmètre d'activité de la société.

Le chiffre d'affaires de la SA Le Monde s'élève à 1 087,2 MF, en recul de 1,5 % par rapport à 1995. Cette baisse est la conséquence de la finalisation du *Monde diplomatique*. A périmètre équivalent, l'évolution du chiffre d'affaires aurait été de +2,3 %.

Les charges d'exploitation sont de 1 161,7 MF, en économie

de 2,3 % par rapport à 1995. Les charges externes diminuent sous l'effet de la baisse des coûts de distribution. L'augmentation des charges de personnel est la conséquence de la réalisation du plan social.

Le résultat courant est de -16,8 MF, en amélioration de 43 MF par rapport à 1995. Le résultat exceptionnel est positif de 56 MF, et recouvre essentiellement la plus-value dégagée lors de la finalisation du *Monde diplomatique*. Le résultat net est un bénéfice de 39,1 MF pour une perte de 67 MF en 1995.

BILAN

Le bilan établi au 31 décembre constate :

- une augmentation de l'actif immobilisé de 34,7 MF. L'augmentation des immobilisations corporelles de 7,4 MF s'explique par l'installation rue Claude-Bernard ; l'évolution des immobilisations financières de 28,1 MF est due essentiellement à la finalisation du *Monde diplomatique* ;
- une diminution de l'actif circulant de 67,7 MF, qui s'explique par la diminution des valeurs mobilières de placement ;
- un accroissement des capitaux propres de 21 MF lié au résultat de l'exercice et à la diminution des provisions réglementées ;
- une diminution de 45,3 MF du poste « provision pour risques et charges » : le plan social et le changement de site qui s'étaient été provisionnés dans les comptes 1995 se sont effec-

tivement réalisés en 1996 avec les enveloppes financières prévues.

TABLEAU DE FINANCEMENT
La capacité d'autofinancement négative de 33 MF s'explique par

la concrétisation des opérations de restructuration initiées en 1994 et 1995. Les acquisitions d'actifs immobilisés s'élèvent à 49,4 MF. Le fonds de roulement diminue logiquement de 69,6 MF.

SA LE MONDE TABLEAUX DE FINANCEMENT (en milliers de francs)

	1996	1995
RESSOURCES		
CAPACITÉ D'AUTOFINANCEMENT	(33 048)	(10 468)
Cessions d'immobilisations ou diminution de l'actif immobilisé		
- Immobilisations incorporelles	410	39
- Immobilisations corporelles	12 398	
- Immobilisations financières		
Augmentation des dettes financières		
- Auprès des établissements de crédit	35	72 537
- Autres dettes financières		
Augmentation de capital		280
Prime d'émission		178 458
Diminution du fonds de roulement	69 612	
TOTAL DES RESSOURCES	49 407	240 846
EMPLOIS		
Acquisitions d'immobilisations ou augmentation de l'actif immobilisé		
- Immobilisations incorporelles	1 581	2 037
- Immobilisations corporelles	39 236	6 781
- Immobilisations financières	6 590	9 210
TOTAL DES INVESTISSEMENTS	49 407	18 028
Diminution des dettes financières		
- Auprès des établissements de crédit		35 000
- Autres dettes financières		25 288
Augmentation du fonds de roulement		162 530
TOTAL DES EMPLOIS	49 407	240 846

SA LE MONDE COMPTES DE RÉSULTAT (en milliers de francs)

	1996	1995
CHIFFRE D'AFFAIRES	1 087 192	1 103 300
Reprises de provisions, subvention, production stockée et transferts de charges	57 689	26 835
PRODUITS D'EXPLOITATION	1 144 881	1 130 135
Charges externes	(706 896)	(738 526)
Impôts et taxes	(9 258)	(8 389)
Charges de personnel	(406 129)	(374 462)
Autres charges d'exploitation	(1 788)	(1 545)
Dotations aux amortissements et provisions	(37 614)	(65 948)
CHARGES D'EXPLOITATION	(1 161 695)	(1 188 870)
Résultat d'exploitation	(16 814)	(58 736)
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun	7	(10)
Produits (frais) financiers nets	29	(1 106)
RÉSULTAT COURANT	(16 778)	(59 851)
Produits et charges exceptionnels	56 001	(7 031)
Impôts sur les sociétés	(100)	(100)
RÉSULTAT NET	39 123	(66 982)

ACTIF	1996		1995	
	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles	30 280	(28 302)	1 978	2 827
Immobilisations corporelles	218 740	(120 623)	98 117	90 713
Immobilisations financières	182 199	(15 535)	166 664	138 541
TOTAL DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	431 219	(164 460)	266 759	232 081
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours	7 233	(4 653)	2 580	6 392
Créances d'exploitation	241 570	(21 727)	219 843	184 402
Valeurs mobilières	63 114		63 114	152 388
Disponibilités	1 243		1 243	10 974
Comptes de régularisation	3 937		3 937	4 263
TOTAL DE L'ACTIF CIRCULANT	317 087	(26 380)	290 717	358 419
TOTAL DE L'ACTIF	748 316	(190 840)	557 476	590 500

PASSIF	1996		1995	
	Valeurs brutes	Amortissements et provisions	Valeurs nettes	Valeurs nettes
CAPITAUX PROPRES				
Capital social	935		935	
Primes, réserves et écart de réévaluation	232 870		232 870	
Report à nouveau	(167 306)		(100 324)	
Résultat de l'exercice	39 123		(66 982)	
Provisions réglementées	42 070		60 178	
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES	147 692		126 677	
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	51 426		96 874	
DETTES				
Dettes financières	95 174		95 376	
Dettes d'exploitation	172 515		181 002	
Abonnements à servir	87 573		82 489	
Comptes de régularisation	3 086		6 302	
TOTAL DES DETTES	358 368		365 169	
TOTAL DU PASSIF	557 476		590 500	

Leonid Arkaïev ne desserre pas sa main de fer autour de la gymnastique russe

Le président-entraîneur de la Fédération russe ne veut pas laisser ses athlètes s'installer en Europe

Lors des Masters européens de gymnastique, nouvelle épreuve par équipes qui a lieu samedi 26 et dimanche 27 avril, au Palais omnisports de

Paris-Bercy, un gymnaste d'origine russe sera absent de la compétition. Dimitri Karbanenko, naturalisé français depuis près d'un an, n'a pas

obtenu l'autorisation du redouté Leonid Arkaïev, président de la Fédération russe et entraîneur national des équipes masculines et féminines.

DIMITRI KARBANENKO ne participera pas aux premiers Masters européens de gymnastique qui ont lieu à Paris. Il s'en émeut à peine. La vie du gymnaste russe de vingt-trois ans, naturalisé français depuis le 22 août 1996, est faite d'incertitudes. Avec un doigt brisé, il vient de remporter les Coupes nationales à Clermont-Ferrand, mais il doit patienter pour recouvrer les épreuves internationales. En vertu de l'article 44 des statuts de la Fédération internationale de gymnastique (FIG), l'un des brillants éléments de l'ex-école soviétique vit en apatride de la compétition. Tout changement de nationalité requiert, la première année, le consentement de la nouvelle et de l'ancienne fédération pour la participation aux épreuves officielles.

Trop heureuse d'accueillir Karbanenko au Centre national d'Antibes-Juan-les-Pins, la France a donné sa bénédiction. Pas le puissant Leonid Arkaïev, qui cumule les fonctions de président de la fédération russe et celles d'entraîneur national des équipes masculines et féminines. « Je contrôle absolument tout pour maintenir nos résultats car trop de gymnastes et d'entraîneurs ont quitté la Russie », clame-t-il. Ancien gymnaste, ingénieur du bâtiment et auteur d'une thèse sur « la préparation intégrale du gymnaste de haut niveau », ce quinquagénaire à l'apparence bonhomme a des idées musclées sur la gymnastique. Il est prompt à confisquer les passeports de ses gymnastes dès l'arrivée à l'étranger et exige de tous une allégeance absolue. Pour son malheur, Karbanenko a osé se rebeller.

Le 7 juin 1994, il a d'abord épousé Astrid, une Française rencontrée à Cannes lors d'une tournée, dont

l'emploi permet au couple d'organiser sa vie dans un appartement indépendant. Problème : le « règlement Arkaïev » ne prévoit pas ce genre de situation. A contrecoeur, mais pour assurer sa sélection aux Jeux d'Atlanta, Dimitri ne rentre que les week-ends. En 1996, le régime des « permissions » devient bimestriel. Son contrat professionnel terminé, Astrid a dû rentrer en France. Mais le sacrifice semble encore valable.

Les perspectives d'avenir sont limitées.

pour huit week-ends de compétitions, soit 7 500 francs. Lors d'une réunion en Espagne, Dimitri réclame à un représentant d'Arkaïev la totalité de la prime qui lui est due. A son retour, il est sermoné et, peu à peu, évincé de l'équipe qui emportera finalement l'or olympique.

LE DICTAT DE L'AFFICHAGE

Fin mars 1996, Dimitri est déclaré champion de Russie par le speaker de la compétition. Quelques instants plus tard, le tableau d'affi-

sans doute, que celles qui l'ont poussé, la veille du départ aux championnats du monde par appareil de Porto Rico, en avril 1996, à ne pas rester Dimitri, pourtant qualifié. « Il se plaignait de ses épaules et peinaux aux amplexes », soutient Arkaïev. « Quel rapport avec un championnat où je n'étais même pas censé m'aligner sur cet aggrès ? », se demande encore Dimitri. Pour faire diversion, le président entraîneur en même le récalcitrant aux championnats d'Europe en mai 1996. Il termine la compétition à la 10^e place, en pleurs. « Arkaïev l'a houspillé pendant les épreuves l'empechant de se concentrer, racontent des témoins. Il n'en pouvait plus. Il voulait tout arrêter. »

Le cas Karbanenko met Arkaïev hors de lui. Il se convainc que le règlement de la FIG lui permet de faire barrage pour deux ans, parle même de « vendre » son ancien gymnaste à la France. « Je refuse qu'il concoure pour un autre pays car sa formation nous a coûté des dizaines de milliers de dollars, dit-il. J'attends une proposition officielle de compensation financière du président de la Fédération française. »

Mais la FIG est formelle, l'avenir international des gymnastes, même dissidents, n'est pas négociable. Aux championnats du monde de Lausanne en septembre, l'année de purgatoire de Karbanenko sera écoulée. Sa liberté recouvrée s'effacera pas le préjudice : privé des derniers grands rendez-vous internationaux, il n'a encore aucun véritable palmarès. Il se contente donc de rêver aux Jeux de Sydney en l'an 2000 puis à une carrière d'entraîneur.

Patricia Jolly

Une nouvelle compétition à Paris

Avec les premiers Masters européens organisés au Palais omnisports de Paris-Bercy, samedi 26 et dimanche 27 avril, la gymnastique devrait s'offrir une dimension abordable et plus spectaculaire. Réparties en 3 groupes de 4, puis en 4 groupes de 2 après les premières éliminatoires, 12 nations européennes présenteront leurs meilleurs athlètes à 4, après un engin, dans un match par équipes, à élimination directe, associant gymnastique artistique masculine et féminine, et gymnastique rythmique et sportive. Il s'agira, pour l'emporter, de créer des duos complémentaires et idéaux dans chaque discipline. Un seul gymnaste par équipe se présentera à chaque engin ou engin. Un « joker » autorisé à réaliser un exercice supplémentaire par discipline pimentera l'épreuve puisque son utilisation doublera la note de l'équipe. La prime de participation est d'environ 16 000 francs.

tés pour qui n'obtient pas une des six places de l'équipe nationale. Dimitri l'a mesuré lorsque, à son retour victorieux des championnats du monde par équipe de 1994, il a reçu, comme chaque équipier, la somme de 936 dollars (5 000 francs) pour services rendus. En 1995, un gymnaste allemand lui propose de participer à des compétitions rémunérées pour le Bayern de Munich. Invoquant la situation économique précaire de la base, Arkaïev prélève sa dîme : 10 % des gains de Dimitri

chage modifie le classement. Sans justification, Dimitri est relégué à la deuxième place derrière Alexei Nemov. En juillet, Nemov est médaillé d'argent aux Jeux de Dimitri, effondré, suit à la télévision. Deux jours avant le départ, il a reçu l'ordre de donner à un coéquipier sa tenue officielle.

« J'avais d'autres gymnastes mieux préparés que lui, argue aujourd'hui Arkaïev. Les raisons de mon choix étaient purement sportives et parfaitement objectives. » Aussi objectives,

Le Grand Prix de France de F1 aura bien lieu à Magny-Cours

L'ORGANISATION du Grand Prix de France de formule 1 a été confirmée, pour le dimanche 29 juin, sur le circuit de Magny-Cours, a annoncé, vendredi 25 avril, la Fédération internationale de l'automobile (FIA). « Les difficultés consécutives à l'accès au Grand Prix de France d'équipes de télévision non autorisées ont été résolues, et cette épreuve est désormais confirmée en tant qu'épreuve du Championnat du monde 1997 », a indiqué la FIA, qui a remercié le ministre de la Justice, Jacques Toubon, et le ministre délégué à la jeunesse et aux sports, Guy Drut, pour « leur aide dans cette affaire ».

L'organisation du Grand Prix avait été remise en question par Bernie Ecclestone, vice-président de la Fédération internationale, chargé de la médiatisation de la formule 1, qui entendait interdire l'accès à l'épreuve aux télévisions n'ayant pas acquis les droits. Saisi, le tribunal administratif avait invoqué le droit à l'information pour autoriser les chaînes à filmer l'événement. Un jugement auquel Bernie Ecclestone avait répondu en menaçant de retirer la compétition du calendrier. Une décision finale sur le sort du Grand Prix doit être rendue le 30 avril. L'intervention des pouvoirs publics auprès de la FIA paraît avoir calmé les esprits. Il semble que des garanties aient été données par les pouvoirs publics d'apporter à la loi Bredin, codifiant les droits de retransmission télévisée, les modifications permettant d'éviter des conflits entre les chaînes de télévision non détentrices des droits et les instances automobiles internationales.

DÉPÊCHES

TENNIS : les demi-finales du tournoi de Monte-Carlo, épreuve du circuit ATP dotée de 2,3 millions de dollars, devaient opposer, samedi 26 avril, le Chilien Marcelo Ríos à l'Espagnol Carlos Moya et l'Espagnol Alex Corretja au Français Fabrice Santoro, au terme des quarts de finale joués vendredi. Santoro, qui avait bénéficié d'une invitation des organisateurs, s'y était imposé face à l'Espagnol Carlos Costa, issu des qualifications 6-3, 7-5, après avoir éliminé deux têtes de série, l'Autrichien Thomas Muster (n° 2 mondial) et l'Espagnol Sergi Bruguera, lors des tours précédents.

FOOTBALL : « Au revoir Cantona », « Cantona peut partir ». Du *Sun* au *Mirror* en passant par le *Daily Mail*, tous les tabloïds ont estimé, dans leurs éditions du vendredi 25 avril, que le manque de réussite d'Eric Cantona, capitaine de l'équipe, mercredi 23 avril, face au Borussia Dortmund, était la cause de l'élimination des Red Devils et que le temps était peut-être venu pour l'entraîneur Alex Ferguson de se séparer de son « génie français ». - (AFP)

Le nom de David Ginola figure sur la liste des transferts par son club anglais de Newcastle (première division), conformément à son souhait. Ginola, âgé de trente ans, avait été transféré à Newcastle en juillet 1995 pour 2,5 millions de livres (environ 23 millions de francs) et compte encore deux ans de contrat. Depuis le départ de l'entraîneur Kevin Keegan, en janvier, l'attaquant français est tombé en disgrâce. - (AFP)

TENNIS DE TABLE : l'équipe de France masculine, conduite par Jean-Philippe Gatien, s'est aisément imposée face à la République tchèque (3-0), vendredi 25 avril, au cours de la deuxième journée des Championnats du monde de Manchester (Grande-Bretagne). Déjà victorieux des Hongrois (3-0), les Français devaient affronter la Russie, samedi 26 avril, et l'Angleterre, dimanche 27 avril. - (AFP)

BASKET-BALL : le président Jacques Chirac a confié qu'il se séparerait « un peu petit mais bien entouré », en accueillant, vendredi 25 avril, à l'Elysée l'équipe féminine de basket-ball de Bourges, premier club français féminin à conquérir un titre européen.

Sur Lancia Y, on vient d'ajouter un très beau détail.



Reprise de votre voiture + 8000 F**

Votre Lancia Y pour 880 F par mois*.

*Lancia Y 1.2 LE : prix tarif : 61 000 F, offre de votre Concessionnaire Lancia déduite. Financement en crédit classique comprenant 60 mensualités de 880,00 F, après versement d'un apport de 18 107,76 F - T.E.C. 8,50 % - Découvert financé : 42 892,24 F, coût total : 9 907,76 F hors assurances facultatives - Sous réserve d'acceptation par Lancia Financement. Offre valable jusqu'au 31/05/97. Version présentée Lancia Y 1.4 LX : 98 500 F (hors options). Prix au 17/03/97 - AM 97.

**Jusqu'au 30 Mai 1997, votre Concessionnaire vous reprend votre précédente voiture, de même catégorie, aux conditions générales Argus + 8000 F pour l'achat d'une Lancia Y neuve. Ces deux offres ne sont pas cumulables entre elles. Photo non contractuelle.

Lancia sur Internet : www.Lancia.com

Lancia  Il Granturismo

*Lancia. Le Grand Tourisme

Votre Concessionnaire Lancia : 3615 LANCIA (1,29 F/km)

صكنا من الاجل

La vogue orientaliste

Tenues simples ou chamarrées, les vêtements issus des traditions indienne ou chinoise inspirent les grands créateurs occidentaux, mais aussi la mode au quotidien

LES VITRINES de quartier exposent depuis peu de looques vestes fluides en velours de soie noir, ornées de passementeries, semblables à celles que portent encore les grands-mères à Hanoi. Version raffinée de la tunique des lettrés, coupée aujourd'hui à l'intention des étrangers dans la soie sauvage par les tailleurs de l'ancien Ho, établis au coin de la rue sur Hang Gai. En vitrine chez l'un d'eux, la photo de Catherine Deneuve indique qu'elle aussi a succombé au confort et à l'élégance de la tenue traditionnelle. Les stylistes françaises l'affirment, l'hérodote d'Indochine a remis au goût du jour la vogue asiatique et la fameuse qui pou (prononcer tchi pou), ou robe chinoise, bootonnée sur le côté.

Résultat, la veste-chemise, à col montant et droit, directement inspirée de celle des notables mandchous de la dynastie Qing, et largement exportée depuis deux ou trois ans en France, figure désormais en bonne place, été comme hiver, parmi les « basics » de la garde-robe féminine. Au même titre que le sarong et le gilet brodé, les jodhpurs et pantalons drapés, ou encore les caleçons, connus germaux des pajama



En Chine, jeune femme dai du Yunnan, en sarong brodé et gilet plastron clouté d'argent.

qu'affectionnent les Indiens, pour leur forme tuyau qui contraste avec l'ample kurta, longue chemise sans col s'enfilant par la tête.

« La mode orientaliste répond à un véritable engouement pour les années 20-30 », affirme Gabriella Albarello, directrice design-mode des Galeries Lafayette. Ce n'est pas l'Asie de l'actualité mais l'Orient mythique qui revient comme un rêve sur les portants des grands magasins, dans les boutiques de prêt-à-porter et

rouge sang avec le violine, l'orange ou le fuchsia. Les noirs s'enrichissent de broderies kitsch, de perles et fils d'or ou d'argent à la manière des ethnies de la province du Yunnan, les Bai, Dai, Yi, Miao, qui, dans cette contrée de montagnes au carrefour indochinois, exhibent chaque jour l'habit de fête.

Le jeu des superpositions est en place chez Ventilo. A deux pas de la Bourse du commerce, rue du Louvre, les mannequins de bois

« Dans le vêtement chinois, il y a un nombre d'or. On ne peut pas se tromper. C'est un costume abouti qui a sept cents ans »

jusque chez les stars de la haute couture. John Galiano a coupé pour Dior un fourreau chinois, copie conforme de la qui pou portée à Shanghai durant l'entre-deux-guerres.

Si les étoffes, coton, soie, rayonne, parfois même la réalisation du vêtement (en Chine, au Vietnam, à Hongkong) demeurent de fabrication locale, la plupart de ces modèles d'autrefois (abandonnés avec le raz de marée communiste par le mode chinois) sont dessinés en France. On les trouve à très bons prix dans les quartiers chinois de la capitale, chez Hoa Ly (50, avenue de Choisy), ou chez Erawan (an 54), notamment, qui vend en gros et au détail. Vestes et robes de 150 F à 450 F. Sobres ou très kitsch.

Le comble du raffinement consiste à composer un costume baroque en juxtaposant les éléments masculin-féminin (veste Nehru et sarong avec gilet façon kimono). Le vêtement hybride emprunte des pièces à la Chine comme à l'Inde. On joint avec les longueurs, les couleurs, les motifs et les matières. On porte le court sur le long, le gilet sur la veste et non l'inverse. Surtout, on ose marier les tons vifs, voire criards, comme des bleu canard ou des

foot défilent les éléments du puzzle autour d'une pièce unique, un plastron appliqué de miroirs du Goudjerat. Les couleurs sont celles du marché aux épices de Madras. Pantalon tube safran, liquette en voile de coton piment, jupon assorti, gilet cannelle brodé ton sur ton. La veste Mao, rouge vif, est galonnée de rose et de jaune. Une cinquantaine de saris ont été découpés en longues jupes plissées grenat ou citron (980 F), à porter avec des kurta en organza de soie fluo (890 F) et des gilets courts et contrastés (680 F).

« L'Inde et l'Orient sont une perpétuelle source d'inspiration, les peuples y ont une grâce qui s'est perdue en Occident. Les formes simples, les étoffes tissées à la main puis teintées avec des couleurs végétales s'harmonisent avec l'environnement », insiste la styliste Frédérique Villaceque, en notant de longues écharpes de soie gaufrée d'or importées du pays de Gandhi. Accessoires indispensables de l'été, les châles et étoles de mousseline de tous les tons pastel (coton ou soie, à partir de 350 F), tissées et brodées à Lucknow, se dénichent au Cachemirien, rue de l'Ecluse, à Saint-Germain-des-Près.

Un fort vent d'Est souffle sur le



D'inspiration indienne, ce modèle de Ventilo marie tunique col Nehru en organza brodé et veste jacquard ton sur ton.

prêt-à-porter de l'été. Rien à voir avec la tempête « baba cool » qui enflema les années 70. L'époque était aux cotonnades délavées qui firent le succès de Reoé Derby. « Nous sommes nés par l'Inde, en 1968 et le style « folkloric » a duré jusqu'en 1973 », rappelle Claudie Fain, directrice commerciale, en évoquant les chicken kurto unisexes, surpliqués au petit point, qui s'arrachaient sur les évents après Mai 68. Le fabricant réalise encore aujourd'hui 45 % de

son chiffre d'affaires estival avec l'Inde. Cabocharde et Coosquence (450 F), robes phares de l'été, inspirées des saris fleuris, sont rebrodées de fils viscose et de perles de bois.

La veste Mao, bleu de Chine, fut repérée sur le port de Marseille et importée dès 1963, par François Dautresme, pour sa toute nouvelle Compagnie française de l'Orient et de la Chine (CFOC). « C'est encore le vêtement traditionnel du paysan », précise François Dautresme, la cousine et associée complice chargée de la partie textile de l'affaire. Col rond, trois ou quatre poches, des brandebourgs en guise de boutonnières, il se porte sur un pantalon large et droit. « Ce shan ku se vend encore, tel quel, chez les commerçants sino-vietnamiens et cambodgiens de l'avenue de Choisy, mais aussi dans une petite boutique qui sent la oaphtaline, rue de l'Odéon (180 F l'ensemble, chez Hang Seod, Heng). Madame Pare Keo, Pierre Précieuse », oée à Phnom Penh de père cantonnais, fière de ses études de haute couture à Paris, y détaille des modèles rétro qu'elle fait réaliser à 300 kilomètres de Shanghai.

A la CFOC, installée à l'angle du boulevard Haussmann et de la rue de Courcelles, ces bleus de Chine détournés à l'europeenne (eo rouge, gris souris, noir, imprimés ou brodés), comme toute la collection, sont dessinés et fabriqués eo France. Les étoffes proviennent de Chine ou d'Inde : coton soyeux, shantung ou peu raide, gaze chamarrée ou soie gaufrée, crêpe peau de poulet, satin épais, etc. Les couleurs, pêche, framboise, montarde sont celles de la cour mandchoue, comme les motifs de la chauve-souris porte-bonheur tissés en médaillons, ou les coupes, simples et strictes.

Gilet jacquard tissé à Bénarès, porté sur une tunique droite, avec jupe portefeuille, ou pantalon bouffant : tout va avec tout, les éléments sont interchangeables. Les vestes croisées, sans bouton, d'inspiration mongole, assuraient aux cavaliers nomades un confort sans égal. « Dans le vêtement chinois il y a un nombre d'or. On ne peut pas se tromper », explique François Dautresme. C'est un costume abouti qui a sept cents ans. Il dérobe les formes, au contraire du canon occidental moderne qui dessine l'anatomie. « Point de coutures « orthopédiques », le vêtement oriental reod beau et donne de l'allure. Et c'est la raison de son succès.

LIEU

Rue Saint-Honoré, de stylisme et d'eau fraîche

L'IDÉE est limpide comme les quarante marques d'eau que l'on y sert. Le nouvel exodoit qui intrigue à Paris et où l'on pourrait finir par se bousculer est placé sous le signe de la blancheur, de la pureté et de la recherche esthétique. Le propos : mooorer et vendre des créations de stylistes de mode, mais aussi des objets manufacturés leaders chacun dans leur discipline, selon une sélection brève et tournaante.

Archéologie instantanée pour un musée du XXI^e siècle : les parois ondules du vase d'Alvar Aalto ou le dernier Caméscope qui tieot dans la main ; une lampe poétique d'Ingo Maurer ou la plus perfectionnée des bicyclettes de cross ; une marque de produits de beauté américains à la fois centennaires et new age, ou la dernière moote de plongée japonaise ; et peut-être quelques paires de chaussures de sport en série limitée. Le commerce de l'art, présent ultra-cien, tournant le dos aux gadgets boo marchés et au kitsch.

Entre Rivoli et Opéra, à portée de vue du nouvel ensemble construit pour le groupe financier Paribas par Ricardo Bofill, l'homme de verre du marché Saint-Honoré, dans le brouhaha vivant d'un quartier où les touristes se fondent dans le paysage, l'espace intitulé Colette, 213, rue Saint-Honoré, propose une entrée libre et futurisante à un passant qui ne craindrait pas de se mêler au club des initiés. Pour retenir ces deux publics, un restaurant a été installé en sous-sol, qui cheville la démonstration.

On déjeune dans un restaurant, plus rarement dans un magasin. En quoi la provocation de ce côté-toement peut-elle paraître ici alimable ? Autant le mobilier que la carte, au feu d'en rajouter, s'appliquent à en retirer, et gagnent en saveur. Matière épurée, relief travaillé par la lumière. On pourrait s'agacer du purisme, du positionnement intentionnel et précieux des rares objets, de leur mise en scène ; au lieu de quel le sentiment d'accueil est immédiat, grâce à la table d'hôte centrale, aux dimensions géométriques, qui suggère et remplit son rôle de symbole.

UNE SENSATION DE DISTANCE

Sur la feuille blanche qui tieodra lieu de nappe individuelle s'écrit la ligne de conduite d'une vie saine : « styledesignartfood ». On comprend mieux alors le message que les promoteurs de l'idée ont voulu adresser à ceux qui rejoindraient les oeuvres partisanes d'une existence débarrassée de ses excès, eo mouvement vers la conquête de soi. Aux produits de beauté Kiehl's vendus en exclusivité, répond la mélodie des étiquettes d'au minérale de tous pays : Apollinaris (Allemagne) ou Lymz (Italie), Tynant dans sa bouteille lieue ou Thonon, Tipperary, Carola verte ou Christinen, la suédoise Ramkisa ou une Saint-Yorre tricolore, ardècheoise Eau du Volcan ou simple Chanier de « B. B. aime Chanier ».

L'assiette présentera un en-cas de légumes ou quelques clins d'oeil exotiques et l'oeuf à la coque sera la spécialité du chef. Légèreté, vitalité, le contrat santé est tenu, même si l'on vous accorde aussi un court choix de vins de qualité. Mettre l'architecture et le stylisme jusque sur la table, une formule qui a plu à Londres où le couturier Joseph ne faisait jamais de boutique sans bistrot, ni de café sans veodre aussi des vêtements. Ici, dans ce loft sur trois niveaux, l'objectif de l'architecte Arnaud Montigny, qui a exercé soo art plutôt dans le domaine privé, est la maîtrise des vides, le maintien d'un espace dégagé entre les présentoirs du magasin, une sensation de distance, en plus, accordée à chaque déplacement. Blanc sur blanc, en route vers l'an 2001, une plate-forme en 3D pour une escalade dans le cyberspace.

Michèle Champenois

* Colette, 213, rue Saint-Honoré, 75001 Paris. Tél. : 01-55-35-33-90, internet: http://www.colette.tm.fr. Du lundi au samedi : de 10 heures à 19 h 30. Restaurant sans réservation : à la carte, 100 F environ.

Parcours asiatiques à Paris

Dans les quartiers chinois et indiens, les parfums d'Orient embaument les échoppes sur food soocore et joyeux de langues d'Asie.

● Galerie Sensitive (275, rue Saint-Jacques, 75005). Lethi, laotienne, conte l'éloge de la douce paresse dans son pays. Les indigo qu'elle importe parient d'eux-mêmes : dessins « tied and dyed » (noués et teints) évoquant la pluie qui ruisselle, ikhats tissés main qui rappellent le jasmijn, le filao, le coton, le lotus, l'oiseau chanteur ou le crabe de rizière. Pantalons « pêcheurs », très larges, noués à la taille en sarong (200 F en coton, 250 F en soie). Petites vestes de mariage, croisées courtes et galonnées.

● Hoa Ly, prêt-à-porter, gros,

demi-gros, détail (50, avenue de Choisy, 75013), reste ouvert le dimanche, toute la journée. Hang Tulon, vingt-quatre ans, la jeune fille de la maison, née près d'Ho Chi Minh-Ville, est avenante. Vestes à brandebourgs les moins chères de Paris, soie sauvage, avec ou sans manches (150 F-200 F), ou en velours de soie (280 F). La robe chinoise, qui pou, des années 30, est en rayonne (350 F) ou en soie (450 F). On peut la commander sur mesure (300 F de façon, tissu en plus).

● Saree Palace (182, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010). Face à la gare du Nord, l'importateur est du Kerala. Dans la boutique qui sent fort l'encens, les vendeuses papotent en tamoul. Les saris de voile de coton du

Tamil Nadu (Kodappakam, 140 F, avec un jupon de coton assorti pour 50 F) font de très jolies jupes d'été.

● Mohanjeet (21, rue Saint-Sulpice, 75006). Coton trisé, soie mordorée, les tissages sont faits main et les modèles fabriqués en Inde. Couleurs épicées. Robe, gilet, tunique et jupon sont aux alentours de 500 F la pièce.

● Le Cachemirien (12, rue de l'Ecluse, 75006). Rosanda importe de son pays d'adoption des étoles en mousseline de coton brodées (tons pastels) et des châles de cachemire.

● Ventilo (27 bis, rue du Louvre, 75002). Etoffes authentiques, mélange des styles indiens et chinois. Toutes les pièces de la collection sont en coton et en soie (autour de 900 F-1500 F). Textures brutes, dormion, georgette, rami,

chanvre, lin. Couleurs épicées, fluo ou pastel.

● Compagnie française de l'Orient et de la Chine (170, bd Haussmann, 75008). De longs comptoirs à offrandes où s'exposent les écharpes et les bijoux copiés sur ceux des mandarins. Le blanc domine avec les couleurs « terre cuite » portées par les mandchous. Gilet, veste ample et droite, robe et jupe fourreau ou portefeuille. Etoffes précieuses, des voiles légers aux toiles épaisses, coton (300 F à 700 F) et soie (de 800 F à 2 000 F).

● Liwan (8, rue Saint-Sulpice, 75006). Elles sont libanaises. Leurs modèles, couleur de désert, s'inspirent de l'Orient nomade et des routes de la soie (500 F à 2 000 F). Robe « djellaba », gilet trapèze, pantalon sarouel, tunique liquette.

ESPACE BOUTIQUES

ACHATS - VENTES

LINGOTS - PIÈCES OR - \$ U.S

MONNAIES DE COLLECTION

transactions sur l'or coté

Napoléon - Souverain

Cours journalier

Règlement immédiat

COMPTOIRS SAVOYARDS

19, rue de Rome

75008 PARIS. M° St Lazare

01.45.22.93.02

MON INFER

Tout un monde de pantalons, jupes, parkas dans un monde de magasins : Agencecom, Barbours, Gaudin-Perrin, Bézard etc.

43 rue du Faubourg Poissonnière 75009 Paris

70 Avenue des Ternes, 75017 Paris

Tel : 01 48 24 46 98 et 01 45 12 18 54

LA VOGUE

PRÊT-À-PORTER MASCULIN

CHEMISERIE ET SPORTSWEAR

GRANDES GRIFFES

COSTUMES

à partir de 1 990 F

38, bd des Italiens (près Opéra)

et Centre Commercial Vélizy 2

Défilé à l'exportation

Fournitures NORBERT

Créateur - Médaille de la Reconnaissance Artisanale

Vente et transformation de votre ancienne fourrure en pelisse ou réversible

garde frigorifique

82, bd Murat - 75016 PARIS

01.47.43.17.02

CAPELOU

Un conseil unique à Paris

Armoires-lit, Mobilier composable, Meubles, Literie, Canapés, Salons...

Actuellement

Armoire-lit médaillé blanc (140 x 190) à partir de 6 350 F livrée et installée en Ile-de-France.

37, av. de la République 75011 Paris

M° Parmentier - Tél. 01.43.57.46.35

Livraison gratuite France Métrop.

Facilité de paiement / Parking gratuit

Michel Muller

La fourrure c'est mon métier

Service garde d'été, rénovation, transformation, nettoyage fourrure, cuir, pelisses, moulin retourné

Diffusion J.L. Scherrer & Guy Laroche

100, av. Daumesnil - 75012 PARIS - 01.43.45.11.98

Retrouvez chaque semaine la rubrique ESPACES BOUTIQUES - enseignements au :

01.42.17.39.41 (Fax : 01.42.17.39.25)

Florence Evry

Pluie par l'Ouest

LES PRESSIONS baissent sur l'ensemble du pays. Une perturbation s'est évacuée pendant la nuit sur l'Est, et la pluie arrive à nouveau par l'Ouest dès dimanche matin. Ces pluies seront modérées, et affecteront l'ensemble de la France au fin de journée.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. - Le ciel sera couvert toute la journée, avec une pluie faible en général. Le vent de sud-ouest soufflera à 60 km/h en rafales. Les températures maximales avoisineront 14 à 16 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. - Sur le Nord-Picardie et les Ardennes, les nuages resteront nombreux, avec quelques averses le matin. Sur l'Ile-de-France et la Haute-Normandie, le ciel sera très nuageux. Sur le Centre, le temps sera pluvieux, surtout l'après-midi. Il fera 15 à 17 degrés.

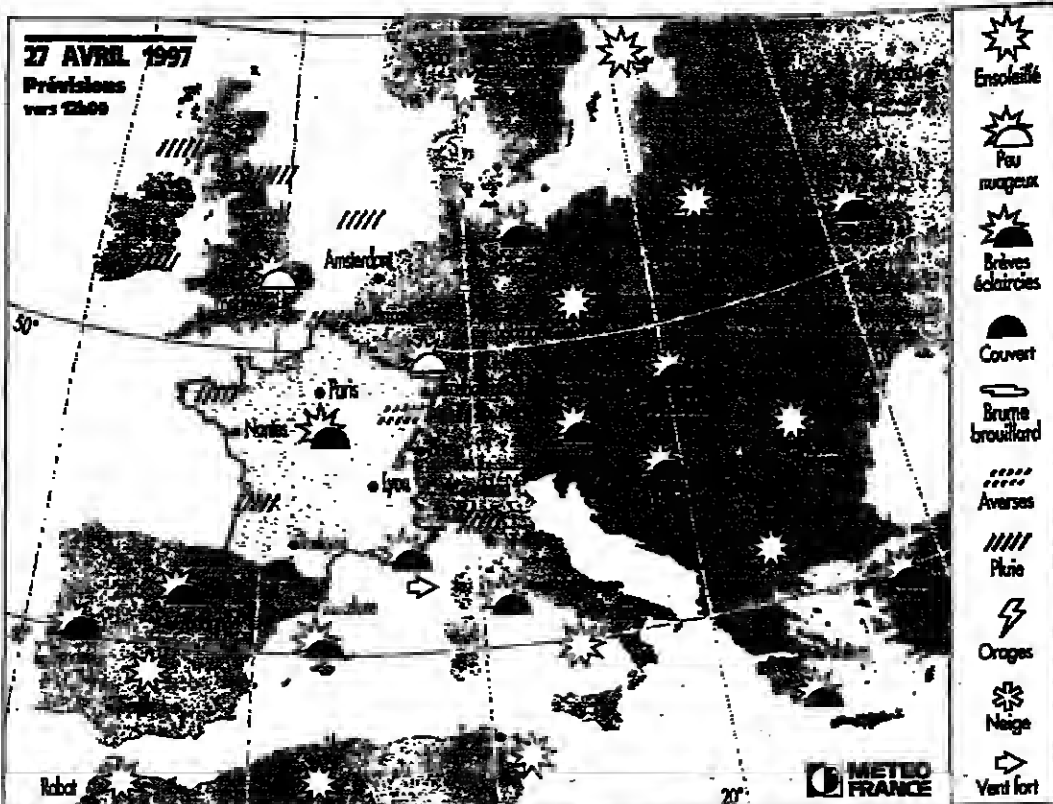
Champagne, Lorraine, Alsace, Franche-Comté. - Les nuages seront nombreux toute la journée, avec des averses,

surtout le matin. Il fera 14 à 17 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. - Le ciel restera couvert avec de la pluie. Les pluies seront plus soutenues sur le nord de l'Aquitaine et sur Poitou-Charentes. Sur Midi-Pyrénées, les pluies, faibles, arriveront l'après-midi. Le vent de sud-ouest à ouest soufflera à 60 km/h en rafales près des côtes atlantiques. Les températures seront proches de 17 à 20 degrés l'après-midi.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. - Sur le Limousin et l'Auvergne, le temps sera pluvieux. Sur Rhône-Alpes, le ciel sera très nuageux le matin, puis il y aura quelques pluies faibles l'après-midi. Le thermomètre marquera 14 à 18 degrés.

Langues-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. - Le ciel sera voilé le matin, puis couvert l'après-midi, avec quelques pluies faibles sur le Langues-Roussillon. Il fera doux avec 19 à 22 degrés.



LE CARNET DU VOYAGEUR

■ GRANDE-BRETAGNE. Les compagnies aériennes British Midland et Lufthansa annoncent de nouvelles liaisons européennes en partage de code. C'est ainsi que British Midland inaugurera une ligne quotidienne Londres-Cologne-Rome à partir du 26 mai, desservant pour la première fois l'Italie en vol régulier.

■ CANADA. L'armée canadienne s'est jointe aux autorités locales et à la police, vendredi 25 avril, pour persuader les récalcitrants d'évacuer la zone menacée d'inondations entre Winnipeg (Manitoba) et la frontière américaine. La rivière Rouge, gonflée par la fonte rapide de la neige abondante cet hiver, a déjà commencé à déborder en différents endroits du sud de la province, après avoir dévasté l'état américain voisin du Dakota du Nord. Selon des estimations, la rivière en crue devrait inonder la banlieue de Winnipeg, ville de 700 000 habitants, d'ici au 5 mai.

PRÉVISIONS POUR LE 27 AVRIL 1997

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; F : foudre.

FRANCE métropolitaine	NANCY	6/15 S
AJACCIO	9/19 N	10/18 P
BIARRITZ	12/16 P	NICE
BORDEAUX	12/18 P	PARIS
BOURGES	9/16 P	PAU
BREST	10/15 P	PERPIGNAN
CAEN	10/14 S	RENNES
CHERBOURG	9/14 S	ST-ETIENNE
CLERMONT-F.	9/16 P	STRASBOURG
DIJON	10/17 S	TOULOUSE
GRENOBLE	9/20 S	TOURS
LILLE	6/14 P	FRANCE métropolitaine
LYON	10/14 P	CAYENNE
MARSEILLE	11/18 S	FORT-DE-FR.
	14/20 S	NOUMEA

FRANCE métropolitaine	NANCY	6/15 S
AJACCIO	9/19 N	10/18 P
BIARRITZ	12/16 P	NICE
BORDEAUX	12/18 P	PARIS
BOURGES	9/16 P	PAU
BREST	10/15 P	PERPIGNAN
CAEN	10/14 S	RENNES
CHERBOURG	9/14 S	ST-ETIENNE
CLERMONT-F.	9/16 P	STRASBOURG
DIJON	10/17 S	TOULOUSE
GRENOBLE	9/20 S	TOURS
LILLE	6/14 P	FRANCE métropolitaine
LYON	10/14 P	CAYENNE
MARSEILLE	11/18 S	FORT-DE-FR.
	14/20 S	NOUMEA

FRANCE métropolitaine	NANCY	6/15 S
AJACCIO	9/19 N	10/18 P
BIARRITZ	12/16 P	NICE
BORDEAUX	12/18 P	PARIS
BOURGES	9/16 P	PAU
BREST	10/15 P	PERPIGNAN
CAEN	10/14 S	RENNES
CHERBOURG	9/14 S	ST-ETIENNE
CLERMONT-F.	9/16 P	STRASBOURG
DIJON	10/17 S	TOULOUSE
GRENOBLE	9/20 S	TOURS
LILLE	6/14 P	FRANCE métropolitaine
LYON	10/14 P	CAYENNE
MARSEILLE	11/18 S	FORT-DE-FR.
	14/20 S	NOUMEA

FRANCE métropolitaine	NANCY	6/15 S
AJACCIO	9/19 N	10/18 P
BIARRITZ	12/16 P	NICE
BORDEAUX	12/18 P	PARIS
BOURGES	9/16 P	PAU
BREST	10/15 P	PERPIGNAN
CAEN	10/14 S	RENNES
CHERBOURG	9/14 S	ST-ETIENNE
CLERMONT-F.	9/16 P	STRASBOURG
DIJON	10/17 S	TOULOUSE
GRENOBLE	9/20 S	TOURS
LILLE	6/14 P	FRANCE métropolitaine
LYON	10/14 P	CAYENNE
MARSEILLE	11/18 S	FORT-DE-FR.
	14/20 S	NOUMEA

FRANCE métropolitaine	NANCY	6/15 S
AJACCIO	9/19 N	10/18 P
BIARRITZ	12/16 P	NICE
BORDEAUX	12/18 P	PARIS
BOURGES	9/16 P	PAU
BREST	10/15 P	PERPIGNAN
CAEN	10/14 S	RENNES
CHERBOURG	9/14 S	ST-ETIENNE
CLERMONT-F.	9/16 P	STRASBOURG
DIJON	10/17 S	TOULOUSE
GRENOBLE	9/20 S	TOURS
LILLE	6/14 P	FRANCE métropolitaine
LYON	10/14 P	CAYENNE
MARSEILLE	11/18 S	FORT-DE-FR.
	14/20 S	NOUMEA

FRANCE métropolitaine	NANCY	6/15 S
AJACCIO	9/19 N	10/18 P
BIARRITZ	12/16 P	NICE
BORDEAUX	12/18 P	PARIS
BOURGES	9/16 P	PAU
BREST	10/15 P	PERPIGNAN
CAEN	10/14 S	RENNES
CHERBOURG	9/14 S	ST-ETIENNE
CLERMONT-F.	9/16 P	STRASBOURG
DIJON	10/17 S	TOULOUSE
GRENOBLE	9/20 S	TOURS
LILLE	6/14 P	FRANCE métropolitaine
LYON	10/14 P	CAYENNE
MARSEILLE	11/18 S	FORT-DE-FR.
	14/20 S	NOUMEA

Situation du 26 avril à 0 heure TU

Prévisions pour le 28 avril à 0 heure TU

PRACTIQUE

Emploi, santé, famille: 128 centres pour informer les femmes

INFORMER : oui, maternité. Depuis l'origine, l'objectif n'a pas changé: fournir à tous, et aux femmes en particulier, une information impartiale, gratuite et globale. « Plutôt que de découper les gens et leurs problèmes, l'idée fondamentale de Jacques Delors était de réunir dans un même lieu différents spécialistes: ce qui permet de multiplier les éclairages, notre but n'étant jamais de faire à la place de, mais de donner les informations permettant à chacun de se prendre en charge », précise Françoise Michaud, directrice générale du CNIDFF depuis 1981.

C'est pour y remédier que Jacques Delors et Jacques Baume se voient confier par le premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, l'étude technique du dossier qui devait aboutir, en 1972, à la création du Centre d'information des femmes et des familles (CNIDFF). Fédérant un réseau de cent vingt-huit centres d'information répartis sur le territoire, le Centre est né dans la foulée des Etats généraux organisés en 1970 par le magazine Elle, qui avaient mis en évidence la sous-information des femmes sur la plupart des questions abordées.

C'est pour y remédier que Jacques Delors et Jacques Baume se voient confier par le premier ministre, Jacques Chaban-Delmas, l'étude technique du dossier qui devait aboutir, en 1972, à la création du Centre d'information des femmes et des familles (CNIDFF). Fédérant un réseau de cent vingt-huit centres d'information répartis sur le territoire, le Centre est né dans la foulée des Etats généraux organisés en 1970 par le magazine Elle, qui avaient mis en évidence la sous-information des femmes sur la plupart des questions abordées.

Depuis l'origine, l'objectif n'a pas changé: fournir à tous, et aux femmes en particulier, une information impartiale, gratuite et globale. « Plutôt que de découper les gens et leurs problèmes, l'idée fondamentale de Jacques Delors était de réunir dans un même lieu différents spécialistes: ce qui permet de multiplier les éclairages, notre but n'étant jamais de faire à la place de, mais de donner les informations permettant à chacun de se prendre en charge », précise Françoise Michaud, directrice générale du CNIDFF depuis 1981.

Un refus de l'assistantat qui conduit les professionnels du CNIDFF et des CIDF à prendre le temps d'expliquer comment utiliser un droit et quelles sont les conséquences d'une décision, sans se substituer aux intéressés quand il s'agit de faire un choix. Démarche d'information approfondie, relayée éventuellement par d'autres associations: bureaux d'aide aux victimes ou services (payants) de conseil conjugal et de médiation familiale.

L'information couvre le secteur juridique et professionnel, ainsi que le domaine de la santé et de la vie quotidienne: au total, six cents femmes salariées et quelques hommes ont, en 1995, accueilli, ou répondu par téléphone, Minitel et courrier, aux 466 000 questions d'un public à 80 % féminin. Droit de la famille, droit du travail et droit de la sécurité sociale (couverture sociale, prestations familiales,

Un réseau national

● Association loi 1901, le Centre national d'information et de documentation des femmes et des familles (CNIDFF), présidé par Jacqueline Perker, agit sous l'autorité d'Anne-Marie Couderec, ministre déléguée à l'emploi et aux droits des femmes. Il fait partie du réseau européen de documentation et d'information des femmes Budif, qu'il a contribué à créer en 1990.

● Siège: Maison de l'Information, 7, rue du Jura, 75013 Paris. Tél.: 01-42-17-12-34.

● Réseaux: le Caidff coordonne le réseau des centres d'information

retraité): les juristes des centres sont, de loin, les spécialistes les plus souvent consultés.

Mais l'évolution de la demande les a conduits à innover le plus dans le secteur de l'emploi. « Les femmes, souvent seules avec enfants, sont en butte à de tels problèmes de survie économique, souligne Françoise Michaud, que nous avons été conduites à imaginer un certain nombre d'actions originales

et de documentation des femmes, qui comprend 128 associations départementales et locales, 22 unions régionales et 500 antennes d'information. Liste des CIDF et questions par Minitel: 3615 Cnidff.

● Publications: *Maternité: femmes salariées, femmes migrantes, vos droits; Femmes seules, vos droits; Mères de famille, vos droits; Le Concubinage: vos droits; Le Divorce: vos droits; Le Recouvrement des pensions alimentaires; La Retraite. Achat sur place à la Maison de l'Information ou par correspondance.*

parce que nous ne trouvons pas l'équivalent sur le marché. » Outre les consultations spécialisées que proposent tous les CIDF sur l'accès à l'offre de formation, l'orientation, la connaissance du marché de l'emploi et l'élaboration d'un projet professionnel, une quarantaine d'entre eux - et bientôt un par département - offrent aussi à leur public les services d'un Bureau d'accompagnement individualisé vers l'emploi (BAIE).

Réservés aux femmes, les BAIE - les premiers ont été ouverts en 1984 - calquent leur démarche sur celle qui fait la singularité des CIDF: personnalisation, globalité et gratuité. Bilan de compétences personnelles et professionnelles, élaboration d'un projet cohérent et étude de marché pour voir comment il est réalisable, orientation éventuelle en formation, puis recherche d'emploi ou aide à la création de son activité. Le suivi personnalisé dure de trois mois à un an... le temps qu'il faut pour aboutir.

« Il y a un engagement exceptionnel de la conseillère qui vous accompagne, vous donne toutes les clés et vous regonfle à bloc, mois, de

voire côté, vous devez aussi faire montre de beaucoup de dynamisme et d'esprit d'initiative », commente Anita Fernet, qui vient de retrouver une activité professionnelle après dix ans passés à élever ses enfants. Comme elle, huit mille neuf cents femmes ont ainsi trouvé un emploi en 1995, dont quel-ques deux cent vingt par BAIE.

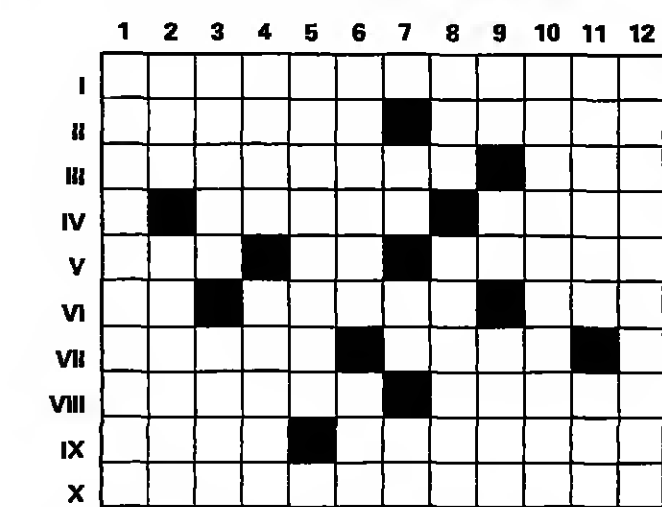
« Il était beaucoup plus facile d'informer, il y a vingt-cinq ans, souligne Françoise Michaud. Les questions étaient plus simples, et les situations de vie moins incertaines. Aujourd'hui, les femmes qui nous consultent sont souvent déjà passées par d'autres structures - ANPE, assistante sociale - et leur problème numéro un est le travail. L'emploi est encore plus problématique que par le passé et les BAIE restent la seule mesure spécifiquement destinée aux femmes que finance l'Etat. » Qu'en sera-t-il demain? Pour en débattre, le CNIDFF et les CIDF organisent jusqu'en juin des forums régionaux et inter régionaux, qui se conclueront, en octobre, par une manifestation nationale à Paris.

Caroline Helfter

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 97083

3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

1. La petite main au salon. - II. Les roseaux y poussent. Imposait la loi. - III. Commande sur le bâtiment. Atteint les sommets. - IV. Pas trop grave quand il est passager. Donne un coup de fouet. - V. Connue pour son curé. Règle. Fait suite à une blessure. - VI. Dans la gamme. Agit par réaction. La première auprès de Jacob. - VII. Un allié de l'allier. Seulement deux tiers d'octane. - VIII. Des problèmes de circulation. Cassas les pieds. - IX. Semblables. Représente un grand nombre de bêtes à cornes. - X. Elevage intensif de bêtes à cornes.

VERTICALEMENT

1. Faiseur d'histoire. - 2. Le cri du bûcheron. Peut-on encore en vivre aujourd'hui? - 3. De petites baies. Poudre qui a beaucoup servi dans notre enfance. - 4. Possessif. Attaqua le fondement. - 5. Peut tout

reproduire, même l'imaginaire. - 6. Leur buffet est souvent bien garni. En string. - 7. Négation. Des points qui s'opposent. Marque d'admiration. - 8. Poisson rouge. Tombe d'en haut. - 9. Le nickel. Un petit cube. Impossible d'en tirer quelque chose. - 10. Difficile d'en tirer quelque chose. 11. Souvent que du vent. Encore que du vent. - 12. Comme une vieille chaussette.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97082

HORIZONTALEMENT

1. Saint-bernard. - II. Anxiété. Pel. - III. Lot. Négatifs. - IV. Muat. Old. Us. - V. Or. Rehi. Psi. - VI. Neri. Ors. Red. - VII. Ado. Désire. - VIII. Lotisse. Aman. - IX. Lu. Uie. (Lue). Plait. - X. Etymologiste.

VERTICALEMENT

1. Salmonelle. - 2. Anoure. Out. - 3. hô. Rat. - 4. Ni. Iridum. - 5. Tente. Oslo. - 6. Rue. Lo. Sel. - 7. Esquarde. - 8. Réalise. Pg. - 9. Té. Sali. - 10. Api. Primas. - 11. Refusait. - 12. Dissidente.

TOURNOI INTERNATIONAL, catégorie 19

(Dos Hermanias, 1997)
Blancs: V. Anand (Inde).
Noirs: A. Chirov (Espagne).
Gambit-D. Partie slave.

1. C5	d5	19. Fd5	g4
2. d4	e5	20. Td1	Td6 (f)
3. f4	c6	21. Dd2	Tf7
4. c3	a6	22. Td6-b5	Rf6
5. Ff6 (g)	Cd4 (f)	23. R4	Rf7
6. Ff6 (g)	Cd4 (f)	24. Td1-a2	Td6 (f)
7. b3	d6 (f)	25. Fd6	Td6
8. Ff6 (g)	d6 (f)	26. Td7	Dd6
9. Ff6	Ff7	27. Dd1 (g)	b5 (f)
10. Cb5	Fd6 (g)	28. g4	g4 (f)
11. Dd1	Dd2 (f)	29. g5	Og6
12. a4 (f)	a5	30. Rb2 (f)	g6
13. b4	a6	31. Dd1 (f)	Dd8
14. Td2 (f)	Cd7	32. Ff4	Td6
15. Cd7	Dd7	33. Td6	Td6 (f)
16. Td2	Td7 (f)	34. Td6	Dd7
17. Td6	b5 (f)	35. Dd2 (f)	abent (g)
18. Dd2 (f)	Fd6		

NOTES

a) Dans la chronique précédente (n° 1737 Parker-Levitt, Cardiff, 1997), les Blancs ont répondu à cette idée chère à Chirov dans la défense slave par le coup tranquille 5. e3. D'autres réponses sont également jouables: 5. Cc5, 5. a4, 5. b3, 5. Dd3 et 5. Fg5.

b) Après 5... dxc4; 6. a4, Fd6; 7. 64, Cb-d7; 8. b3 menaçant 9. d5, les Blancs prennent l'avantage.

c) Menaçant 7. Cx64, dxc4; 8. Dg1.

d) Dans la logique de la suite 4... a6, les Noirs tentent de gagner le pion c4.

e) Ce que les Blancs ne craignent pas en raison de la puissance du F-R sur la diagonale h1-a8.

f) En effet, après 8... b5; 9. Fg2, Fb7; 10. Cc5, les Blancs obtiennent plus qu'une simple compensation pour le pion (Tukmakov-Bagurov, 1983).

g) Dans l'esprit de l'ouverture choisie par les Noirs, il convient de garder le plus longtemps possible le pion c4.

h) 11... b5 est impossible.

i) Empêchant toujours 12... b5 et menaçant 13. a5, 14. Dd4 et 15. Cc4.

j) Se donnant comme objectif la faiblesse du pion b7.

k) Forcé. La défense du pion b7 coûte cher aux Noirs.

l) Si 17... c5; 18. d5, Fd5; 19. Td1, e6; 20. 64.

m) Menace 19. Tf-b1 avec gain du pion b7.

n) Et non 20... Dxc4?; 21. Tb5 et 22. Ta1.

o) La pression sur les points faibles (b7 et d5) est si forte que les Noirs commettent leur première erreur.

p) La colonne b appartient totalement aux Blancs.

q) En essayant de se dégager de la tenaille ennemie, les Noirs prennent trop de risques.

r) Et non 28... Fg4?; 29. Dxd7+.

s) Menace 31. Ff4, 32. Tb8 et 33. Dg1.

Jolie manœuvre de la D.

u) 33... Dxb8 n'a pas de sens; 34. Fxb8, Txb2; 35. Dxd5+ et 36. Dg4.

v) Menace mat.

w) Si 35... Fg7; 36. Fd5!

SOLUTION DU PROBLÈME N° 1737

G. H. GOETHART (1952)

(Blancs: Rf6, Dg8, Tb6, Fd7 et f5, Pd2. Noirs: Rd4, Ta5, Fa1 et c4, Pd5 et d6.)

1. Da6! menace 2. Tb5 mat.

2. Txa6; 2. Txa6 mat.

3. Rc5+; 2. Tb2 mat.

4. Fb5; 2. Tc6 mat.

ÉTUDE N° 1738

V. A. BRON (1934)

8. 7. 6. 5. 4. 3. 2. 1.

a b c d e f g h

Blancs (5): Rc6, Fd7, Cd4 et h6, Pg5.

Noirs (4): Rh5, Fd8, Ca8, Pd5.

Les Blancs jouent et gagnent.

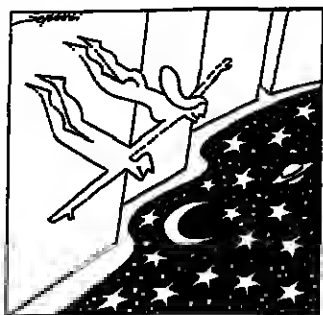
Claude Lemoine

سكنا من الامل

Comédiens sur les routes du Centre

Portrait de groupe en cinq étapes

POUR le seconde année consécutive, une caravane de quatre troupes de théâtre parcourt la région Centre durant deux mois. La Compagnie du hasard (Blois, Nicolas Peskine); le Centre dramatique régional de Tours (Gilles Bouillon); le Centre de littérature orale de Vendôme (Bruno de la Salle); et le Théâtre du Lamparo (Argenton-sur-Creuse, Sylvie Caillaud) vont jouer ensemble et séparément sous un unique chapiteau qu'ils installent pour douze jours dans cinq communes de cinq départements. Dans le même temps, ils donnent des représentations dans les petites salles avoisinantes, dans les villages et dans les rues. L'objectif est de décliner ainsi les genres



théâtraux (pièces classiques et contemporaines, théâtre musical et de rue, contes pour enfants ou pour adultes). Au public rural touché l'an dernier devraient s'ajouter les publics urbains, notamment dans la périphérie drouaise, où devrait s'échouer le 22 juin ce « Voyage des comédiens » par une imposante revue associant l'ensemble des troupes.

★ Aubigny-sur-Nère (Cher), jusqu'au 3 mai; Montrichard (Loir-et-Cher), du 4 au 16 mai; Le Blanc (Indre), du 17 au 29 mai; Neuville-sur-Loire (Indre-et-Loire), du 30 mai au 11 juin; Dreux (Eure-et-Loire), du 12 au 24 juin. Tél.: 02-48-20-40-09. De 20 F à 60 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Les Imaginations d'Uzeste Tandis qu'Uzeste musical se fait son printemps en terre gasconne, Bernard Lubat, André Minvielle et Patrick Scheyder installent la première d'une série d'après-midi mensuelles consacrées à l'improvisation. Premier invité, Marc Perrone, accordéoniste d'exception, qui se fera un plaisir d'expliquer tout ce qui le différencie de l'accordéoniste chromatique. Forum des Hautes, niveau 1, espace FNAC, Paris-1^{re}. RER Les Halles. 17 h 30, le 28. Entrée libre. Académie für alte Musik Berlin L'une des premières formations à s'être préoccupée de jouer sur instruments anciens dans l'ex-RDA vient à Paris pour la première fois. Ceux qui la découvriront seront étonnés par sa qualité musicale et technique. Bach: *Concertos brandebourgeois BWV 1046, 1047, 1048 et 1051. Théâtre des Champs-Élysées, 15, avenue Montaigne, Paris-8^e. M¹ Alma-Marceau, 20 h 30, le 26. Tél.: 01-49-52-50-50. De 60 F à 290 F.*

Le 27 avril à 11 heures: Concertos brandebourgeois BWV 1049 et 1050 et Concerto pour flûte, violon, clavier et cordes BWV 1044.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

BEKO
Film allemand-arménien de Nizmettin Aric
VO: Studio des Ursulines, 5^e (01-43-26-19-09); Le République, 11^e (01-48-05-51-33)
LA CIBLE
Film français de Pierre Courroge
UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}; UGC Danton, 6^e; UGC Montparnasse, 6^e; UGC Normandie, 8^e; UGC Opéra, 9^e; UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Mistral, 14^e (01-39-17-10-00 +); Le Gambetta, 20^e (01-46-36-10-96 +).
LA FABRIQUE DE L'HOMME OCCIDENTAL
Film français de Gérard Caillaud
L'Entrepôt, 14^e (01-45-43-41-63).
INSIDE
Film américain d'Arthur Penn
VO: Action Christine, 6^e (01-43-29-11-30).
JOURS DE COLÈRE
Film français de Bernard Darrigues
Max Linder Panorama, 9^e (01-48-24-88-88 +).
PORT D'EMBA
Film franco-gréco-italien d'Eric Heumann
14-Juillet Beaubourg, 3^e (4^e); Le Saint-Germain-des-Près, Salle G. de Beaurgard, 6^e (01-42-22-87-23 +); Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60); 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81 +); Escorial, 13^e (01-47-07-28-04 +).
QUADRILLE
Film français de Valérie Lemercier
UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}; UGC Odéon, 6^e; UGC Rotonde, 6^e; Gaumont Ambassade, 8^e (01-43-59-19-08 +); George-V, 8^e; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (01-43-57-90-81 +); Gaumont Opéra Français, 9^e (01-47-70-33-88 +); Majestic Bastille, 12^e (01-43-43-04-67 +); Les Nations, 12^e (01-43-43-04-67 +); UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (4^e); Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50 +); 14-Juillet Beaubourg, 15^e (01-45-75-79-79 +); Gaumont Convention, 15^e (01-48-28-42-27 +); UGC Mailliot, 17^e; Pathe Wepler, 18^e (4^e); 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (4^e).

SEXY SADIÉ

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE

3615 LEMONDE

ou tél.: 08-36-68-03-78 (2,23 F/min)

Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47).
BRIGANDS, CHAPITRE VII (Fr.-Geor.-It.-Suis., v.o.): Lucernaire, 6^e.
LES 101 DALMATIENS (A., v.o.): Gaumont Marignan, 8^e (4^e); George-V, 8^e; UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}; Gaumont Marignan, 8^e (4^e); George-V, 8^e; Paramount Opéra, 9^e (01-47-42-56-31 +); UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50 +); Les Montparnasse, 14^e (01-39-17-10-00 +); 14-Juillet Beaubourg, 15^e (01-45-75-79-79 +); UGC Convention, 15^e; Pathe Wepler, 18^e (4^e); Le Gambetta, 20^e (01-46-36-10-96 +).
CHAMANKA (Fr.-Pol.-Suis., v.o.): Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).

LE COMMENT ET LE POURQUOI (Esp., v.o.): Latina, 4^e (01-42-78-47-86).
DIDIER (Fr.): George-V, 8^e.
DOONIE BRASCO (A., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1^{re}; 14-Juillet Odéon, 6^e (01-43-25-59-83 +); George-V, 8^e; v.f.: Paramount Opéra, 9^e (01-47-42-56-31 +); Gaumont Parnasse, 14^e (4^e); Pathe Wepler, 18^e (4^e).

ENNEMIS RAPPROCHÉS (A., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1^{re}; Gaumont Ambassade, 8^e (01-43-59-19-08 +); UGC Normandie, 8^e; v.f.: Rex, 2^e (01-39-17-10-00 +); UGC Montparnasse, 6^e; Paramount Opéra, 9^e (01-47-42-56-31 +); Gaumont Gobelins Fauvette, 13^e (01-47-07-55-88 +); Gaumont Parnasse, 14^e (4^e); Pathe Wepler, 18^e (4^e).

EVITA (A., v.o.): Publicis Champs-Élysées, 8^e (01-47-20-76-23 +).

FARGO (A., v.o.): Cinéoches, 6^e (01-46-33-10-82).

FRED (Fr.): 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (01-46-33-79-38 +); Miramar, 14^e (01-39-17-10-00 +).

GÉNÉALOGIES D'UN CRIME (Fr.): Gaumont les Halles, 1^{re} (01-40-39-99-40 +); 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (01-46-33-79-38 +); Les Trois Luxembourgs, 6^e (01-46-33-79-38 +); Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60); Escorial, 13^e (01-47-07-28-04 +); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20 +); Le Cinéma des cinéastes, 17^e (01-53-42-40-20 +); 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (4^e).

GOODYBYE SOUTHERN, GOODYBYE (Tal., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3^e (4^e); 14-Juillet Odéon, 6^e (01-43-25-59-83 +); 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (4^e).

GRAINS DE SABLE (Jap., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3^e (4^e).

JERRY MAURICE (A., v.o.): UGC Triomphe, 8^e; Les Montparnasse, 14^e (01-39-17-10-00 +).

JUDE (Brit., v.o.): Cinéoches, 6^e (01-46-33-10-82).

KIDS RETURN (Jap., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3^e (4^e); 14-Juillet Hautefeuille, 6^e (01-46-33-79-38 +); Le Balzac, 8^e (01-45-61-10-60); 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (4^e).

LARRY FLYNT (A., v.o.): Lucernaire, 6^e; Elysées Lincoln, 8^e (01-43-59-36-14).

LEVEL FIVE (Fr.): Accatone, 5^e (01-46-33-86-86).

LOOKING FOR RICHARD (A., v.o.): Action Ecluse, 5^e (01-43-25-72-07).

LOST HIGHWAY (A., v.o.): Cinéoches, 6^e (01-46-33-10-82).

LUCIE AUBRIAC (Fr.): UGC Triomphe, 8^e; Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85 +).

MARION (Fr.): Reflet Médicis I, 5^e (01-43-54-42-34).

MARS ATTACKS I (A., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1^{re}; George-V, 8^e; v.f.: Gaumont Opéra I, 2^e (01-43-12-91-40 +); Cinéoches, 6^e (01-46-33-10-82); Les Montparnasse, 14^e (01-39-17-10-00 +).

MATILDA (A., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1^{re}; v.f.: Mistral, 14^e (01-39-17-10-00 +).

MICHAEL COLLINS (A., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}; Espace Saint-Michel, 5^e (01-43-25-59-83 +); UGC Montparnasse, 6^e; UGC Odéon, 6^e; UGC Champs-Élysées, 8^e; UGC Opéra, 9^e; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81 +); UGC Gobelins, 13^e; Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20 +); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79 +); UGC Mailliot, 17^e; Pathe Wepler, 18^e (4^e); v.f.: Gaumont Opéra I, 2^e (01-43-12-91-40 +); Gaumont Gobelins Fauvette, 13^e (01-47-07-55-88 +); Gaumont Parnasse, 14^e (4^e); UGC Convention, 15^e.

MICROCOSMOS, LE PEUPLE DE L'HERBE (Fr.): Cinéoches, 6^e (01-46-33-10-82); Grand Pavois, 15^e (01-45-54-46-85 +).

LA MOINDRE DES CHOSES (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 6^e (01-43-26-48-18).

MOUVEMENTS DU DÉSIR (Que.): Espace Saint-Michel, 5^e (01-44-07-20-49).

NOUS SOMMES TOUS ENCORE ICI (Fr.-Suis.): Saint-André-des-Arts I, 6^e (01-43-26-48-18).

LA NUIT DES ROSES (Brit., v.o.): Lucernaire, 6^e.

ORANGES AMÈRES (Fr.-It.-Esp.): Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20 +).

LES PALMES DE M. SCHUTZ (Fr.): UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}; 14-Juillet Odéon, 6^e (01-43-25-59-83 +); Gaumont Ambassade, 8^e (01-43-59-19-08 +); Gaumont Opéra Français, 9^e (01-47-70-33-88 +); Les Nations, 12^e (01-43-43-04-67 +); UGC Lyon Bastille, 12^e; Gaumont Gobelins Fauvette, 13^e (01-47-07-55-88 +); Gaumont Parnasse, 14^e (4^e); Miramar, 14^e (01-39-17-10-00 +); Mistral, 14^e (01-39-17-10-00 +); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79 +); Gaumont Convention, 15^e (01-48-28-42-27 +); Majestic Passy, 15^e (01-42-24-46-24 +); Pathe Wepler, 18^e (4^e); Le Gambetta, 20^e (01-46-36-10-96 +).

845QUAT (A., v.o.): Gaumont les Halles, 1^{re} (01-40-39-99-40 +); Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47).

BIG NIGHT (A., v.o.): Gaumont les Halles, 1^{re} (01-40-39-99-40 +); L'Arlequin, 6^e (01-45-44-28-80 +); Publicis Champs-Élysées, 8^e (01-47-20-76-23 +); Bienvenue Montparnasse, 15^e (01-39-17-10-00 +).

BLOOD & WINE (A., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}; Reflet Médicis II, 5^e (01-43-54-42-34); Gaumont Ambassade, 8^e (01-43-59-19-08 +); v.f.: UGC Montparnasse, 6^e; UGC Opéra, 9^e.

LA BOUCHE DE JEAN-PIERRE (Fr.):

12^e; Gaumont Parnasse, 14^e (4^e); Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50 +); Gaumont Convention, 15^e (01-48-28-42-27 +).

LE PIC DE DANTE (A., v.o.): UGC Forum Orient Express, 1^{re}; v.f.: Rex, 2^e (01-39-17-10-00 +); Paramount Opéra, 9^e (01-47-42-56-31 +); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Parnasse, 14^e (4^e); Pathe Wepler, 18^e (4^e).

LES RANDONNEURS (Fr.): Gaumont les Halles, 1^{re} (01-40-39-99-40 +); 14-Juillet Odéon, 6^e (01-43-25-59-83 +); Bretagne, 6^e (01-39-17-10-00 +); Gaumont Marignan, 8^e (4^e); Gaumont Opéra Français, 9^e (01-47-70-33-88 +); 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81 +); Gaumont Gobelins Fauvette, 13^e (01-47-07-55-88 +); Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50 +); Gaumont Convention, 15^e (01-48-28-42-27 +); Pathe Wepler, 18^e (4^e).

LA RENCONTRE (Fr.): Saint-André-des-Arts I, 6^e (01-43-26-48-18).

REPRISE (Fr.): Saint-André-des-Arts II, 6^e (01-43-26-80-25).

RIDICULE (Fr.): Gaumont les Halles, 1^{re} (01-40-39-99-40 +); Gaumont Opéra Impérial, 2^e (01-47-10-33-88 +); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20 +).

ROMÉO ET JULIETTE (A., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}; Gaumont Opéra I, 2^e (01-43-12-91-40 +); UGC Odéon, 6^e; UGC Normandie, 8^e; La Bastille, 11^e (01-43-07-48-60); Gaumont Gobelins Rodin, 13^e (01-47-07-55-88 +); Gaumont Parnasse, 14^e (4^e); v.f.: UGC Montparnasse, 6^e; Paramount Opéra, 9^e (01-47-42-56-31 +); UGC Lyon Bastille, 12^e; UGC Gobelins, 13^e; Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50 +); Gaumont Convention, 15^e (01-48-28-42-27 +); Pathe Wepler, 18^e (4^e); Le Gambetta, 20^e (01-46-36-10-96 +).

SCHIZOPOLIS (A., v.o.): Les Trois Luxembourgs, 6^e (01-46-33-87-77 +).

SHINE (Astr., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}; UGC Danton, 6^e; La Pagode, 7^e (4^e); Gaumont Champs-Élysées, 8^e (01-43-59-04-67 +); UGC Opéra, 9^e; 14-Juillet Bastille, 11^e (01-43-57-90-81 +); Gaumont Gobelins Fauvette, 13^e (01-47-07-55-88 +); Gaumont Alésia, 14^e (01-43-27-84-50 +); 14-Juillet Beaugrenelle, 15^e (01-45-75-79-79 +); Bienvenue Montparnasse, 15^e (01-39-17-10-00 +); Gaumont Kinopanorama, 15^e (4^e); Majestic Passy, 15^e (01-42-24-46-24 +); UGC Mailliot, 17^e; Pathe Wepler, 18^e (4^e); 14-Juillet-sur-Seine, 19^e (4^e); Gaumont Opéra I, 2^e (01-43-12-91-40 +); Gaumont Parnasse, 14^e (4^e).

LES SEIGNEURS SOLEIL (Fr.): Gaumont Ambassade, 8^e (01-43-59-19-08 +); Gaumont Opéra Français, 9^e (01-47-70-33-88 +); Gaumont Parnasse, 14^e (4^e).

LE SORT DE L'AMÉRIQUE (Que.): Latina, 4^e (01-42-78-47-86).

THE PILLOW BOOK (Fr.-Brit., v.o.): Le Quartier latin, 5^e (01-43-26-84-65).

TIETA DO BRASIL (Brés., v.o.): Latina, 4^e (01-42-78-47-86).

TOUT LE MONDE DIT « I LOVE YOU » (A., v.o.): UGC Ciné-cité les Halles, 1^{re}; UGC Danton, 6^e; UGC Rotonde, 6^e; UGC Triomphe, 8^e; Majestic Bastille, 11^e (01-47-00-02-48 +).

TYRHO MOON (Fr.): Cinéoches, 6^e (01-46-33-10-82); Lucernaire, 6^e.

UN AIR DE FAMILLE (Fr.): UGC Forum Orient Express, 1^{re}; 14-Juillet Parnasse, 6^e (01-43-26-58-00 +); UGC Triomphe, 8^e.

UN AMOUR DE SORCIÈRE (Fr.): UGC Forum Orient Express, 1^{re}; George-V, 8^e.

UN ETÉ À LA GOULETTE (Fr.-Tun., v.o.): Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47).

UN INSTANT D'INNOCENCE (Fr.-It., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3^e (4^e); 14-Juillet Parnasse, 6^e (01-43-26-58-00 +).

UN JOUR, TU VERRAS LA MER (Ind., v.o.): Le Quartier latin, 5^e (01-43-26-84-65).

LE VILLAGE DE MES RÊVES (Jap., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3^e (4^e); Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20 +); UGC Danton, 6^e; UGC Rotonde, 6^e; UGC Triomphe, 8^e; Majestic Bastille, 11^e (01-47-00-02-48 +).

LE VILLAGE DE MES RÊVES (Jap., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3^e (4^e); Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20 +); UGC Danton, 6^e; UGC Rotonde, 6^e; UGC Triomphe, 8^e; Majestic Bastille, 11^e (01-47-00-02-48 +).

LE VILLAGE DE MES RÊVES (Jap., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3^e (4^e); Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20 +); UGC Danton, 6^e; UGC Rotonde, 6^e; UGC Triomphe, 8^e; Majestic Bastille, 11^e (01-47-00-02-48 +).

LE VILLAGE DE MES RÊVES (Jap., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3^e (4^e); Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20 +); UGC Danton, 6^e; UGC Rotonde, 6^e; UGC Triomphe, 8^e; Majestic Bastille, 11^e (01-47-00-02-48 +).

LE VILLAGE DE MES RÊVES (Jap., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3^e (4^e); Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20 +); UGC Danton, 6^e; UGC Rotonde, 6^e; UGC Triomphe, 8^e; Majestic Bastille, 11^e (01-47-00-02-48 +).

LE VILLAGE DE MES RÊVES (Jap., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3^e (4^e); Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20 +); UGC Danton, 6^e; UGC Rotonde, 6^e; UGC Triomphe, 8^e; Majestic Bastille, 11^e (01-47-00-02-48 +).

LE VILLAGE DE MES RÊVES (Jap., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3^e (4^e); Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20 +); UGC Danton, 6^e; UGC Rotonde, 6^e; UGC Triomphe, 8^e; Majestic Bastille, 11^e (01-47-00-02-48 +).

LE VILLAGE DE MES RÊVES (Jap., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3^e (4^e); Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47); Sept Parnassiens, 14^e (01-43-20-32-20 +); UGC Danton, 6^e; UGC Rotonde, 6^e; UGC Triomphe, 8^e; Majestic Bastille, 11^e (01-47-00-02-48 +).

LE VILLAGE DE MES RÊVES (Jap., v.o.): 14-Juillet Beaubourg, 3^e (4^e); Epée de Bois, 5^e (01-43-37-57-47); Sept P

Élecspectateurs, élecspectatrices !

par Pierre Georges

ALORS À DEUX, à quatre, à cinq, à six, ces débats télévisés ? La grave, la rituelle question. A chaque élection, à chaque moment fort de la vie de la démocratie française, elle est posée en termes faussement pathétiques et un peu tordus. Le débat ! Le débat ! Presque un jeu télévisé, revu et corrigé par les inconnus. Et presque l'envie d'inventer un néologisme avec roulement de tambour : élecspectateurs, élecspectatrices, le grand débat, le débat des débats, le débat qui vous permettra de faire votre choix démocratique et citoyen aura lieu le X mai courant, à 20 h 30 de relevé !

Ran, ran, ran ! Fermez le ban ! On ne vit plus. Attente fébrile. Et de qui seront les décors ? Et les cadrages, égalité sur les cadrages ? Et les temps de parole, qui tiendra le sablier ? Et les jurés, pardon, les animateurs, refutés celui-ci, acceptés celle-là ? On ne vit plus. Donnez-nous une date. Ici et maintenant, tout de suite. Qu'on prenne date justement, pour se libérer des obligations de ces futilités ordinaires. Quand l'heure sonnera du grand soir pour l'endemain qui chantent, nous ce serons plus la pour personne. Ni ami, ni conjoint, ni enfants, ni fiabeux. Nous serons de débat, du débat, au débat. Tous ensemble. Pour la France. Pour changer d'Élan ou d'Avenir. En tout cas de vitesse.

Le débat, le débat ! C'est terrible d'être ainsi, pour l'instant du moins, dans la morne impatience d'un instant historique. Élecspectateurs, élecspectatrices, ressaisissons-nous ! Le débat arrive. Et comme de juste, il commence par le débat sur le débat. Le mode, le piège peut-être, le choix suggéré - par qui ? - et proposé par TF1, était d'un débat à quatre. Deux des droites,

deux des gauches. Équilibre admirable, pondération subtile. Deux contre deux. Comme au catch à quatre. Ou comme la démocratie à la Raimu, tu me fends l'avenir !

De l'aimable présentation qu'ils firent les uns des autres ces jours derniers, sans bien mesurer qu'ils assuraient ainsi la promotion subtile du débat, on pourrait résumer l'affaire d'une caricature : l'équipe des « sinistres » contre l'équipe des « gueules d'impôt ». Programme alléchant, on en conviendra.

Mais soyons plus sérieux. Ce qui fut proposé, donc, avait toutes les apparences de l'équilibre. Lionel Jospin et Robert Hue contre Alain Juppé et François Léotard. PS, PC contre RPR, UDF. Une alliance face à l'autre. Les chefs des quatre principaux partis, du moins du point de vue de la représentation nationale. Le projet tenait la route, le piège aussi. Montrer, d'un côté, les mauvaises fréquentations économiques et européennes du PS avec l'allié communiste. Prouver, de l'autre, l'admirable unanimisme du RPR et de l'UDF sur ce sujet et sur d'autres. Comme si, n'importe quel élecspectateur le sait désormais, la majorité sortante était unie sur ce point-là et sur d'autres. A voir, par exemple, les propos ce jour de Charles Pasqua, les frustrations d'Alain Madelin, les silences de Philippe Séguin, ce n'est pas évident.

Donc, Lionel Jospin a refusé le piège. Débat, soit. Mais à deux, chef d'opposition contre chef de majorité. C'est son choix et son droit. Nul en politique n'est requis, démocratiquement, d'avoir à tomber dans les chaussetrappes adverses. Même au risque d'être chahuté sur le courage de ses alliances !

Charles Pasqua souhaite un gouvernement qui conduise une « nouvelle politique »

L'ancien ministre demande que la France pose ses conditions sur l'euro

PRIS à contre-pied par l'annonce de la dissolution de l'Assemblée nationale, Charles Pasqua (RPR) a fait contre mauvaise fortune bon cœur. Contraint d'inscrire la convention de son association Demain la France, annoncée depuis l'automne 1996 et reportée à plusieurs reprises, dans le contexte d'une campagne électorale éclair, l'ancien ministre de l'Intérieur n'a pas manqué l'occasion, samedi 26 avril, à Rueilmalmaison (Hauts-de-Seine), de faire entendre fortement sa différence, tout en prenant garde de ménager le président de la République.

Rappelant qu'il a souvent plaidé, depuis deux ans, pour que le chef de l'État prenne « une initiative forte lui permettant d'associer les Français à la politique de redressement de la France », il s'est ainsi « réjoui » que Jacques Chirac ait avancé le rendez-vous des élections législatives. « Il a eu raison », a-t-il tranché. Tout comme il a raison de vouloir donner à la France « un nouvel élan ».

Mais il n'y aura pas de nouvel élan, a martelé M. Pasqua, sans « politique nouvelle ».

Pas de nouvel élan si l'on continue, conformément à la « pensée unique », à « sacrifier l'emploi à la monnaie », à « sacrifier l'investissement et la croissance à des critères comptables », pas de nouvel élan, enfin « si nous écoutons ceux qui nous disent que la France va bien et que les Français ne le savent pas ». Continuant à récuser, de manière allusive, les axes de la campagne engagée par le premier ministre et chef de la majorité, Alain Juppé, M. Pasqua a ajouté : « La vraie modernité, ce n'est pas le ralliement à la politique des centralistes », mais « la réaffirmation de la volonté politique à travers le renversement des priorités ».

« LE CHOIX DE LA RÉPUBLIQUE » Pour que les choses soient encore plus claires, l'ancien ministre de l'Intérieur a souligné qu'il n'y aurait rien de pire qu'une victoire électorale qui ne serait pas en même temps une victoire sur la dé-

sespérance. Quelles que soient « les nécessités d'une campagne électorale », « cet enjeu ne saurait être évacué au profit de je ne sais quel remake des années 70, dont sortirait sans doute un vainqueur et un vaincu, mais certainement pas le moindre élan pour la France ».

Plutôt que de faire renaître de « vieilles querelles » et de « vieux clivages », M. Pasqua, se réclamant du gaullisme, a donc plaidé pour « une certaine idée de la France » et pour que la campagne électorale qui s'engage « soit bien l'occasion d'un débat sur les voies et moyens du redressement de la France » et de « refonder la République ».

Le « choix de la République » - qui lui paraît le « bon choix » pour la France - « c'est bien le choix d'une nouvelle politique économique et sociale, (...) le choix de l'emploi avant toute autre considération ». « La France n'est pas une éponge qui tourne au gré des vents américains, allemands ou asiatiques, où il n'y aura rapidement du travail que pour un Français sur

trois ou quatre. Il nous faut favoriser, encourager, provoquer s'il le faut, une croissance endogène beaucoup plus vivace », a plaidé M. Pasqua.

Bref, ce serait d'abord « le choix de la souveraineté nationale », a souligné M. Pasqua. S'il « faut faire l'Europe », a-t-il répété à plusieurs reprises, « il ne faut pas s'y prendre de telle manière qu'on finisse par remettre en cause les raisons mêmes pour lesquelles sa construction a été entreprise ». Après avoir précisé que, face aux échéances décisives de l'Union européenne, « le président de la République a un rôle décisif à jouer » et que « nous lui faisons confiance », M. Pasqua a insisté sur le fait que c'est « à lui qu'il appartient de poser les conditions qui rendront l'Europe de demain acceptable pour les Français ». Et c'est « à lui qu'il appartient, le moment venu, de consulter le peuple », a-t-il conclu, avant d'espérer que la majorité sera « à la hauteur de l'enjeu qu'elle s'engage à vouloir ».

CORRESPONDANCE

Une lettre d'Arlette Chabot

Après notre article intitulé « Une journaliste de France 2 mise à pied après avoir dénoncé un "ménage" d'Arlette Chabot » (nos éditions du 26 avril), notre conseil, directrice générale adjointe de la rédaction de France 2, nous écrit :

Étant favorable à la règle de la plus grande transparence, il m'importe de faire connaître les faits : j'ai animé, il y a un an, une interview du président de France Télécom suivie d'un dialogue entre ce dernier et les salariés de l'entreprise, réunis dans six centres régionaux à l'occasion de la loi sur la réglementation du secteur des télécoms et non à l'occasion de la loi de privatisation. Ce dialogue a été réalisé en direct dans les locaux de France Télécom, dans le cadre d'une communication interne.

Il ne s'agit ni d'un faux journal, ni d'une fausse émission, ni d'un film, ni évidemment d'une démarche à caractère publicitaire, ni d'une intervention en faveur de la privatisation. Aucune cassette n'a été distribuée aux personnels de l'entreprise, ni à l'extérieur de cette société. Conformément à la règle, j'avais obtenu une autorisation des responsables de la chaîne.

Cette intervention est la seule que j'ai faite. Je n'ai jamais pratiqué de « training » d'hommes politiques, et je n'ai jamais animé de débats ou de conventions. Je m'abstiendrai de

qualifier la méthode qui consiste, pour un journaliste, à appeler les salariés d'autres entreprises pour obtenir la liste de ses confrères qui auraient effectué des collaborations au sein de leur société, ainsi que la diffusion, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de France 2, de tracts avec photos très gravement diffamatoires à mon égard. Je ne peux que regretter que cette fausse affaire ait été montée quelques jours après le début de la campagne législative, au moment où toute la rédaction de France 2 est déjà mobilisée pour assurer la meilleure couverture de l'événement.

Favorable à la transparence, favorable à l'application des règles déontologiques de notre métier, j'approuve toute redéfinition et clarification de ce qui s'appelle « les ménages ». Je n'accepterai pas que mon honneur professionnel soit sali par une campagne de calomnie.

Arlette Chabot est une professionnelle respectée et, ici, estimée. Notre titre était malheureusement inexact. En effet, la direction de France 2 précise que la journaliste Eve Métais n'a pas été « mise à pied », aucune sanction disciplinaire n'ayant été prise à son égard. Écartée de ses fonctions de chef adjoint du service économique et social pour insultes à son chef de service, il lui sera « proposé une nouvelle affectation dans les prochains jours ».

DÉPÊCHES

■ **AGRICULTURE** : le président de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) qui a été reçu, vendredi 25 avril, par Jacques Chirac a attiré son attention sur les conséquences du gel et de la sécheresse et lui a demandé une « rénovation des prêts calamités ». Il a souhaité que la loi d'orientation agricole, actuellement en préparation, « soit adoptée le plus rapidement possible » (Le Monde du 25 avril). Luc Guyau, qui est aussi président du comité des organisations professionnelles agricoles de l'Union européenne (COPA), a souhaité « la participation du plus grand nombre d'États à la norme unique dès le 1^{er} janvier 1999, en particulier l'Italie et l'Espagne ».

■ **MUSIQUE** : le ministère de la culture apporte son soutien aux Studios Campus, gérés par l'association Terrain d'entente, menacés d'expulsion. Propriétaire de ce studio parisien, la Fédération française de basket-ball veut récupérer le bâtiment. Le ministère affirme que « la destruction de ces espaces et leur transformation en bureaux paraît particulièrement inopportune ». Terrain d'entente a proposé à la FFBB le rachat de ce lieu où ont travaillé plus de quatre mille musiciens depuis douze ans.

Tirage du Monde daté samedi 26 avril 1997 : 488 527 exemplaires

MONOPRIX

Aujourd'hui, nous vous proposons :
entrée, plat et dessert, café inclus.



Aujourd'hui, et comme tous les jours depuis déjà 3 ans, votre Monoprix est ravi de vous

proposer sa gamme de produits Monoprix-BIO. De jus d'orange aux tagliatelles à la

biogénèse, en passant par les fruits et les légumes, sans oublier les oeufs et le pain

biologique, de plus en plus souvent culti sur place... Et même le café ! Tous ces produits sont

cultivés sans produits chimiques de synthèse, avec des méthodes qui ne nuisent ni à

l'environnement, ni au bien-être des animaux, et font l'objet de contrôles rigoureux par

des organismes indépendants. De plus, la marque BIO vous garantit qu'un produit

contient au moins 95% d'ingrédients biologiques. Le souci d'information et de contrôle

de la qualité, Monoprix l'applique à tous ses produits, à toutes les étapes de leur

commercialisation. Fournisseurs, transporteurs, acheteurs, chefs de rayon : Pour la qualité,

chez Monoprix, tout le monde s'engage, tout le monde signe.

— dans les Monoprix d'Ile de France — dans plus de 20 Monoprix.

CHEZ MONOPRIX, TOUT LE MONDE S'ENGAGE, TOUT LE MONDE SIGNE.

150 000 000